

# Le dossier Économie de l'Élevage

TOUS LES MOIS, UNE ANALYSE SUR LES FILIÈRES BOVINES, OVINES ET CAPRINES



Octobre 2012

 n° 428

## Les modèles laitiers du nord de l'Union européenne à l'épreuve de la volatilité

**Rédaction :**

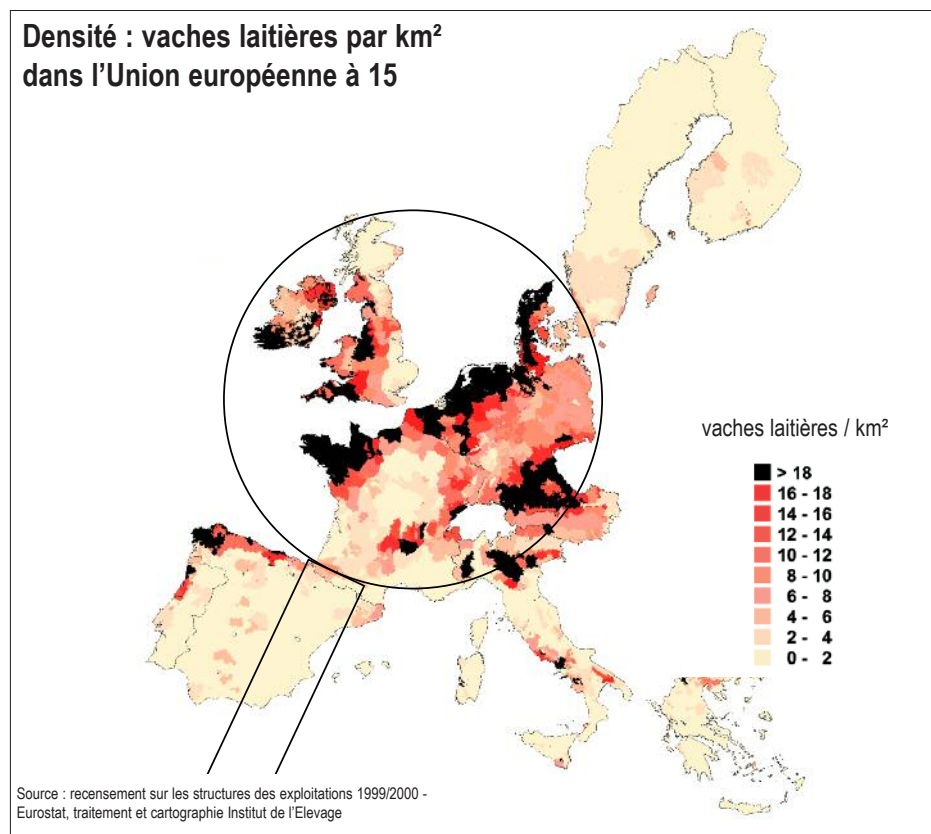
Département Économie

*Étude réalisée par l'Institut de l'Élevage avec le soutien du CNIEL  
et de FranceAgriMer*

Les études publiées dans le cadre des Dossiers Économie de l'Élevage, bénéficient du financement  
du Ministère de l'Agriculture

et sur contrats, du Fonds de l'Élevage, des Interprofessions lait et viande et de FranceAgriMer

## Densité : vaches laitières par km<sup>2</sup> dans l'Union européenne à 15



## Les modèles laitiers du nord de l'Union européenne à l'épreuve de la volatilité

La période 2006-2011, marquée par une forte volatilité des prix du lait et des charges, s'est avérée être un redoutable banc d'essai pour apprécier la compétitivité et la résilience des différents « modèles » d'exploitations laitières européens dans le nouveau contexte issu de la libéralisation progressive des marchés européens des produits laitiers.

En effet, après la flambée des prix de ces produits laitiers sur les marchés mondiaux dans le sillage de la majorité des matières premières (agricoles ou non) en 2007-2008, le retournement de la demande mondiale en 2009 consécutive à la crise économique-financière a eu d'autant plus de conséquences en Europe qu'un abandon progressif des instruments de régulation des marchés (quotas, intervention, aides à l'utilisation) était en cours. Entraînés par le doublement des cours mondiaux des produits laitiers les plus échangés, les prix du lait mensuels en Europe ont gagné 50% avant d'être divisés par deux dans certains pays (Allemagne). Ces variations inédites et imprévues ont finalement modifié la gestion de « l'atterrissage en douceur » prévu pour mettre fin aux quotas laitiers : rétablissement partiel de l'intervention et aides compensatrices décidées au niveau européen, parfois complétées par des plans nationaux (France, Allemagne) ou des mesures visant à stabiliser les prix (gel des augmentations de

quotas en France, gestion et compléments de prix par la coopérative danoise en situation de quasi-monopole). Depuis la mi-2010, les prix du lait en Europe ont retrouvé puis dépassé leurs niveaux d'avant 2007 dans des contextes de sortie de crise qui restent marqués par des spécificités nationales (réactivité des prix et des volumes). Le niveau du prix des intrants (engrais, aliments, énergie) demeure cependant partout et sans doute durablement plus élevé qu'avant ces épisodes mouvementés, ce qui impacte différemment les systèmes de production pratiqués.

Des analyses micro-économiques réalisées à partir du RICA européen sur les exploitations laitières spécialisées et notamment la comparaison des séries chronologiques portant sur les paramètres essentiels (prix du lait, charges par catégorie, productivité du travail) ont permis d'expliquer les variations spectaculaires de la rémunération du travail dans la plupart des pays au cours de cette période. L'interprétation de ces évolutions a été réalisée grâce à une veille bibliographique et des entretiens avec des experts nationaux qui permettent d'accéder aux spécificités des contextes nationaux dans lesquels évoluent ces exploitations concurrentes.

**Cette étude est focalisée sur six pays du Nord et de l'Ouest de l'UE**, grands producteurs laitiers caractérisés par des filières fortement orientées vers l'expor-

> > >

tation (et donc dépendantes de celle-ci à l'exception du Royaume-Uni, importateur net). L'équivalent de 40% de la production laitière française est exporté, ainsi que 45% de la production allemande, 60-65% de la production néerlandaise, près de 70% de la production danoise et plus de 80% de la production irlandaise. Ces pays sont **en concurrence forte, notamment sur le marché intra-européen**, et ont connu de ce fait les évolutions de prix du lait les plus vives au cours de la période d'étude. Les conditions de production fourragère au sein de la zone d'étude présentent également une certaine homogénéité par rapport à l'Europe dans son ensemble (notamment par rapport à la zone Sud) ce qui facilite certaines comparaisons.

Leader laitier européen, l'**Allemagne** possède un potentiel laitier toujours bridé par les quotas laitiers. En 2009, elle a traversé la crise sans trop de dégâts. Les éleveurs n'ont pas levé le pied, malgré un prix historiquement bas, pour diluer au maximum leur coût de production. Agressive sur les marchés extérieurs, la filière allemande est sortie plutôt renforcée de l'épreuve avec la ferme volonté d'accroître son potentiel de production. De plus, les coopératives, prédominantes dans le Nord du pays où se situe l'essentiel du potentiel de croissance, se restructurent et investissent dans des capacités supplémentaires de transformation. Cependant, la production laitière doit affronter la concurrence du biogaz au Nord et des grandes cultures à l'Est.

Avec des exploitations laitières spécialisées, parmi les plus solides et les plus rentables d'Europe, les **Pays-Bas** ne manquent pas d'ambition : accroître de 20% la production laitière à l'horizon 2020. Elle a traversé la crise sans encombre. Ses atouts sont bien connus : des élevages techniquement performants et bien maîtrisés, des éleveurs qualifiés et motivés, une recherche/développement au service de systèmes de production homogènes, des frais de collecte réduits et une transformation ultra-concentrée. De même que son principal talon d'Achille : la pression environnementale. D'autres facteurs -moins connus- peuvent aussi entraver la soif de croissance de la filière : l'ingérence forte de la société civile sur le bien être animal et l'évolution des élevages ; le renchérissement des coûts de production, le prix prohibitif du foncier agricole...

Vu du continent le **Royaume-Uni** demeure une énigme. Techniquement performantes, les exploitations laitières dégagent désormais de très bons revenus, grâce à des investissements globalement limités. Elles ont bénéficié depuis 2008 de la dépréciation de la livre anglaise. Pourtant, la production nationale peine à

se maintenir alors que le pays bénéficie d'un climat idéal à la production laitière. Le secteur laitier cumule de lourds handicaps : des éleveurs plutôt âgés et peu organisés, un maillon transformation faible, peu offensif et peu rentable, face à une grande distribution puissante, une société civile libérale et très influente sur l'environnement ou le bien être animal... Toutefois, l'implication croissante de grands transformateurs européens pourrait modifier quelque peu le paysage.

À la différence de son proche voisin, l'**Irlande** se déclare conquérante. Elle attend avec impatience la fin des quotas et compte bien accroître, de 50% à l'horizon 2020, sa production laitière. Ce petit pays, qui exporte déjà 90% de sa production, dispose de solides atouts : un climat très tempéré propice à la production herbagère, un modèle de production « low cost », un dispositif de recherche/développement proactif. Mais aussi de handicaps qui peuvent contrarier ou reporter les ambitions annoncées : une production météorologique et très saisonnée, un foncier cher et morcelé, une transformation peu concentrée...

C'est au **Danemark** que la décennie 2000 a été la plus mouvementée. Après avoir fait doubler la dimension moyenne de ses élevages en 7 ans (2000-2007) avec un plan de transformation radicale de l'amont de la filière, celle-ci a pu espérer avoir gagné son pari (créer un choc de compétitivité pour être prêt pour l'après-quota) en 2007 avant d'être rattrapé par les crises financière (2008), puis laitière (2009) aux conséquences dramatiques pour un grand nombre d'exploitations. Les difficultés de gestion de ces grandes structures très modernes à l'efficacité productive incontestable semble avoir été sous-estimées. La reconfiguration du secteur sous l'égide des banques pourrait aboutir à une plus grande division du travail, certains managers étant amenés à gérer plusieurs sites d'exploitation. Dans leur ensemble, et bien qu'une approche moyenne cache une forte diversité (comme en Allemagne), les exploitations laitières françaises n'ont pas à rougir de leurs performances économiques. Elles sont particulièrement économes en intrants, notamment dans l'Ouest. En contrepartie, elles cultivent des exploitations de surface conséquente, rarement très spécialisées, ce qui conduit à un coût alimentaire élevé dû aux charges de mécanisation. Mais la hausse des volumes arrivée plus tardivement en **France** que dans l'Europe du nord modifie la donne tant en matière de gains de productivité du travail que de dilution des charges fixes, deux points qui limitaient fortement la rentabilité des exploitations française par rapport à ses concurrentes.



Les modèles laitiers du nord de l'Union européenne  
à l'épreuve de la volatilité 1

## **1 Analyse comparée des exploitations laitières spécialisées 5**

Compétitivité de l'amont des filières nationales  
vue à travers les exploitations spécialisées 5

Les exploitations laitières du nord de l'Union européenne  
dans le RICA européen 7

Analyse comparée des résultats économiques des différents «modèles»  
de production laitière 11

Variabilité des coûts de production : analyse dans le temps et dans l'espace 17

La composition des coûts de production  
reflète les différences de fonctionnement des modèles 19

## **2 Forces et faiblesses des modèles laitiers nord-européens, opportunités et menaces face à la sortie des quotas laitiers 27**

**ALLEMAGNE** : Le dynamisme laitier sous la pression du biogaz  
et des grandes cultures 29

**PAYS-BAS** : Un modèle laitier robuste mais sous la pression environnementale 35

**ROYAUME-UNI** : Des exploitations laitières rentables dans l'expectative 43

**IRLANDE** : Un potentiel laitier indéniable à bas coût 53

**DANEMARK** : Les limites de la substitution capital-travail ? 63

## LE RICA EUROPÉEN ET SES PRÉMICES NATIONALES

Ce travail s'appuie sur un traitement des données du Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA) européen ou de ses prémices nationales sur la période 2000-2010 (période retenue en raison de la stabilité monétaire liée au passage à l'euro ou à la parité quasi-fixe avec la couronne danoise). Le RICA est une enquête réalisée chaque année depuis plus de trente ans, de façon harmonisée, dans tous les Etats membres de l'UE. Il donne des informations détaillées sur la structure, les résultats économiques et la situation financière des exploitations agricoles dites « professionnelles ». Sachant que les unités non professionnelles sont désormais très rares dans le secteur laitier des pays étudiés.

Dans chacun des pays, cette enquête est réalisée principalement par des centres de comptabilité et de gestion, compilée par une autorité statistique nationale

puis envoyée à la Commission européenne (DG AGRI) qui gère la base de données européenne. L'échantillon envoyé à Bruxelles est stratifié afin de permettre une réextrapolation à l'ensemble des exploitations professionnelles par région, classes de dimensions et orientations de productions significatives. Cet échantillon correspond soit à l'échantillon national (comme en France), soit à un sous-échantillon d'une base nationale plus abondamment renseignée (comme en Allemagne).

Cette procédure très logiquement décentralisée demande nécessairement du temps après la collecte des données en fermes. Les nouvelles données publiées en chaque fin d'année *n* datent de *n-2* au niveau européen et *n-1* au niveau national. De plus, dans la plupart des grands pays agricoles, comme en France, les autorités statistiques s'appuient sur ce dispositif pour réaliser, également en fin d'année *n*, des prévisions

par orientation de production pour l'année *n* en appliquant par exemple des indices de prix et de volumes aux comptes d'exploitation *n-1*.

Ce sont ces 3 jeux de données cohérentes qui sont mobilisés ici : la base de données européennes stricto sensu jusqu'en 2009 (dernière année disponible à l'été 2012), les résultats 2010 disponibles au niveau national, les prévisions 2011 réalisées pays par pays à partir de ces derniers. Pour les pays retenus dans cette étude, on peut montrer que, sur le passé récent, la ressemblance des séries nationales et européennes (pour un même pays) est suffisante pour prolonger la série européenne avec un point national. Quant à la prévision de l'année *n*, elle est bien sûr susceptible d'être révisée dans tous les pays mais les tendances d'évolution sont si fortes sur la période étudiée que les corrections éventuelles ne modifieront pas les conclusions.

## DÉCOMPOSITION DU REVENU AGRICOLE DANS LES EXPLOITATIONS LAITIÈRES SPÉCIALISÉES

### Prix du lait

#### - Coût de production

*L'indicateur de coût de production utilisé ici est le « Point mort » défini comme le prix du lait qui annule le RCAI, ou le prix du lait à partir duquel on rémunère la main-d'œuvre familiale. Il s'agit d'un prix de revient hors charges supplémentaires.*

#### = Résultat par t de lait

#### x Production laitière (en volume) /UTA non salariée

*(indicateur lié à la productivité et composition du facteur travail (% MO salariée))*

#### = Résultat Courant Avant Impôts/UTA non salariée

# 1

## Analyse comparée des exploitations laitières spécialisées

### Compétitivité de l'amont des filières nationales vue à travers les exploitations spécialisées

Le choix méthodologique (cf encadré) de combiner les données harmonisées au niveau européen jusqu'en 2009, les données nationales 2010 et prévisions nationales 2011, afin d'analyser les données les plus récentes, a cependant deux contreparties. Le champ des exploitations analysées ne peut être que celui des **exploitations laitières spécialisées** au sens de la typologie communautaire (OTEX41) utilisée dans toute cette chaîne statistique. Et seuls les **résultats nationaux** et non régionaux peuvent être analysés puisque ces derniers ne sont pas projetés par orientation de production. Ces deux contraintes n'en sont pas pour les Pays-Bas et le Danemark (exploitations très spécialisées dans un milieu relativement homogène). C'est beaucoup plus contraignant pour une analyse précise de l'amont des filières laitières françaises et allemandes, nettement plus hétérogène au niveau régional. Les résultats obtenus qui associent donc essentiellement le grand Ouest et les montagnes pour la France, le Nord-Ouest et le Sud pour l'Allemagne (les grandes exploitations de l'Est sont rarement spécialisées)

sont à ce stade à regarder davantage comme des indicateurs de compétitivité de chaque « filière nationale », de ses points forts, de ses points faibles. Cette limite sera levée en fin de cette partie avec des analyses régionales mais qui s'arrêtent à 2009.

### **Revenu agricole et facteurs explicatifs : prix, coûts et volume**

L'analyse proposée ici porte sur l'indicateur central du RICA, privilégié notamment par la Commission des Comptes de l'Agriculture de la Nation en France: le résultat courant avant impôts (RCAI) qui est la différence entre les produits et les charges courantes (amortissements compris). Il constitue une forme de revenu permettant de rémunérer le travail non salarié et les capitaux propres. Pour permettre les comparaisons internationales, les charges sociales de l'exploitant ne sont déduites ni dans les RICA nationaux ni dans le RICA européen puisque d'un pays à l'autre ces charges sociales présentent des formes et statuts très différents (Sécurité sociale financée par l'impôt dans les pays scandinaves). Plus précisément, cet indicateur clé est le **Résultat Courant avant impôts par unité de travail non salarié** (RCAI/UTAns).

> > >

### Nombre d'exploitations laitières et orientation des systèmes de production dans les pays étudiés

Figure 1.1

	Nombre d'exploitations laitières (échantillon)	Nombre d'exploitations laitières (extrapolé)	% exploitations par OTEX					Total
			Polyculture-élevage	Lait-viande	Lait spécialisé	Mixtes granivores	Diversifiées cultures spéciales	
<b>6 pays UE nord</b>	<b>7 035</b>	<b>236 764</b>	<b>13</b>	<b>9</b>	<b>74</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>100</b>
Danemark	458	4 930	8	2	90	0	.	100
Allemagne	3 224	83 562	12	10	76	2	0	100
France	1 983	89 054	23	14	60	3	1	100
Irlande	341	20 294	1	4	95	.	.	100
Pays-Bas	426	21 513	2	3	91	4	0	100
Royaume-Uni	603	17 411	4	2	93	0	.	100
<b>UE15 autres</b>	<b>5 784</b>	<b>172 568</b>	<b>7</b>	<b>26</b>	<b>63</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>100</b>
<b>NEM10*</b>	<b>7 524</b>	<b>356 300</b>	<b>33</b>	<b>27</b>	<b>28</b>	<b>8</b>	<b>4</b>	<b>100</b>
<b>UE25</b>	<b>20 343</b>	<b>765 632</b>	<b>21</b>	<b>21</b>	<b>51</b>	<b>5</b>	<b>2</b>	<b>100</b>

\*Nouveaux Etats membres sans la Bulgarie et la Roumanie

Sources : DG AGRI RICA UE 2009 - traitement Institut de l'Élevage

### Poids relatif des pays étudiés

Figure 1.2

	% exploitations laitières UE25	dont spécialisées lait	% vaches laitières UE25	% production laitière UE25
<b>6 pays UE nord</b>	<b>31</b>	<b>46</b>	<b>60</b>	<b>63</b>
Danemark	1	1	3	3
Allemagne	11	16	19	22
France	12	14	18	17
Irlande	3	5	5	4
Pays-Bas	3	5	7	8
Royaume-Uni	2	4	9	9
<b>UE15 autres</b>	<b>23</b>	<b>28</b>	<b>23</b>	<b>23</b>
<b>NEM10*</b>	<b>47</b>	<b>26</b>	<b>17</b>	<b>14</b>
<b>UE25</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

\*Nouveaux Etats membres sans la Bulgarie et la Roumanie

Sources : DG AGRI RICA UE 2009 - traitement Institut de l'Élevage



Cette approche donne une place privilégiée au facteur travail (non salarié) mais la production laitière européenne étant très majoritairement réalisée dans des exploitations familiales pilotées par des chefs d'exploitation autonomes, on peut penser qu'il s'agit d'un facteur essentiel pour l'orientation des comportements et la pérennité de la production (plus que la rentabilité des capitaux, ou de ratios par litre ou par ha).

L'évolution de cet indicateur principal (RCAI/UTAns) est décomposée de façon simple à partir des données les plus accessibles entre l'évolution de la **marge nette unitaire par unité de production** (de fait le RCAI/t de lait) et un **coefficient multiplicateur** (production laitière/UTAns) très **proche de la productivité du travail** en volume sauf au Danemark. La part d'UTA non salariées dans les exploitations spécialisées de ce pays est en effet de 54% contre 77% en Allemagne, 92% aux Pays-Bas et 94% en France.

La **marge nette unitaire** est elle-même vue comme la **différence entre le prix du lait payé au producteur et le « point mort »**<sup>1</sup> qui est donc défini ici comme le prix du lait qui annule le RCAI, ou le prix du lait à partir duquel on commence à rémunérer la main-d'œuvre familiale après avoir payé toutes les charges.

Calculé ainsi, ce point mort est aussi égal au coût de production (hors charges supplétives notamment liées au travail familial) après déduction des aides directes, produits joints de l'activité laitière et produits annexes présents dans ces exploitations laitières spécialisées. Pour des exploitations totalement spécialisées, il se confond avec le prix de revient hors charges supplétives calculé dans la méthode mise au point par l'Institut de l'Élevage et les Réseaux d'élevage.

## Les exploitations laitières du nord de l'Union européenne dans le RICA européen

### *Périmètre de l'étude et place relative des exploitations laitières spécialisées*

En 2009, les six pays retenus dans le cadre de cette étude regroupaient 237 000 exploitations laitières, 31% des exploitations laitières de l'UE25, mais aussi 60% des vaches laitières et 63% de la production laitière en raison de tailles de cheptel nettement supérieures à celles enregistrées dans d'autres pays.

En dehors de la France qui ne compte que 60% d'exploitations spécialisées en production laitière, ce pourcentage est généralement bien plus élevé dans les autres Etats membres étudiés (plus de 90%, sauf en Allemagne 76%). Ces différences résultent aussi bien de différences de politiques laitières (lien au sol et au territoire) et de gestion de la restructuration des exploitations qu'à des différences de milieu naturel (plus nettes pour les Pays-Bas et l'Irlande cependant). Dans les autres pays (Danemark, Allemagne, Royaume-Uni), le poids relatif des exploitations pratiquant un système de polyculture-élevage a beaucoup plus reculé qu'en France depuis une vingtaine d'années.

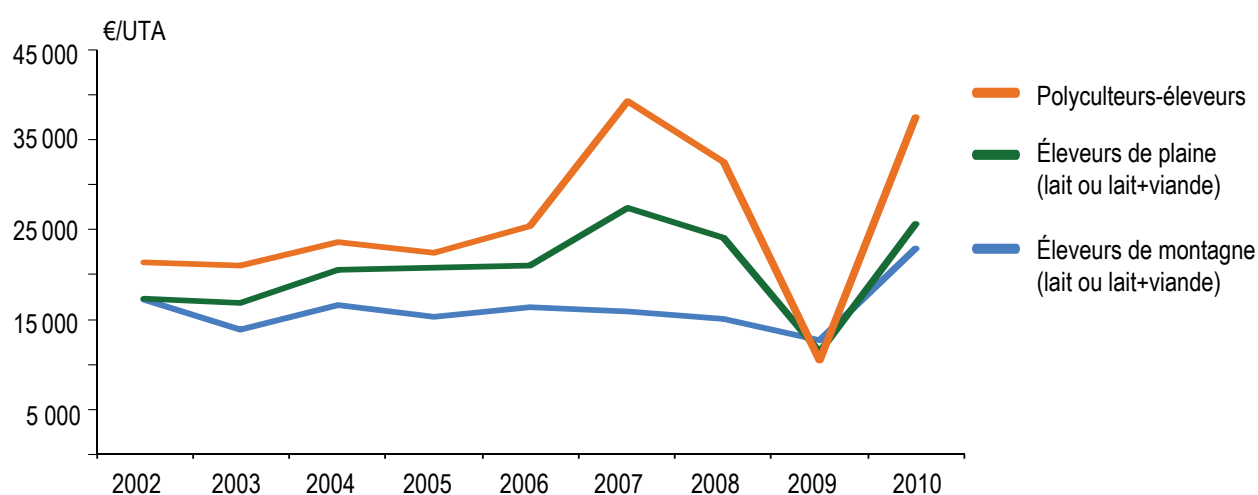
Si la focalisation sur les exploitations spécialisées ne soulève plus guère de questions pour les Iles britanniques, les Pays-Bas ou le Danemark, il n'en est donc pas de même pour les exploitations laitières françaises (et dans une moindre mesure allemandes). En Allemagne, le système de polyculture-élevage concerne désormais surtout les grandes exploitations de l'Est de l'Allemagne, fonctionnant avec de nombreux salariés, qui se sont mises en place après la décollectivisation. En France, ces

> > >

<sup>1</sup> break-even price en anglais, le point mort en gestion française pouvant aussi signifier le volume minimum de production nécessaire pour couvrir les charges fixes et commencer à dégager un profit

### Résultat courant avant impôts par UTA non salariée Exploitations laitières françaises

Figure 1.3



Sources : Agreste RICA - traitement Institut de l'Élevage

### Caractéristiques moyennes des exploitations laitières spécialisées par pays en 2009

Figure 1.4

	6 pays UE Nord	dont Danemark	dont Royaume- Uni	dont Pays-Bas	dont Allemagne	dont France	dont Irlande	UE15 autres	NEM 10	UE25
Nombre d'exploitations (échantillon)	4 644	428	559	366	1 953	1 013	325	4 089	3 120	11 853
Nombre d'exploitations extrapolé	176 135	4 440	16 260	19 510	63 634	53 041	19 250	109 551	101 198	386 884
Unité de travail agricole (UTA) totales	1,8	2,2	2,5	1,7	1,9	1,7	1,6	1,8	2,1	1,9
UTA salariées / UTA totales (%)	18%	46%	35%	8%	23%	6%	12%	10%	17%	16%
Superficie agricole utile (SAU en ha)	70	120	105	46	66	74	56	34	32	50
Surfaces non fourragères (ha) dont céréales intraconsommées (ha)	12 4	31 12	8 5	1 0	17 6	13 4	1 1	6 3	10 7	10 4
Maïs fourrage (ha)	10	29	5	7	10	12	1	2	3	6
Maïs Fourrage/SFP (%)	16%	33%	5%	17%	22%	20%	1%	7%	11%	14%
Surfaces en herbe (ha)	46	52	90	37	34	48	53	20	18	32
UGB herbivores / ha de SFP	1,8	2,1	2	2,4	1,8	1,4	1,9	1,8	1,1	1,7
Vaches laitières	60	121	114	75	49	46	56	35	17	42
Production laitière par vache laitière (kg/an)	6 900	8 300	7 000	7 800	7 200	6 200	5 100	6 800	5 300	6 700
Production laitière par exploitation (kg/an)	410 000	1 007 000	803 000	588 000	353 000	287 000	285 000	239 000	91 000	278 000
Production laitière par ha de SFP (kg/ha)	7 100	11 400	8 200	13 200	7 300	4 700	5 200	8 600	4 100	6 900
Production laitière par ha de SAU (kg/ha)	5 900	8 400	7 600	12 800	5 400	3 900	5 100	7 000	2 900	5 600
Production laitière par UTA (kg par an)	224 000	461 000	320 000	354 000	188 000	169 000	179 000	135 000	45 000	149 000
Lait/Produit brut hors aides et intranconsommation (%)	75%	83%	80%	80%	71%	71%	71%	80%	76%	76%
Viande/Produit brut hors aides et intranconsommation (%)	17%	9%	16%	11%	17%	21%	29%	12%	17%	16%

Sources : DG AGRI RICA UE 2009 - traitement Institut de l'Élevage

exploitations mixtes concernent la majorité des exploitations laitières situées dans le Bassin parisien, le Bassin aquitain et une petite proportion des exploitations du grand Ouest. Les analyses régulièrement réalisées pour suivre l'évolution de la diversité des exploitations françaises et de leurs résultats économiques montrent que ces exploitations affichent généralement des niveaux supérieurs de productivité et de rémunération du travail. L'année 2009 constitue une exception notable à la règle dans la mesure où ces exploitations ont été touchées par la chute du prix du lait mais aussi des céréales et que leur fonctionnement intensif peu flexible (qui leur permet d'atteindre un fort niveau de productivité) les a empêché de rechercher des économies de charges constatées dans certaines exploitations d'élevage en plaine.

Cette composante importante de la filière laitière française n'est pas retenue dans la suite de cette étude, mais le positionnement relatif de leurs résultats est important à garder en mémoire lorsque les revenus dégagés dans les exploitations laitières spécialisées des différents pays seront comparés. En France, les revenus dégagés dans les exploitations de polyculture-élevage (et donc issus des activités laitières et céréalières) sont bien plus élevés que ceux dégagés dans les exploitations d'élevage, de plaine ou de montagne, et rivalisent en réalité avec les revenus plus élevés dégagés par les exploitations laitières spécialisées des autres pays (Pays-Bas notamment).

### **Caractéristiques moyennes des exploitations laitières spécialisées par pays**

Dans une première partie, une approche moyenne sera privilégiée pour mettre en évidence les contrastes les plus forts en matière de structures, de fonctionnements et de résultats d'exploitation. Bien que l'hétérogénéité qui se cache derrière ces moyennes soit très forte dans certains pays (plaine versus montagne françaises, Allemagne du Nord versus Allemagne du Sud notamment), la comparaison de la ferme France (laitière spécialisée) à la ferme Allemagne, etc, permet également de positionner très globalement l'amont de chacune des filières nationales en termes de compétitivité et de ses différentes composantes.

Les 176 000 exploitations laitières spécialisées des six pays retenus sont, avec 60 vaches laitières, en moyenne deux fois plus grandes que leurs 110 000 homologues du reste de l'UE15 ou quatre fois plus grandes que les 101 000 exploitations des 10 pays qui ont rejoint l'Union en 2004 (dont 70 000 exploitations polonaises).

Parmi ces six pays, le Danemark et le Royaume-Uni se distinguent par une taille moyenne plus importante (121 et 114 VL) avec des SAU pratiquement équivalentes (1 vache par ha de SAU), les Pays-Bas par un cheptel plus important (75 VL) pour une SAU plus faible (46 ha SAU) combiné avec une forte intensification des surfaces fourragères (2,4 UGB/ha et 13 200 kg/ha). Avec 56 VL sur 56 ha de SAU, l'Irlande vérifie également le ratio 1 vache par ha de surfaces presque entièrement consacrées à la production d'herbe (53 ha) exploitée intensivement (1,9 UGB/ha) par des vaches à faible rendement laitier (5 100 kg/VL).

La France (46 VL, 74 ha) et l'Allemagne (49 VL, 66 ha) affichent des cheptels moyens un peu plus faibles pour des surfaces un peu plus grandes du fait d'un moindre niveau de spécialisation en élevage (environ 15% des surfaces ne sont pas destinées aux animaux, comme au Danemark) et d'un chargement moyen plus faible en France (1,4 UGB/ha) du fait de la place relative de la montagne (21% des exploitations laitières totales mais 28% des spécialisées).

La quantité et la nature de la main-d'œuvre mobilisée dans ces exploitations varient entre le Danemark (2,2 UTA, 46% de salariés) ou le Royaume-Uni (2,5 UTA, 35% de salariés), et les autres pays qui mobilisent moins de 2 UTA avec une très forte dominante familiale sauf en Allemagne (23% de salariés).

La combinaison de ces caractéristiques permet de repérer trois niveaux très différents de productivité du travail (en volume) dans ces exploitations spécialisées : celui du Danemark avec près de 500 000 kg/UTA en moyenne, celui du Royaume-Uni et des Pays-Bas 320-350 000 kg/UTA et celui de la France, de l'Allemagne et de l'Irlande avec un peu moins de 200 000 kg.

> > >

**Revenu agricole dans les exploitations laitières spécialisées**

Figure 1.5

**RCAI/UTA non salariée**

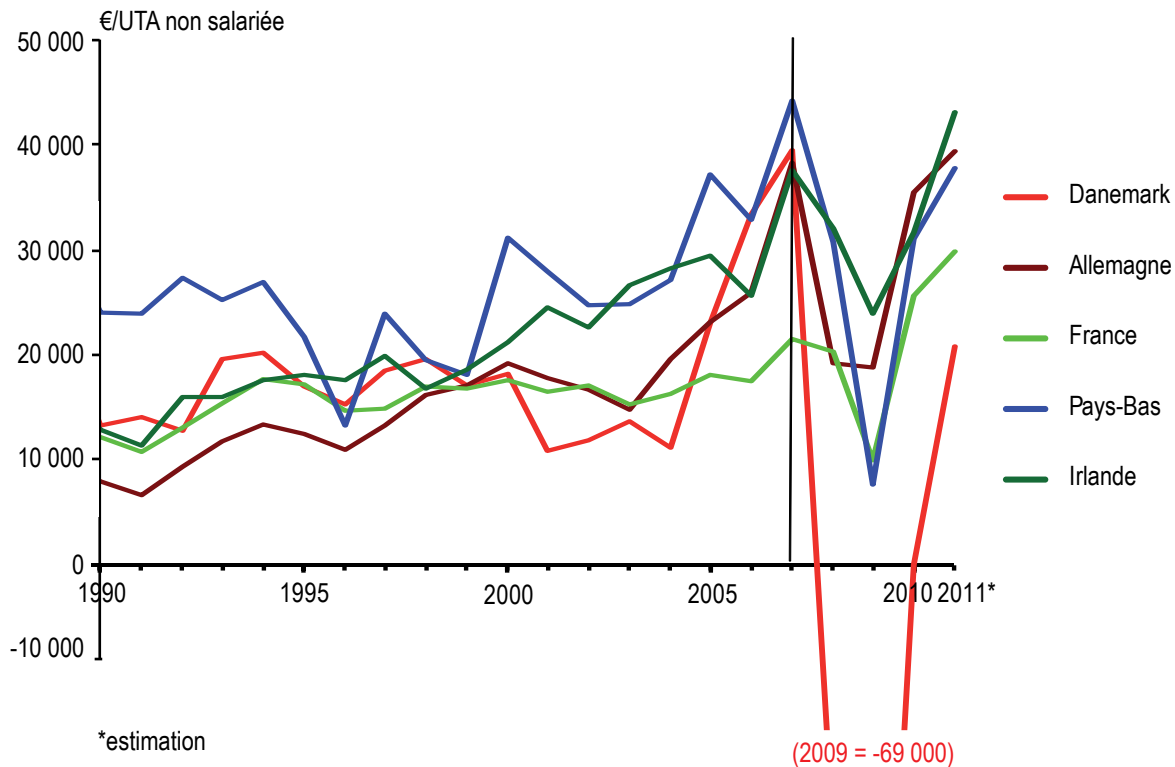
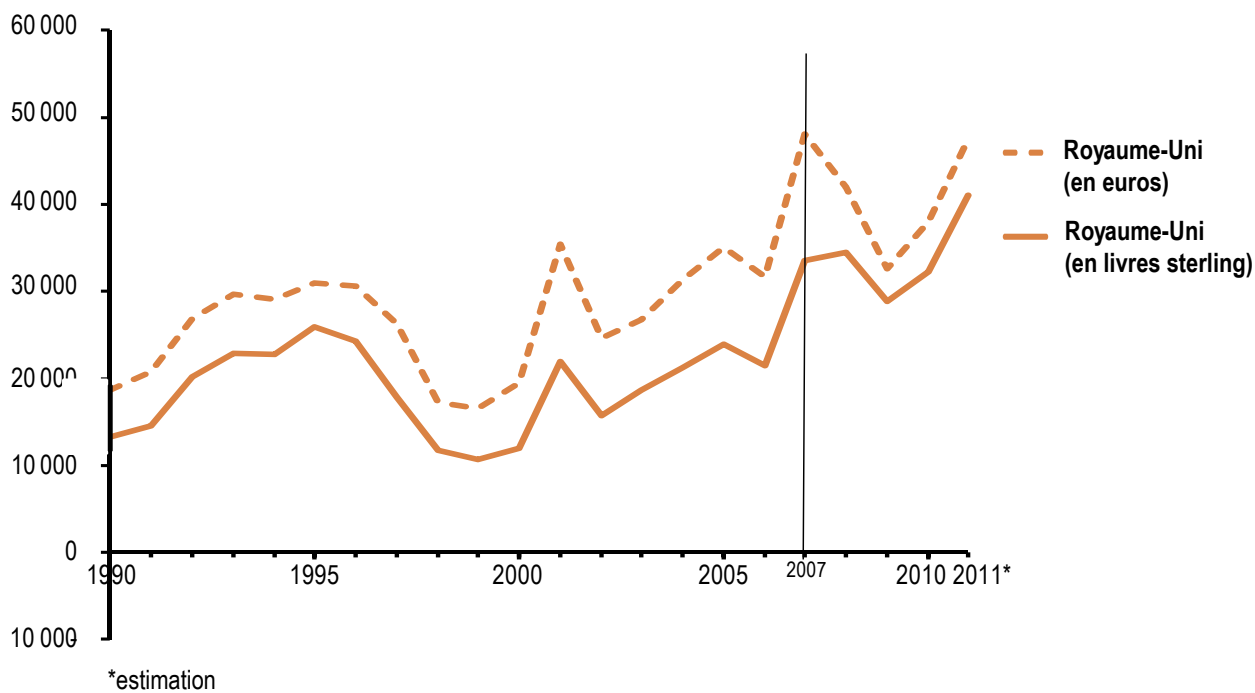


Figure 1.6



Sources : DG AGRI RICA UE et sources nationales pour 2010, 2011 - traitement Institut de l'Élevage

## Analyse comparée des résultats économiques des différents « modèles » de production laitière

### Évolution de la rentabilité moyenne de la production laitière

Les évolutions du RCAI/UTAns constatées depuis 2000 (fig.1.5) révèlent les spécificités des différents modèles nationaux. Le modèle **néerlandais** obtient presque systématiquement les meilleures performances et dégage la plus forte rentabilité en production laitière. Les raisons de ce succès sont multiples et en partie connues. La mise en œuvre d'un système de production hyperspécialisé en production laitière pratiqué dans des exploitations de superficie modeste, avec un fort recours à la sous-traitance pour les travaux des champs, les récoltes, les épandages, l'accès à des services spécifiques pour la production laitière à coûts modérés du fait de la très forte densité de ce bassin de production, permet à ces exploitations familiales d'afficher une très bonne productivité du travail. Combinée avec une bonne maîtrise tant des charges variables que des charges fixes, celle-ci permet à ces exploitations de dominer le palmarès européen. Cette rentabilité inégalée jusqu'en 2008 est indirectement attestée par le fort pouvoir d'achat de ces exploitations qui autofinancent plus de 50% de leurs importants investissements (quotas, bâtiments, matériel, foncier). Il se traduit par un niveau d'achat des quotas laitiers, encore aujourd'hui trois fois plus élevé qu'au Danemark, ou en Allemagne ou par le prix du foncier (30 à 40 000 €/ha, 67% du foncier agricole sont consacrés à la production laitière).

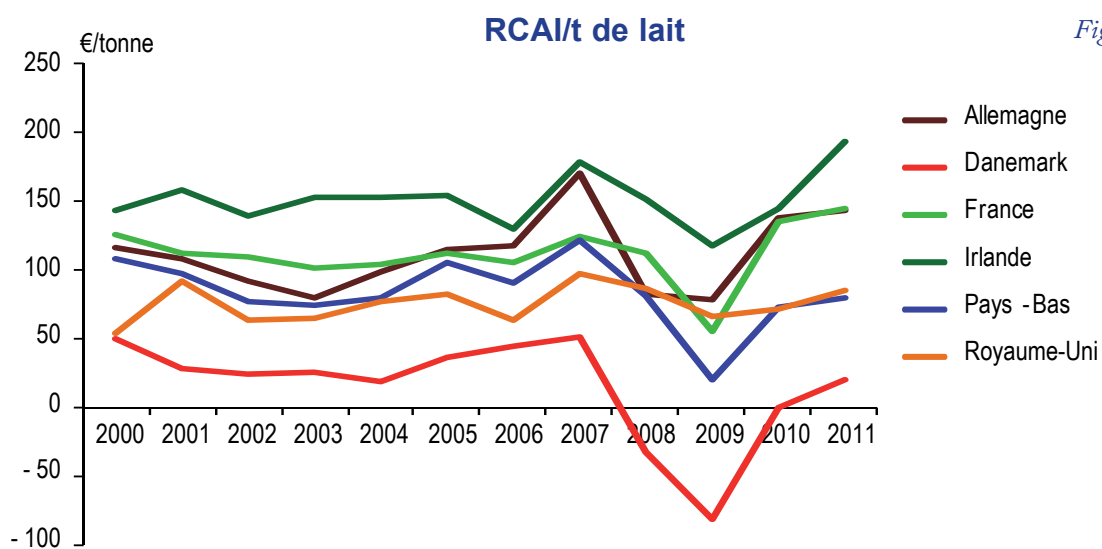
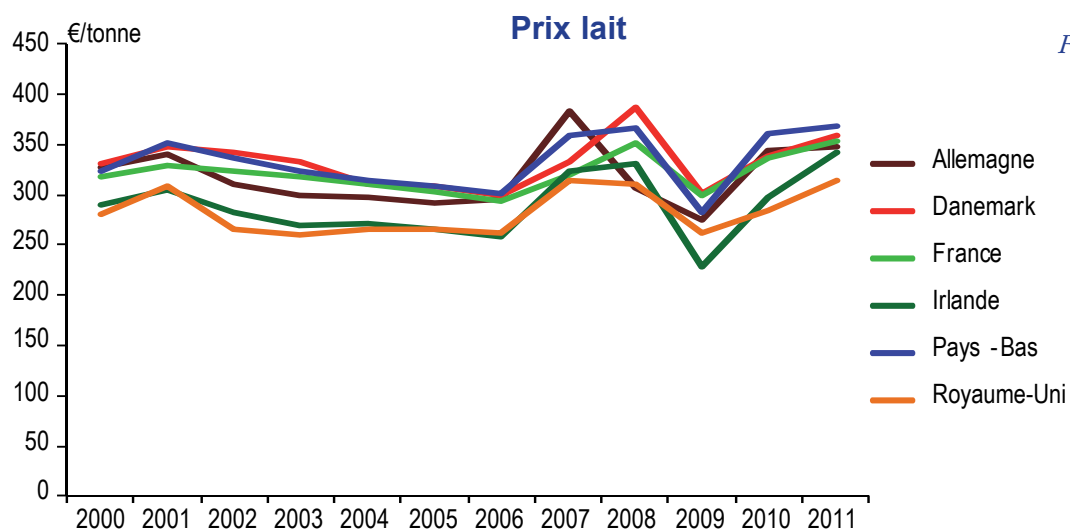
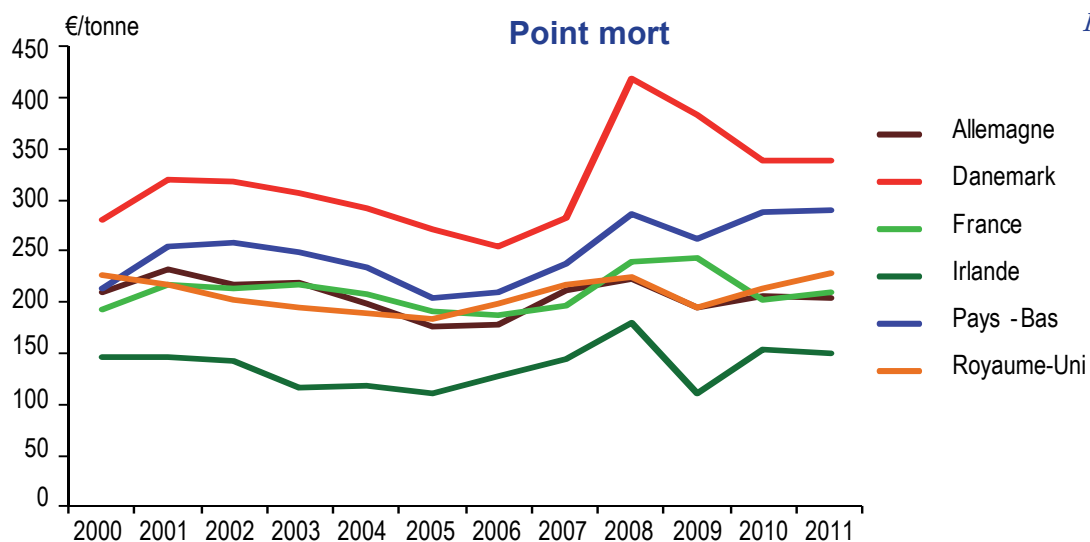
La position relative du **Danemark** est la plus variable sur la période étudiée. Le début de la décennie a été difficile car il faisait suite à la transformation radicale des systèmes de production décidée, financée et accompagnée par l'ensemble des acteurs économiques qui se sont eux-même regroupés (quasi-monopole d'Arla Foods, fusion de tous les organismes de services) ou fortement engagés dans le financement (organismes de crédit hypothécaire, banques, fonds de pension). Avec 20% des exportations agro-alimentaires, le secteur laitier est un secteur stratégique pour le Danemark. Cette trans-

formation radicale a consisté à faire passer les élevages, en très peu de temps (plus de la moitié des vaches sont logées dans des bâtiments neufs), de troupeaux de 40 vaches de race rouge danoise alimentées au pâturage et logées en étables entravées à des troupeaux de 100, 200, 300 vaches Holstein alimentées en ration complète mélangée (avec beaucoup de maïs ensilage) et logées en stabulation libre. Cette transformation a nécessité d'énormes investissements dans l'amont de la production laitière (construction de bâtiments, achat d'équipements permettant de viser les plus forts niveaux de productivité du travail au monde, plus de 500 tonnes de lait/UTAtotales). Mais aussi des achats de terre (50% des reprises d'exploitation se font sous la forme d'achat-vente et non de « succession »). Tous ces investissements ont été autorisés par un système de crédit hypothécaire pur dans lequel les prêts sont accordés en fonction du montant des actifs présentés et non de la capacité de remboursement lié au revenu. À posteriori, on peut constater que la facilité d'accès au crédit permise par ce système a créé au cours des années 2000 une bulle foncière et financière qui a éclaté en 2008 : le prix du foncier qui avait plus que doublé entre 2002 et 2008 en passant à 30 000 €/ha a depuis rebaisé de 40% par rapport au plus haut trimestriel. Le recours à des instruments financiers sophistiqués (SWAP sur taux d'intérêts fixes/variables dans différentes monnaies) censés permettre une gestion dynamique de l'endettement colossal des exploitations a généré en 2008 des pertes financières très importantes.

La **France** et l'**Allemagne** qui faisaient jeu égal dans un cadre européen fortement régulé et stabilisé jusqu'à la 1ère réforme de l'OCM lait (baisse des prix d'intervention, introduction de l'Aide directe laitière en 2004) divergent largement à partir de cette date. La filière laitière française, qui s'est engagée lentement, voire à reculons, dans le nouveau contexte, a cherché à conserver, en partie avec des moyens nationaux, une grande stabilité. Tandis que l'Allemagne a privilégié la réactivité quitte à accepter une plus grande volatilité des prix et des volumes. Les résultats de ces stratégies, appréciés à travers la figure retraçant les évolutions du revenu, sont assez troublants puisque tout semble indiquer qu'il n'y a pas eu de bonne année en France (2007 dans les autres pays), et pas de mauvaise en Allemagne (2009 ailleurs)... La volatilité qui caractérise le nouveau contexte agricole depuis la flambée des matières

> > >

## Composante du revenu agricole dans les exploitations laitières spécialisées



Sources : DG AGRI RICA UE et sources nationales pour 2010, 2011 - traitement Institut de l'Élevage

premières de 2007 et la libéralisation de la PAC impriment un rythme si rapide aux évolutions que les données annuelles ne suffisent souvent plus à les représenter correctement. Et le décalage de six évolution entre les dates de clôture des exercices comptables en Allemagne (juillet-juin) ou dominant en France (janvier-décembre) qui était peu gênant jusqu'à présent, le devient beaucoup plus. L'actualisation des prix des paniers de produits et de charges caractéristiques des exploitations laitières spécialisées françaises permet de montrer que, mensuellement, le niveau de revenu est monté au-dessus de ses valeurs ordinaires entre septembre 2007 et avril 2008 mais que la montée plus tardive du prix du lait en France courant 2007 (fig 1.14) n'a pas permis aux exploitations françaises d'atteindre les mêmes niveaux de résultat qu'en Allemagne. Le reflux rapide des résultats français, d'abord sous l'effet du prix des charges (qui atteint son maximum mi-2008 et reflue ensuite lentement) puis avec la baisse du prix du lait, n'a pas non plus permis d'afficher un bon résultat global sur 2008 dans son ensemble.

En 2009, une simulation d'effet prix (Kleinhanß, 2009<sup>2</sup>) avait montré que le trou en Allemagne avait été presque aussi profond sur l'année civile 2009 qu'en France mais avec un prix du lait tombé à des niveaux incroyablement plus bas (200 €/t pour le prix payé à taux réels en juillet 2009 pour le Schleswig-Holstein par exemple). Ce trou d'air, moyenné avec les résultats 2008 ou 2010, disparaît cependant dans les exercices comptables allemands en raison des arrière-effets de 2008 et de la vigueur de la sortie de crise en 2010. L'évolution des prix du lait entre ces deux grands pays a été nettement plus en phase en 2010 qu'en 2007-2009 avant qu'un accord interprofessionnel ne limite finalement les possibilités d'évolution du prix français par rapport au prix allemand. Il faut dire que l'évolution du prix qui avait été très défavorable à l'amont de la filière en 2007 (hausse retardée début 2007 à une période où les autres pays ont produit dans des conditions hautement profitables avant la flambée du prix des charges), l'a été pour l'aval de la filière en 2009 quand l'écart de prix s'est traduit par une brutale perte de compétitivité des produits laitiers français basiques avec des pertes de marché intérieur sur le lait UHT et les fromages d'entrée de gamme (dont de l'emmental allemand), pertes partiellement recouvrées depuis pour les fromages.

Le graphique représentant l'évolution des « points morts » par pays, révèle sans surprise les spécificités du modèle **irlandais**. Le modèle *low cost*, basé sur l'exploitation saisonnière de l'herbe pâturée, avec peu de complémentation et peu d'infrastructures (maximisation du pâturage) se traduit par un point mort bien plus bas que dans les autres pays (de l'ordre de 150 €/t). En contrepartie, le prix du lait est également plus bas compte tenu du poids des produits industriels fabriqués de façon tout aussi saisonnière avec un certain surcoût lié aux variations du taux d'utilisation des capacités de la transformation. Ce surcoût en aval est censé être largement compensé pour l'ensemble de la filière par l'avantage comparatif poussé au maximum à l'amont. De fait, le résultat par tonne de lait mais aussi le niveau de rémunération du travail dégagé dans les exploitations irlandaises sont bien supérieurs à la moyenne des pays étudiés depuis 2000 et même sans doute à la première place en 2011.

Quant aux exploitations laitières du **Royaume-Uni**, elles combinaient jusqu'à présent un prix du lait de niveau irlandais et un point mort de niveau franco-allemand... De la fin des années 80 jusqu'en 2006, voire même 2010, le revenu dégagé en livres (fig.1.6) était jugé extrêmement bas par les éleveurs anglais. Ce niveau de revenu ne permettait aucun investissement de modernisation, ce qui s'est traduit par une quasi-stagnation de la productivité du travail depuis une dizaine d'années (bien visible fig.1.10 par rapport aux Pays-Bas et au Danemark). Il n'a pas non plus permis de faire du secteur laitier anglais un secteur économique attractif. Celui-ci a connu un faible taux de renouvellement des actifs, un fort taux de disparition d'exploitations sans maintien global de la production. En 2010, 40% des chefs d'exploitation laitière anglaise avaient plus de 55 ans (12% plus de 65 ans) contre 19,5% et 1% en France. Ce n'est qu'à la faveur d'une forte hausse du prix du lait en livres en 2011 (+50% par rapport au niveau assez constant des années 2000-2006...), que le revenu a atteint un niveau suffisamment attractif pour relancer la production (fig.1.13) au moins jusqu'à la mi 2012 où les discussions internes se sont de nouveau tendues entre les acteurs de la filière. Pour le Royaume-Uni, les séries en euros sont assez peu explicatives car le taux de change a varié dans des proportions importantes au cours de la période (avec des effets haussiers sur le prix du lait mais aussi le montant des aides directes en fin de période).

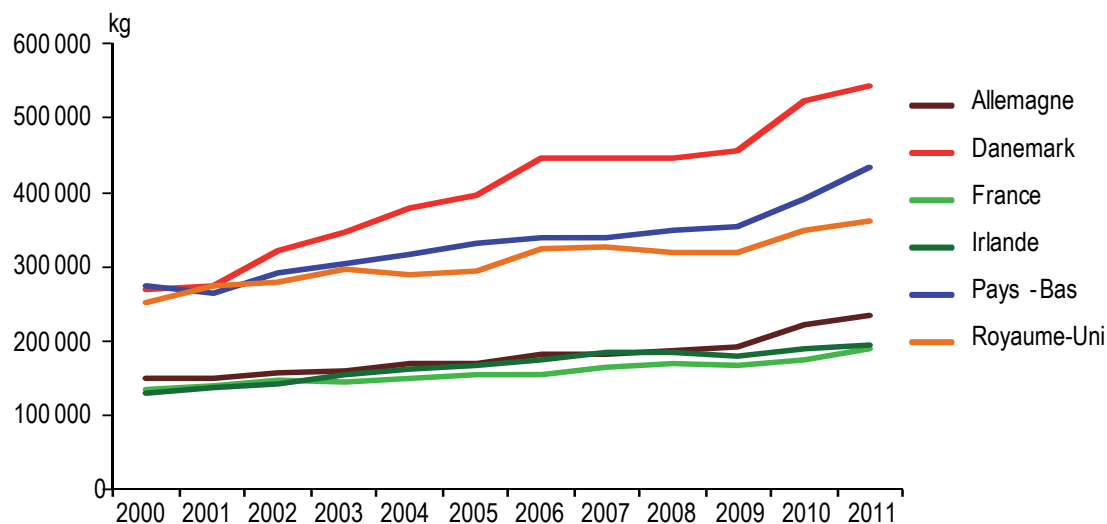
> > >

<sup>2</sup>Kleinhanß W., 2009. Income growth of dairy farms in changing milk prices. Agra-Europe, Volume 50, Issue 26

**Évolution de la productivité du travail en volume (lait par UTAT) et du ratio apparent volume de lait/UTA non salariée dans les exploitations laitières spécialisées**

Figure 1.10

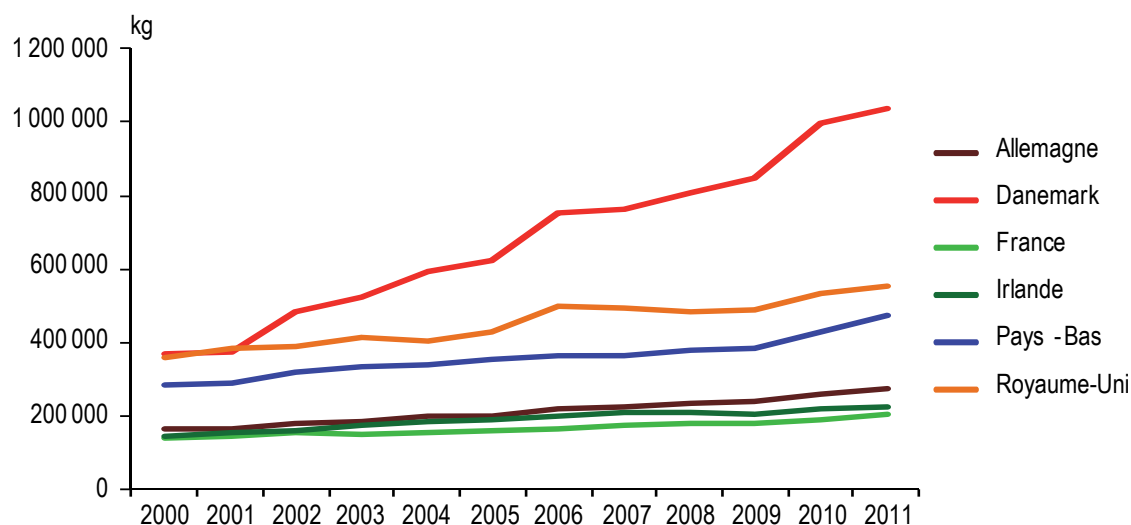
**Lait produit par UTA totale**



2009	Danemark	Pays-Bas	UK	Allemagne	Irlande	France
% UTA non salariées	54%	92%	65%	77%	88%	94%

Figure 1.11

**Lait produit par UTA non salariée**



Sources : DG AGRI RICA UE et sources nationales pour 2010, 2011 - traitement Institut de l'Élevage



## **Un point mort très élevé au Danemark**

La filière laitière danoise a favorisé la mise en place d'un système à très forte productivité (du travail et des animaux) mais coûteux (charges salariales ; coût d'alimentation en ration complète souvent distribuée toute l'année, substitution capital-travail coûteuse en bâtiments-équipements et matériel ; charges financières liées à la faiblesse de l'autofinancement, qui est d'environ 20%). Il est donc caractérisé par un point mort élevé (fort coût de production et faible coproduit viande notamment). Certes le coefficient multiplicateur de la marge nette est énorme mais il est à double tranchant. Il peut donner des résultats exceptionnels comme en 2007 ce qui avait pu faire croire à la réussite de ce pari national (une modernisation à marche forcée avant la fin des quotas permettant de valoriser ensuite cet avantage concurrentiel). Mais il peut aussi multiplier les pertes comme en 2009 propulsant les résultats vers des niveaux abyssaux (15% seulement des exploitations ont présenté un résultat positif). Entre 2003 et 2006, la baisse du point mort est liée comme dans tous les pays à l'introduction progressive de l'ADL. En 2008, les pertes sur les instruments financiers propulsent le total des frais financiers à... 153 €/t (39% du prix du lait !). En 2009, c'est la chute du prix du lait, comme partout ailleurs, qui prend le relais alors que le fardeau financier ne s'allège qu'en partie. Bien qu'officiellement les mises en liquidation soient rares, 7,3% des exploitations laitières sont en situation « d'insolvabilité technique » (le passif est devenu supérieur à l'actif par suite de l'effondrement du prix du foncier). Et le taux de restructuration toujours très rapide (-7,2%/an sur 2007/2010), qui correspond encore à la disparition des plus petites exploitations, renforce la place des plus grandes qui sont concernées au premier chef par cette épineuse question du financement du capital (25 000 €/VL et plus de 80% d'endettement pour ces grandes fermes).

Bien que l'analyse de la situation financière depuis 2010 ne fasse pas encore consensus au sein des experts danois, elle apparaît de plus en plus comme le talon d'Achille de ce système de production à l'efficacité productive par ailleurs incontestable. Sa rentabilité n'est assurée qu'avec un prix du lait élevé et un taux d'intérêt bas. En raison d'un taux de matières grasses plus élevé (place relative de la jersiaise), de l'importance de l'agriculture biologique (10% des fermes), voire de l'efficacité et de la

protection offerte (en 2009) par la structure coopérative monopolistique, le prix du lait payé est souvent le plus élevé de tous les pays étudiés. Les taux d'intérêt (prêts principalement à taux variables) évoluent par contre à la hausse, l'engagement du secteur financier national semblant pour l'instant privilégier la stabilisation de l'endettement qui vient de dépasser 2 millions d'euros en moyenne par exploitation.

## **Pays-Bas : un système hyperspécialisé sûr de sa réussite ?**

La combinaison de différentes caractéristiques (hyperspécialisation laitière et forte productivité du travail) explique le positionnement particulier des Pays-Bas sur les différentes figures. La rémunération ramenée à l'unité de travail familial y est la plus élevée ce qui n'est plus le cas quand on la ramène à la production laitière. En effet, bien que le prix du lait soit sensiblement plus élevé que la moyenne (taux butyreux et protéiques élevés), le point mort l'est également. Bien que les charges par litre y soient inférieures et remarquablement stables dans le temps (notamment les consommations intermédiaires, très maîtrisées), la mono-activité laitière poussée à son extrême, les aides directes plus faibles ramenées au litre (aides à la surface forment diluées par les 13 000 kg/ha de SAU) offrent moins de recours en cas de chute du prix du lait. D'où le « faux-pas » enregistré en 2009 lorsque le prix du lait s'est dangereusement rapproché du point mort. Les analyses complètes sur 2009 confirment que cette année a été traitée par les éleveurs laitiers comme un accident de parcours (le niveau de consommation des ménages inchangé a été en partie financé par une mobilisation de l'épargne régulièrement réalisée). Le système de production n'a pas été modifié. Il continue à évoluer beaucoup plus régulièrement qu'ailleurs sous l'effet d'une croissance modérée des volumes individuels dû à la redistribution des hausses du quota national et à un taux de restructuration passé en dessous de 2%/an depuis 2009... Peut-être un nouveau signe de la réussite de ce modèle performant dont le principal point faible est également connu : une forte pression sur l'environnement, proche des limites dérogatoires accordées par l'UE. Où ailleurs en Europe pourraient-êtré pratiqués des systèmes avec un excédent azoté de 160 kg/ha (deux fois plus que dans les élevages des Réseaux d'élevage de l'Ouest de la France) ?

### Composantes moyennes sur 2005-2011

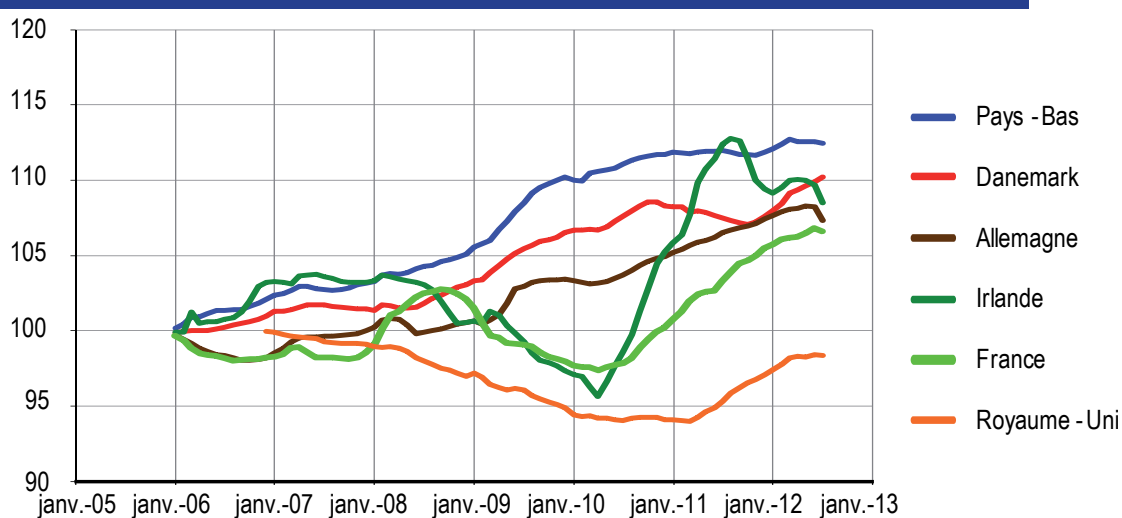
Figure 1.12

2005-2011	Danemark	Royaume-Uni	Pays-Bas	Allemagne	France	Irlande
Prix du lait (€/t)	332	287	335	320	322	292
Point mort (€/t)	326	208	254	199	210	139
RCAI/t de lait (€/t)	6	79	82	121	113	153
Production laitière par exploitation (kg/an)	1 043 000	808 000	599 000	354 000	295 000	289 000
Lait produit par UTA totale	465 000	328 000	363 000	197 000	168 000	182 000
Lait produit par UTA non salariée	833 000	498 000	393 000	236 000	180 000	209 000
RCAI/UTAns (€)	3 200	39 300	31 700	28 700	20 500	32 000
RCAI/UTAns (livres)	.	30 800	.	.	.	.

Sources : DG AGRI RICA UE et sources nationales pour 2010, 2011 - traitement Institut de l'Élevage

### Évolution des livraisons de lait par pays, moyennes mobiles 12 mois, indice 100=2005

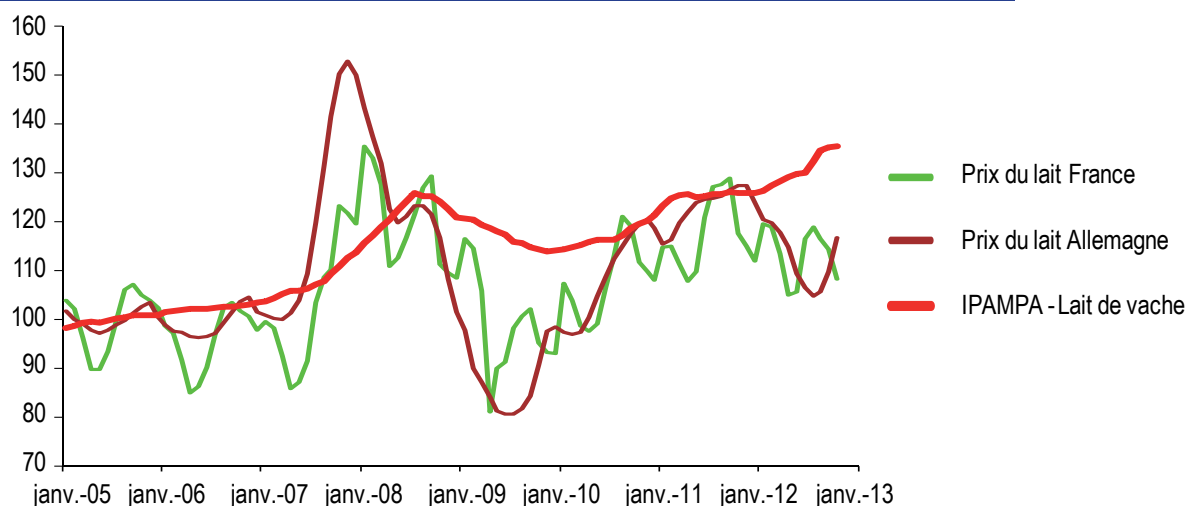
Figure 1.13



Source : Eurostat - traitement Institut de l'Élevage

### Évolution comparée du prix du lait en France, en Allemagne et du prix des charges (IPAMPA-Lait de vache). Indice 100=2005.

Figure 1.14



Source : Institut de l'Élevage d'après FranceAgrimer, ZMB, INSEE

## **France/Allemagne : une gestion désynchronisée des prix et des volumes qui appartient au passé ?**

L'essentiel a déjà été dit plus haut sur le déroulement des événements depuis 2007 dans chaque pays. L'évolution des points morts par pays apporte un éclairage complémentaire. Jusqu'en 2008 inclus (si on redresse les résultats allemands pour le décalage de six mois ce qui revient à baisser la valeur 2007 et à monter la valeur 2008), les points morts étaient extrêmement proches pour ne pas dire confondus. Autrement dit, hors travail, les deux systèmes de production affichent le même niveau de compétitivité. C'est également le constat qui se dégage du tableau portant sur les moyennes 2005-2011 (y compris valeurs estimées).

En 2009 le point mort français a augmenté (fig. 1.7) malgré la baisse du prix des charges pour une raison assez simple : la surmaîtrise des volumes tentée (fig.1.13) pour limiter l'ampleur de la crise laitière européenne a conduit à faire baisser de 1% les livraisons par exploitation ce qui a concentré les charges fixes alors qu'elles étaient diluées (baisse du point mort) en Allemagne où la production individuelle moyenne augmentait de 2%. Bien que le prix du lait français se soit moins dégradé en 2009, il était loin de suffire pour stabiliser le revenu à un niveau acceptable. Avec une méthode beaucoup plus globale, le cabinet Mc Kinsey (2010<sup>3</sup>) a montré que l'évolution pilotée des prix et des volumes entre 2007 et 2009 avait coûté 1,5 milliard d'euros aux producteurs français par rapport à la gestion allemande. Une valeur à comparer aux 600 millions que la Commission européenne aurait dû dépenser en intervention si la France avait décidé de produire son quota, rien que pour la période de crise ?

Ne serait-ce que sur les prix, une singularisation aussi forte de la filière laitière française ne semble plus d'actualité. Et ce type de comparaison montre que les systèmes de production français ne manquent pas d'atout en matière de compétitivité. Au moins hors travail. Entre une plus faible restructuration au début des années 2000 et des sous réalisations records recherchées ces dernières années, la production laitière par UTA non salariée a moins augmenté en France que dans les autres pays entre 2000 et 2010, ce qui a pesé sur la rémunération du travail. La hausse a été limitée à 37% contre 43% aux Pays-Bas, 54% en Allemagne et 170% au Danemark.

Mais l'évolution française sur 2010 (+7.2%) et 2011 (plus de 10%) apporte de nouvelles preuves d'évidents gains de productivité potentiels.

## **Variabilité des coûts de production : analyse dans le temps et dans l'espace**

### **Un interquartile de l'ordre de 100 €/t dans les différents pays**

La variabilité entre exploitations du coût de production est une conclusion très courante des études réalisées sur le sujet, en particulier en France. Des écarts de l'ordre de 100 €/t entre les quartiles inférieur et supérieur sont souvent cités, y compris intratype d'exploitation.

C'est également cet ordre de grandeur qui ressort du traitement réalisé (fig. 1.15) sur la base de données européenne pour l'année 2006 (donc avant la forte hausse du prix des intrants), tant pour la France que pour les autres pays inclus dans cette étude. La variabilité, en valeur absolue, semble même relativement indépendante du niveau moyen du coût de production ce qui conduit à des écarts particulièrement élevés en valeur relative pour l'Irlande. En effet une partie des exploitations irlandaises s'éloignent du modèle *low cost* en recherchant une saisonnalité moins marquée de la production pour une valorisation finale sous forme de lait liquide. Dans ce cas de figure, l'utilisation d'intrants est plus élevée. Par ailleurs certaines exploitations consentent à davantage d'investissements (étable et salle de traite) que la moyenne des exploitations.

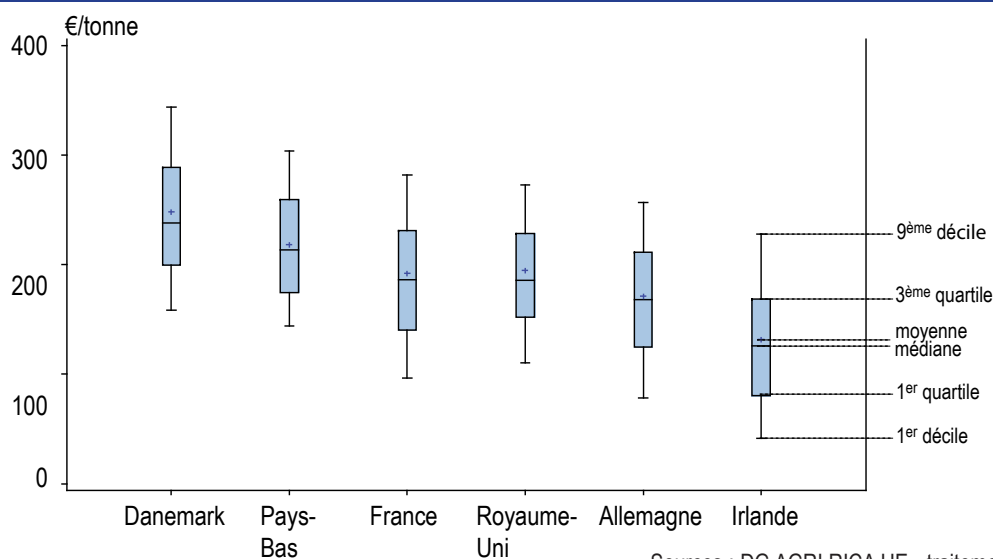
Dans les autres pays, il s'agit également d'un facteur de variation courant du coût de production à un instant *t*, à relier à la position de l'exploitation dans son cycle de vie (installation, croisière, décapitalisation ou redémarrage). Les autres facteurs de variation sont la plus ou moins bonne maîtrise des charges variables à niveau de production donné (partiellement due à des conditions de production plus ou moins favorables), et l'existence d'économies d'échelle dans certains pays ou de la possibilité de diluer les charges fixes par des volumes plus ou moins importants suivant la réglementation en matière de quotas laitiers et leur disponibilité locale.

> > >

<sup>3</sup> Mc Kinsey, 2010. Renforcer la filière laitière française. Rapport pour le CNIEL.

### Distribution du coût de production du lait (point mort) par exploitation, année 2006

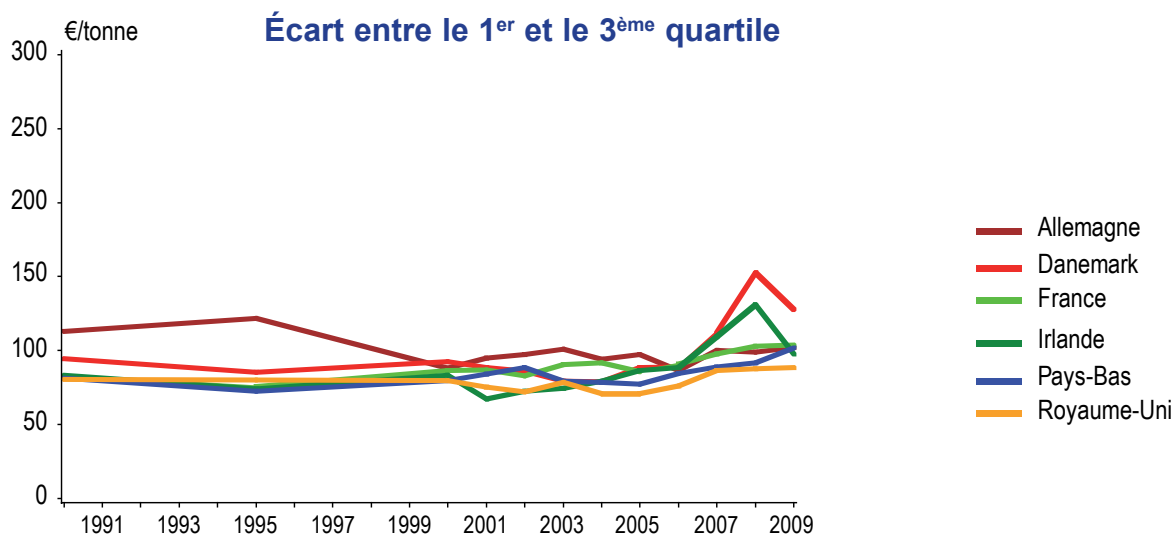
Figure 1.15



Sources : DG AGRI RICA UE - traitement Institut de l'Élevage

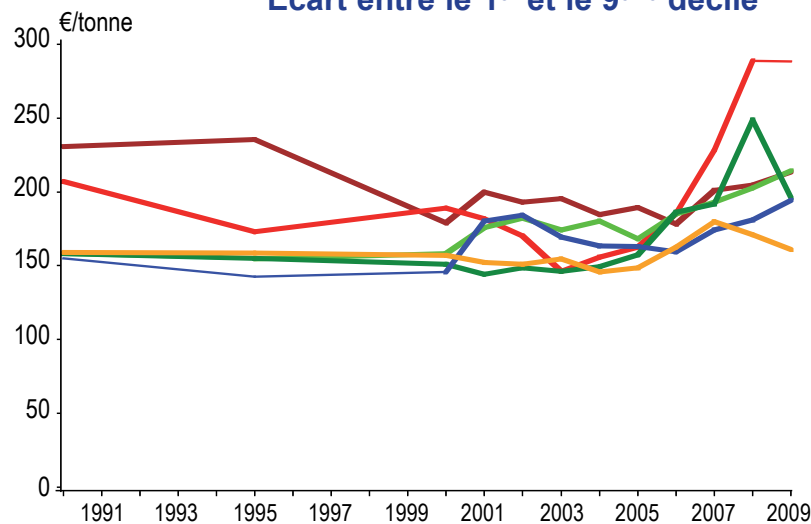
### Évolution de la variabilité du coût de production du lait (point mort) par exploitation

Figure 1.16



### Écart entre le 1er et le 9ème décile

Figure 1.17



Sources : DG AGRI RICA UE1 - traitement Institut de l'Élevage, données 1990-1995 et 2000 à 2009

## **Une variabilité un peu plus forte quand le prix des intrants est élevé**

Si, globalement, la variabilité des coûts de production semble un des aspects les mieux partagés entre ces pays concurrents, l'analyse des évolutions de l'interquartile (1<sup>er</sup> et 3<sup>ème</sup> quartile, entre lesquels on comptabilise 50% des exploitations) ou de l'interdécile (1<sup>er</sup>-9<sup>ème</sup> décile, entre lesquels on comptabilise 80% des exploitations) montre que cette variabilité a tendance à augmenter, notamment en 2008 avec la flambée des prix de nombreux intrants. Cette augmentation de la variabilité est plus nette pour les pays présentant les plus forts et les plus faibles coûts de production (hors charges supplétives) : le Danemark et l'Irlande.

Pour le Danemark, une partie de l'augmentation de 2008 est liée à l'impact de la crise financière qui n'a pas frappé les exploitations de façon homogène. Certaines étant confrontées à des pertes financières particulièrement catastrophiques, du fait de leur niveau d'endettement et de leurs choix en termes d'instruments financiers.

La variabilité a aussi beaucoup augmenté en France, pour se rapprocher des valeurs observées en Allemagne, où elle a toujours été forte. Pays-Bas (systèmes de production les plus homogènes) et Royaume-Uni (faiblesse quasi-généralisée des investissements) présentent des variabilités légèrement plus faibles qui augmentent un peu moins.

## **Une variabilité inter-régionale plus marquée en France qu'en Allemagne**

Si les coûts de production moyens du lait paraissent proches sur longue période entre les exploitations laitières spécialisées françaises et allemandes, cela semble également vrai des deux bassins les plus orientés vers les productions de masse de ces deux grands pays : l'Allemagne du Nord et l'ensemble Bretagne-Pays de la Loire (cf fig.1.18). De plus, si les coûts moyens de ces deux grands ensembles paraissent comparables, la variabilité intra-zone l'est tout autant.

Dans le contexte français, les exploitations laitières des montagnes de l'Est, fortement orientées vers les productions sous signe de qualité (AOP) avec cahiers des charges, affichent un coût de production

plus élevé, compensé par un prix du lait qui l'est également. Ce qui n'est pas le cas des exploitations du Massif Central dont le coût de production est pourtant également plus élevé. La variabilité des coûts semble particulièrement élevée dans les montagnes françaises mais doit être mise en relation avec la diversité des filières et des contextes de production de ces zones (piémonts, haute-montagne, etc).

Le positionnement des exploitations laitières allemandes des zones assimilables aux zones de montagne (Sud Bavière très herbager, Forêt Noire, Jura Souabe,...) peut paraître surprenant. Il s'explique sur cet indicateur de prix de revient (le point mort) par le fait que les charges par tonne de lait y sont nettement inférieures à celles constatées dans les montagnes françaises (notamment en charges opérationnelles, en particulier aliments achetés ; les frais de mécanisation et de bâtiments sont par contre similaires). Alors que les aides et le coproduit viande (race mixte Fleckvieh) sont comparables avec les montagnes françaises. Le positionnement de ces zones est nettement moins favorable en matière de rémunération du travail en raison d'une taille et d'une productivité du travail limitées, et de prix du lait un peu supérieurs à ceux de l'Allemagne du Nord (d'environ 10%) mais nettement moins élevés que dans les montagnes de l'Est françaises (sauf 2007-08).

## **La composition des coûts de production reflète les différences de fonctionnement des modèles**

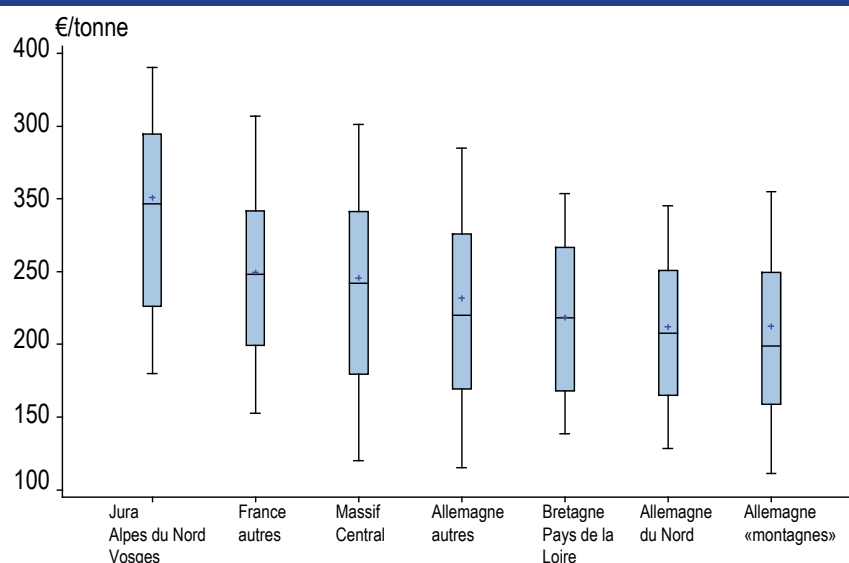
### **Systèmes d'alimentation et composantes du point mort**

Le point mort est égal aux charges totales par tonne de lait moins les coproduits viande, produits annexes (qui restent limités dans ces exploitations considérées comme spécialisées lait) et aides directes. Les différences entre bassins européens proviennent de ces différents facteurs. Les exploitations anglaises et néerlandaises sont les plus spécialisées, celles de l'Ouest de la France, de l'Irlande et du Nord de l'Allemagne le sont moins. Les exploitations danoises sont en situation intermédiaire (un peu de cultures vendues). Le calcul des aides directes par

> > >

### Distribution du coût de production du lait (point mort) par exploitation année 2008

Figure 1.18



Sources : DG AGRI RICA UE - traitement Institut de l'Élevage

### Décomposition du point mort sur 2005-2009

Figure 1.19

	Danemark	Royaume-Uni	Pays-Bas	Allemagne	Allemagne du Nord	France	Bretagne & Pays de la Loire	Irlande	Écart maximal
Point mort (€/t)	<b>321</b>	<b>204</b>	<b>238</b>	<b>199</b>	<b>191</b>	<b>211</b>	<b>188</b>	<b>133</b>	188
=Charges totales (€/t)	460	311	357	402	360	429	402	300	160
-Produit viande (€/t)	39	48	45	69	70	88	93	91	54
-Produit végétaux (€/t)	22	8	6	26	20	26	31	3	28
-Aides directes (€/t)	61	45	46	88	68	92	82	77	37
Charges opérationnelles (hors alim. auto-autoconsommés) (€/t)	<b>155</b>	<b>152</b>	<b>126</b>	<b>133</b>	<b>141</b>	<b>130</b>	<b>119</b>	<b>137</b>	36
dont aliments achetés pour herbivores (hors auto-autoconsommés) (€/t)	93	89	70	65	71	66	53	67	40
Charges de structure (€/t)	<b>305</b>	<b>159</b>	<b>231</b>	<b>270</b>	<b>219</b>	<b>299</b>	<b>283</b>	<b>164</b>	146
dont frais mécanisation (€/t)	97	61	83	123	100	137	129	60	69
Frais mécanisation (€/ha)	822	475	1017	664	682	525	586	312	
Production laitière par ha de SAU (kg/ha)	8 500	7 700	12 300	5 400	6 800	3 800	4 500	5 200	
dont frais bâtiments (€/t)	26	21	28	25	18	41	38	40	22
dont fermage (€/t)	19	10	18	26	32	28	25	12	22
dont salaires payés (€/t)	34	26	6	22	10	6	4	15	30
dont frais financiers (€/t)	95	11	49	14	14	15	17	11	84
Production laitière par UTA totale (kg par an)	437 000	318 000	343 000	182 000	261 000	163 000	172 000	178 000	
Résultat courant avant impôts/UTAnon salariée (€/UTA)	200	41 400	30 200	26 700	39 800	17 500	20 200	32 300	

Sources : DG AGRI RICA UE - traitement Institut de l'Élevage

tonne de lait est également influencé par le taux de spécialisation et la densité de lait par ha (dilution des aides au maïs, notamment aux Pays-Bas).

Les différences de charges par tonne sont les plus importantes (160 €/t entre l'Irlande et le Danemark). Ces variations sont davantage expliquées par les charges de structure, que par **les charges opérationnelles qui varient de 36 €/t**. Les différences de sensibilité de ces modèles européens aux prix des intrants<sup>4</sup>, qui sont les plus volatils, sont donc finalement assez limitées. Il est particulièrement intéressant de constater que les exploitations de l'Ouest de la France sont les plus économes en *charges opérationnelles*, juste devant les exploitations néerlandaises puis irlandaises. Cette position privilégiée des exploitations françaises (de l'Ouest) n'est plus vérifiée lorsque l'on passe aux *consommations intermédiaires* qui intègrent en plus les travaux à façon et services extérieurs compte tenu du poids des travaux par tiers (comptabilisés en frais de mécanisation).

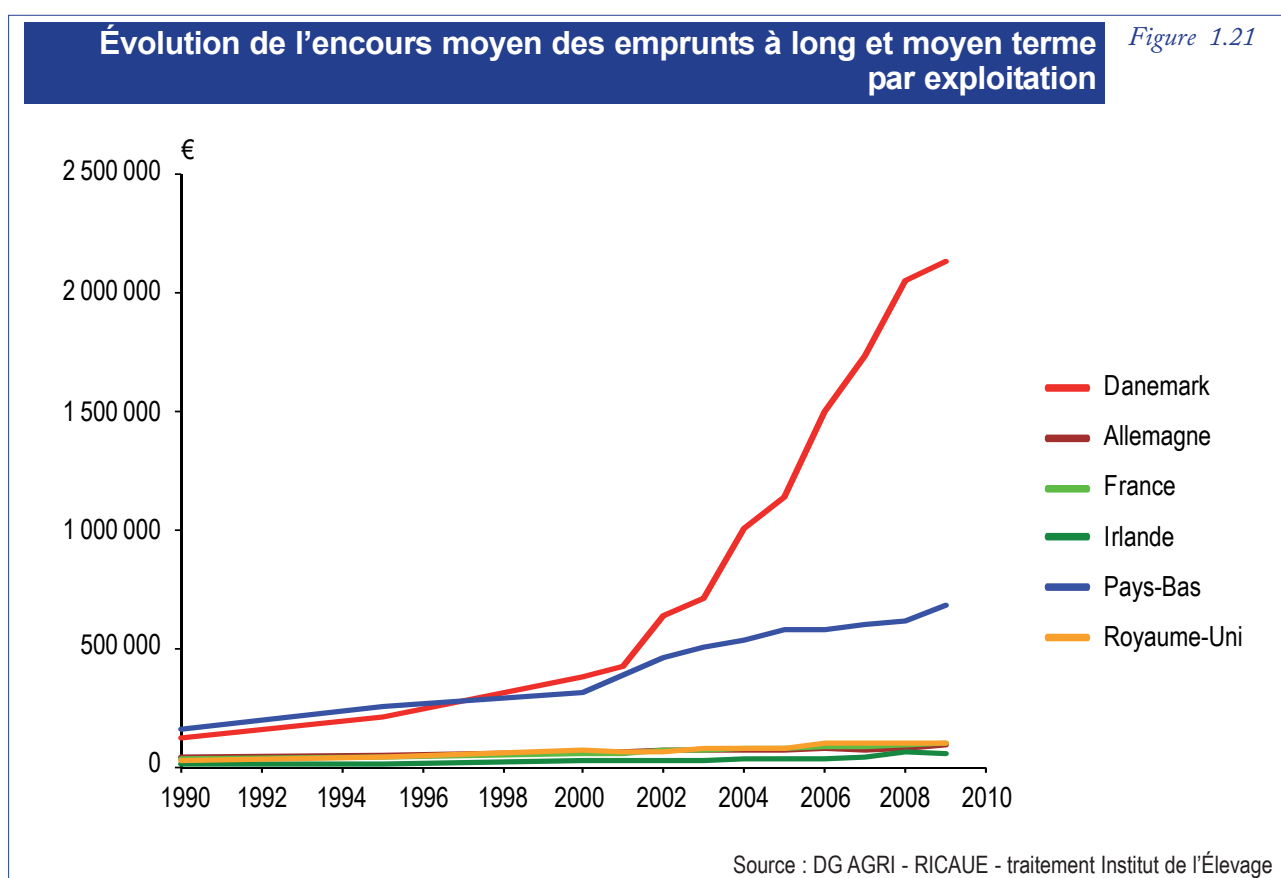
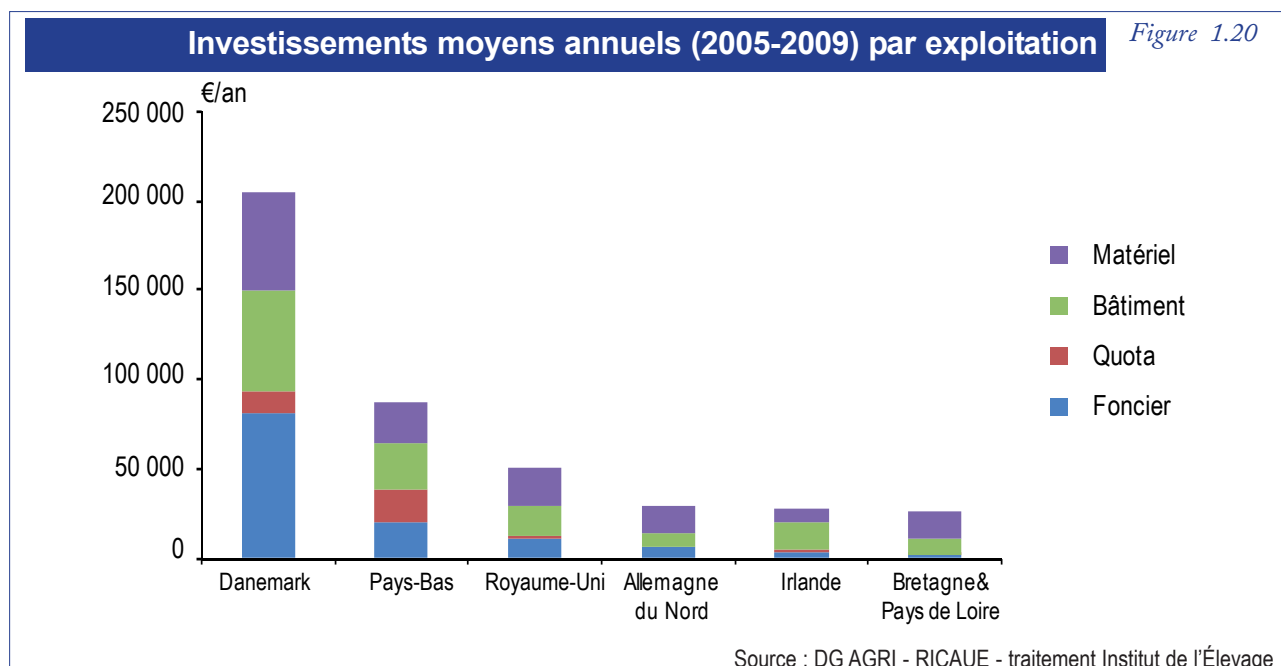
Les écarts de charges totales sont donc toujours largement expliquées par les **charges de structure (146 €/t dont la moitié pour les charges de mécanisation)** même depuis la flambée du prix des intrants à partir de 2007-2008. Cette fois les exploitations laitières de l'Ouest se distinguent par des charges de mécanisation particulièrement lourdes. Les produits annexes (notamment végétaux) permettent d'expliquer en partie les différences. Mais en partie seulement. Par rapport à l'Allemagne du Nord, les charges de mécanisation sont supérieures de 29 €/t, près de 30%, alors que les produits végétaux annexes ne sont qu'à peine supérieurs (31 € contre 20 €/t). L'autre explication tient à la stratégie plus autonome des exploitations françaises : elles consomment moins d'intrants et produisent, en la cultivant, davantage leur alimentation. Enfin la densité de lait par ha de SAU, bien moindre qu'en Allemagne du Nord (4500 kg/ha contre 6800) en raison d'une contrainte quota supérieure jusqu'à une période très récente, finit d'expliquer les différences. Par ha de SAU, les frais de mécanisation sont plus bas dans l'Ouest de la France qu'en Allemagne du Nord (586 contre 682 €/ha).

L'essentiel de la différence faite par le **modèle irlandais** l'est à ce stade. La production d'alimentation sous forme d'herbe pâturée et donc sa récolte par les animaux est infiniment moins coûteuse en charges de mécanisation, au moins dans les contextes où cette ressource est disponible huit mois par an (durée moyenne de pâturage en Irlande). Le coût de concentré acheté dans les exploitations irlandaises, ramené à la tonne de lait (67 €/t), ne vient qu'en deuxième place, après les exploitations laitières de l'Ouest de la France (53 €/t). C'est en partie dû à la présence de bovins viande dans les exploitations irlandaises «spécialisées lait». Mais, même en restreignant la comparaison aux systèmes d'élevage les plus spécialisés de ces deux bassins (UGB/VL<1.5), celle-ci reste à l'avantage des systèmes français (46 contre 53 €/t de concentré acheté) alors que l'on s'éloigne des systèmes dominants dans chacune de ces deux zones. En effet si le coût par vache ou les quantités distribuées par vache sont limitées en Irlande (963 kg par vache en 2010 d'après la National Farm Survey), le rendement laitier l'est tout autant (4978 kg/VL). La sensibilité climatique du modèle est très nette sur ce point. En 2011, excellente année herbagère, la quantité de concentré n'était que de 875 kg pour une production par vache en hausse de 200 l. Avant une année 2012 très défavorable au pâturage.

Les charges de **bâtiments** sont moins variables entre bassins (22 €/t). Ils sont au plus bas en Allemagne du Nord (très fort taux de remplissage des bâtiments et de saturation des équipements, qui le sont dès leur construction car l'achat de quotas était obligatoire pour l'acceptation des plans de financement), ou au Royaume-Uni (très faibles investissements depuis des décennies). Les charges de bâtiment sont ou étaient plus élevées en France (Ouest) mais des traitements réalisés sur le RICA français 2010 montrent que les évolutions ont été fortes entre le début (lourds investissements dans les grandes exploitations dans le cadre des PMPOA) et la fin de la décennie (répartition des hausses de quota national, restructuration des exploitations), avec un passage d'une situation de déséconomies d'échelle à une situation d'économies d'échelle au fur et à mesure de la saturation des équipements.

> > >

<sup>4</sup> Mises à part quelques prestations de service (vétérinaire, IA...), les charges opérationnelles regroupent l'essentiel des intrants sauf les carburants dont le poids est limité dans les exploitations laitières spécialisées.





Retrouver l'Irlande juste après la moyenne des systèmes français (toutes zones) sur les frais de bâtiment par t était moins attendu. Par vache ou par place, le calcul serait assez différent toujours en raison du moindre rendement (5 100 kg/VL contre 6200 en France). De plus, lorsque l'on observe les investissements en bâtiments, la période 2007-2008 semble avoir été particulièrement dynamique en Irlande (possible effet « richesse » compte-tenu de la forte appréciation du revenu) avant un effondrement en 2009, comparable à l'arrêt brutal constaté au Danemark.

Les **salaires** varient de 4 €/t en France de l'Ouest (4% de MO salariée) à 34 €/t au Danemark (42% de MO salariée) ou 26 €/t au Royaume-Uni (34% de MO salariée). Quant aux **frais financiers**, trois fois plus élevés aux Pays-Bas et six fois plus au Danemark, ils sont liés à l'importance des investissements et à leur mode de financement (50% d'autofinancement aux Pays-bas contre 20% au Danemark). Mais aussi à un impact spécifique de la crise financière au Danemark (cf partie 2).

### **Investissements et endettement : des trajectoires contrastées**

Les investissements varient en fonction de la taille moyenne des exploitations par pays (notamment de leur atelier laitier pour les bâtiments et de leurs surfaces pour la mécanisation). S'y ajoutent des achats de quotas, dans les pays où les quotas sont restés chers et marchands : Pays-Bas, Danemark. Et des achats de foncier considérables aux Danemark où ils procurent une capacité d'investissement aux exploitations selon un mécanisme qui s'est finalement retourné contre de nombreuses exploitations (trop grande facilité d'accès au crédit). L'endettement des exploitations danoises a atteint en moyenne 2 millions d'euros en 2008, après une progression rapide, inédite en Europe, suivie d'une stabilisation qui perdure suite à une profonde évolution des relations entre les organismes financiers et les exploitations.

En Irlande et aux Pays-Bas, le marché foncier est très étroit, le prix de la terre élevé et les transactions foncières sont rares. Les surfaces moyennes par exploitation évoluent d'ailleurs lentement. En

Allemagne du Nord, les agrandissements se font plutôt par location alors qu'en France le foncier apparaît rarement au bilan des exploitations (notamment dans les formes sociétaires).

### **Économies d'échelle et rémunération du travail dans les grandes exploitations**

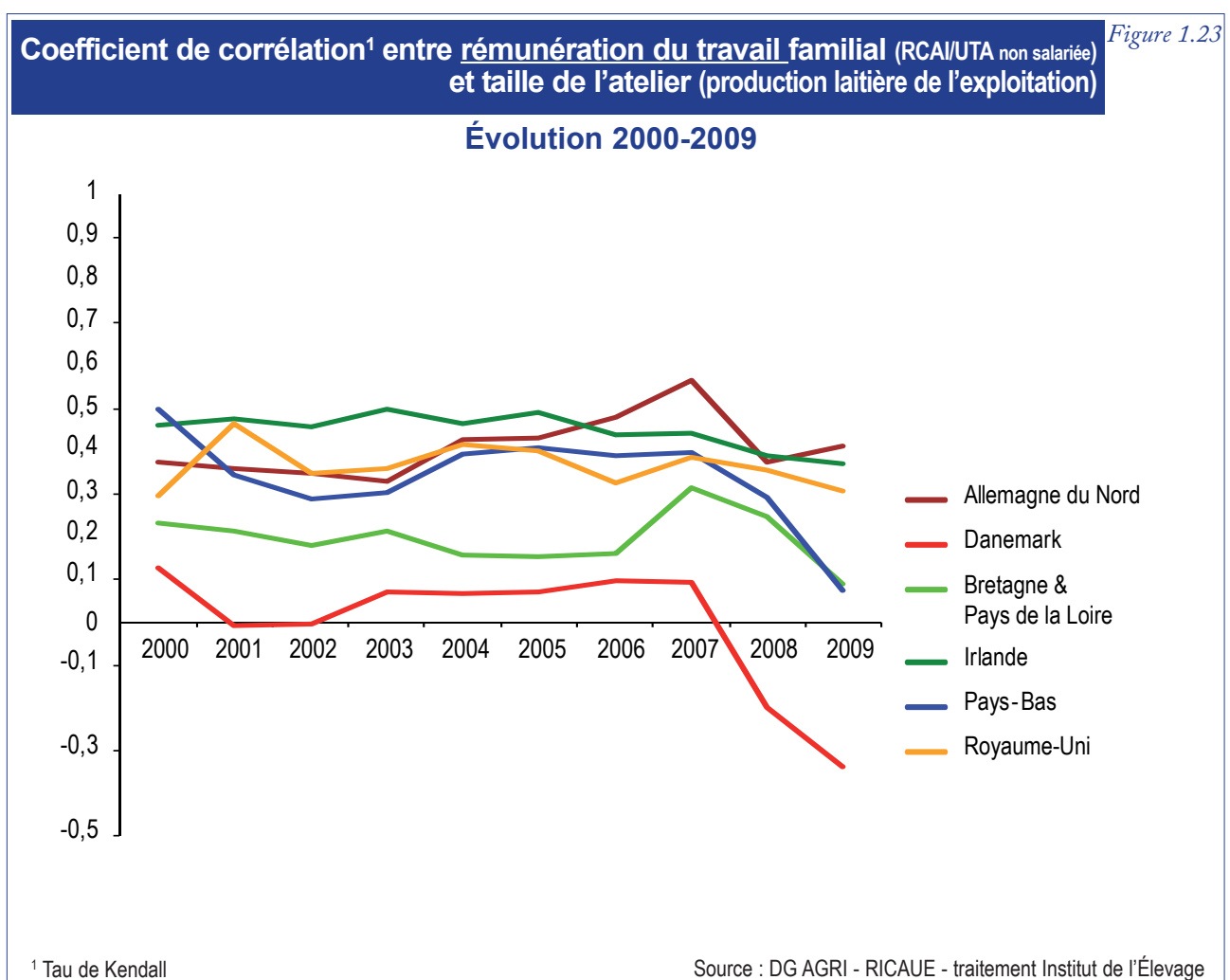
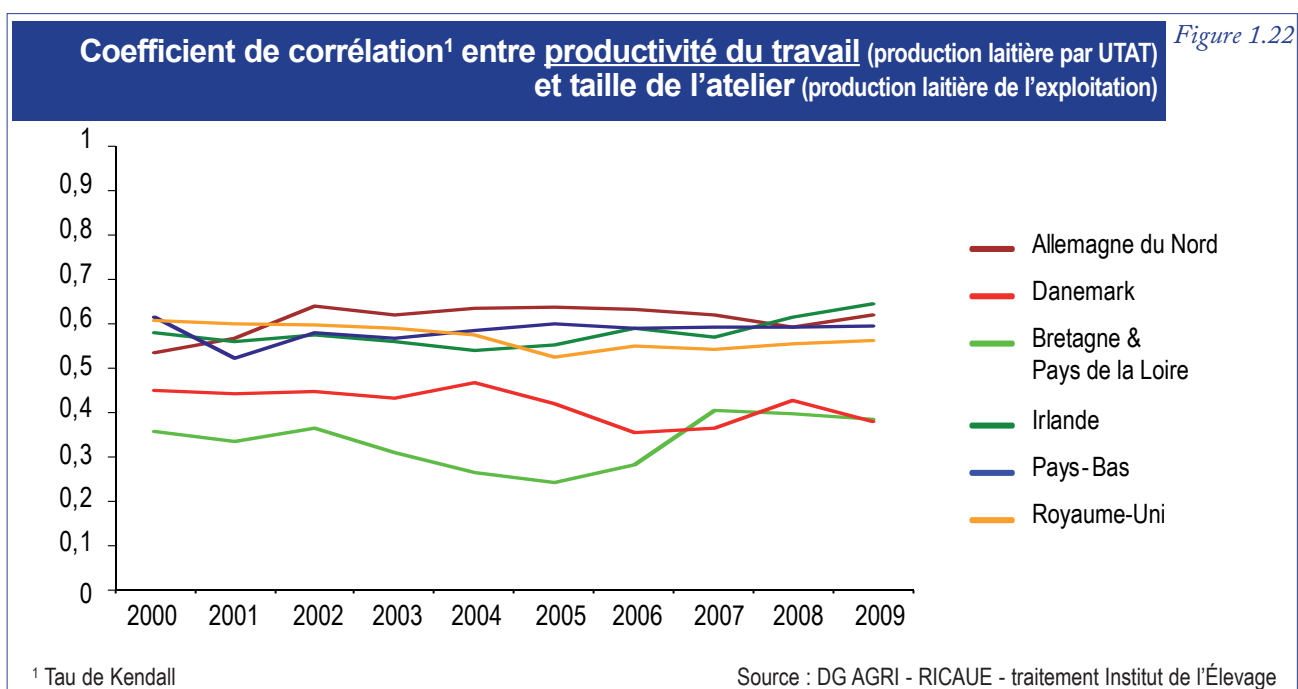
Sur le coût de production hors travail familial (ici le point mort), aucune économie d'échelle n'était mesurable dans les différents bassins européens jusqu'en 2009. Il n'y a généralement pas de corrélation significative entre le point mort et la taille de l'atelier laitier ou des coefficients faibles (<0.2). Une analyse réalisée sur le RICA français montre que cette relation devient réellement significative en 2010 à la faveur des hausses de production individuelles, notamment dans les grandes exploitations qui diluent les charges fixes correspondant à des investissements d'anticipation. Cette question devra donc être réexaminée dans les autres pays avec des données postérieures à la crise laitière de 2009.

La *productivité du travail* est fortement corrélée à la taille de l'atelier sauf dans deux pays (figure 1.22). En France du fait de l'application de la politique des quotas jusqu'en 2006 (inclus) et de la rigidité du facteur travail (exclusivement familial). Et au Danemark où la main-d'œuvre salariée est présente et ajustée dans des exploitations de différentes tailles pour obtenir une productivité du travail toujours élevée.

C'est donc surtout ce dernier effet (relation dimension d'atelier-productivité du travail) qui expliquait le lien entre production laitière de l'exploitation et *rémunération de la main-d'oeuvre familiale* (fig. 1.23). Ce lien était plus faible en France jusqu'en 2006 pour les raisons déjà évoquées. Il devrait retrouver en 2010 un niveau proche de 2007-2008.

Pour le Danemark, cette relation n'était pas significative avant de devenir franchement négative en 2008-2009. Jusqu'à cette date, les grandes exploitations peinaient à démontrer l'intérêt d'une substitution capital travail poussée à l'extrême et, en 2008-2009 les pertes par litre de lait ont été amplifiées de façon considérable dans les grandes exploitations ainsi que l'ont mis en évidence les analystes locaux.

> > >



Bien que les valeurs de ces coefficients de corrélation soient statistiquement significatives (sauf au Danemark de 2001 à 2007), la relation entre production laitière et rémunération du travail familial reste faible. Les nuages de points sont très dispersés ce qui reflète une grande diversité de situations, plusieurs configurations conduisant à dégager un fort ou un faible revenu (maîtrise des intrants, valorisation des produits, place de l'exploitation dans son cycle de vie, conditions d'endettement et de reprise d'exploitation,...).

### **Poids des charges fixes et répétabilité des performances individuelles**

Pour autant les performances économiques des exploitations ne sont pas « aléatoires ». Elles ne changent pas du tout au tout chaque année et sont fortement répétables d'un exercice à l'autre. La crise laitière de 2009 en particulier n'a pas bouleversé les « hiérarchies » internes à chaque pays ce qui a rendu son impact d'autant plus difficile que l'exploitation n'était pas en capacité d'engranger de bons résultats sur 2007-2008, puis lors de la sortie de crise.

Cependant cette stabilité des performances économiques des exploitations dans le classement interne à chaque bassin n'est pas identique entre les différents bassins de production européens. En observant l'évolution de 2007 à 2009 du classement des exploitations du tiers supérieur ou du tiers inférieur (classement en tiers réalisé sur le rang moyen du point mort sur la période), on constate que les exploitations d'Allemagne du Nord et surtout d'Irlande ont davantage évolué que leurs homologues dans les autres pays. Leur classement a parfois évolué de 3, 4 voire 5 déciles contre le plus souvent moins de 2 ailleurs. Pour les exploitations irlandaises cela pourrait s'expliquer par la forte sensibilité climatique qui rebat en partie les cartes à chaque campagne et par le poids relatif nettement plus important des charges variables (46% des charges totales contre 30% dans l'Ouest de la France). Pour les exploitations d'Allemagne du Nord, par une flexibilité et une capacité d'adaptation plus importantes qu'aux Pays-Bas, Danemark, Royaume-Uni, pays de grandes exploitations où la conduite est souvent plus rigide, ou dans l'Ouest de la France où le poids des charges fixes est particulièrement élevé (70% contre 61% en Allemagne du Nord).





# 2

## Forces et faiblesses des modèles laitiers nord-européens, opportunités et menaces face à la sortie des quotas laitiers

Après l'examen de la réactivité des différents modèles laitiers à la volatilité des marchés sur la période 2006-2011, cette seconde partie porte un regard plus approfondi sur la production et les filières de chacun des cinq pays d'Europe du Nord (Allemagne, Danemark, Pays-Bas, Royaume-Uni et Irlande) qui sont comparés à la France dans la première partie.

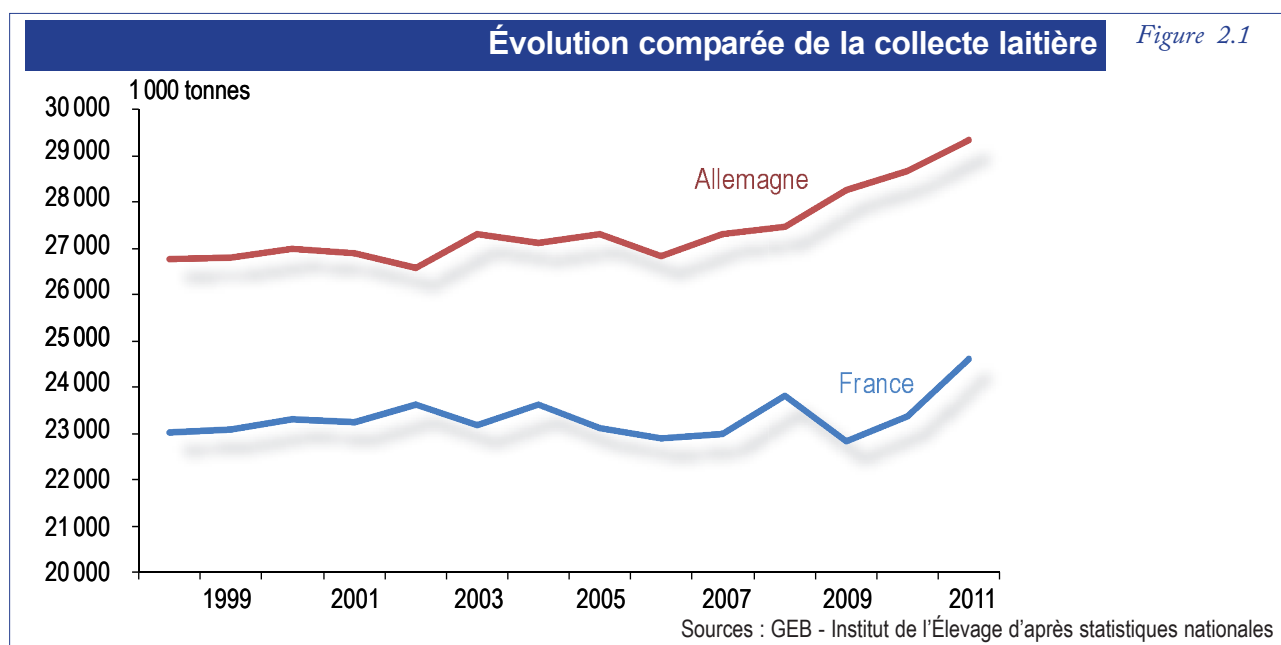
Les zooms géographiques reposent sur une analyse SWOT (Strengths, Weaknesses, Opportunities, Threats) qui identifie les principales forces et faiblesses de chaque filière laitière nationale, de même que les opportunités qui s'offrent à elle et les menaces externes qui pèsent sur elle. Ils privilégient les caractéris-

tiques les plus marquantes et les plus déterminantes sur l'avenir de chaque filière nationale.

Au fil de cette seconde partie, le lecteur découvrira ou redécouvrira l'existence de réalités laitières fort différentes en Europe du Nord qui sont pour l'essentiel le fruit de contextes nationaux bien spécifiques. Même si les filières danoise et néerlandaise présentent de nombreuses similitudes, leurs éleveurs se trouvent dans des situations économiques et financières bien différentes depuis la crise de 2009. De même, les filières britanniques et irlandaises bénéficient de conditions agro-climatiques identiques qui suivent des trajectoires divergentes.

> > >

Analyse SWOT de la filière laitière allemande		
<b>ELEMENTS INTRINSEQUES</b>	<b>FORCES</b>	<b>FAIBLESSES</b>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pilotage par l'offre</li> <li>• Coûts industriels réduits</li> <li>• Positionnement export (gamme et industrie)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Manque de main-d'œuvre</li> <li>• Régionalisation des DPU</li> <li>• Marché domestique peu rémunérateur</li> </ul>
<b>ELEMENTS EXTERIEURS</b>	<b>OPPORTUNITES</b>	<b>MENACES</b>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Différenciation territoriale des politiques</li> <li>• Diversification via énergies renouvelables</li> <li>• Fin des quotas</li> <li>• Demande mondiale croissante en produits laitiers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Concurrence du biogaz</li> <li>• Démographie vieillissante</li> <li>• Demande mondiale en céréales</li> </ul>



## ALLEMAGNE : Le dynamisme laitier sous la pression du biogaz et des grandes cultures

Leader laitier européen avec une collecte de 29,3 millions de tonnes en 2011, l'Allemagne possède un potentiel de production toujours bridé par les quotas laitiers. Sa production augmente depuis 2005 au même rythme que le droit à produire et les transformateurs possèdent de solides atouts pour gagner de nouveaux marchés notamment à l'export. Mais s'il possède de solides atouts, le secteur laitier est d'ores et déjà soumis à de nouveaux facteurs qui pourraient limiter son expansion après 2015.

Les **forces** de la filière laitière allemande sont nombreuses. La première réside dans son pilotage par l'offre, plus de 70% de la collecte et de la transformation étant réalisée par des coopératives (55% en France). Ce ratio est encore plus important dans les Länder du Nord. Il est en revanche moindre dans le Sud, où les entreprises privées sont davantage présentes. De ce fait, les éleveurs sont représentés dans les organes décisionnaires et leurs intérêts sont davantage pris en compte dans les stratégies d'entreprises.

### Des transformateurs efficaces

Les laiteries allemandes sont encore globalement de taille moyenne et en cours de restructuration : les entreprises de 50 à 250 salariés représentent 55% du chiffre d'affaires total de la filière, et 15% des entreprises. En France, elles ne comptent que pour 27% du chiffre d'affaire et 9% du nombre d'entreprises. D'après un rapport récent sur la compétitivité de la filière laitière française, les coûts de collecte seraient ainsi inférieurs de 3 €/tonne en Allemagne, en partie du fait d'un tissu plus serré de laiteries. Les coûts de transformation y seraient inférieurs de 15 €/tonne, du fait de gammes plus limitées et de produits moins élaborés. Les frais d'emballage de stockage et de transport y seraient également moindres (8 €/tonne).

Enfin, l'industrie laitière allemande est stratégiquement tournée vers l'export. Le développement de la collecte se traduit presque exclusivement par une croissance des exportations, le marché domestique étant relativement mûr et peu porteur. En équivalents-lait les exportations pèsent à présent 46% de la production laitière

### Chiffres clés laitiers de l'Allemagne en 2011

Détenteurs de quotas livraisons	82 245
Collecte laitière (millions de tonnes)	29,3
Cheptel laitier (1000 têtes)	4 190
Part de la consommation importée (%)	35%
Part de la collecte exportée (%)	45%
Solde commercial (millions de tonnes de lait)	3,6
Solde commercial (millions d'euros)	2 226
Consommation/hab (kg de lait/hab.)	315
Part du 1 <sup>er</sup> collecteur	25%
Collecte nationale par les coopératives	70%

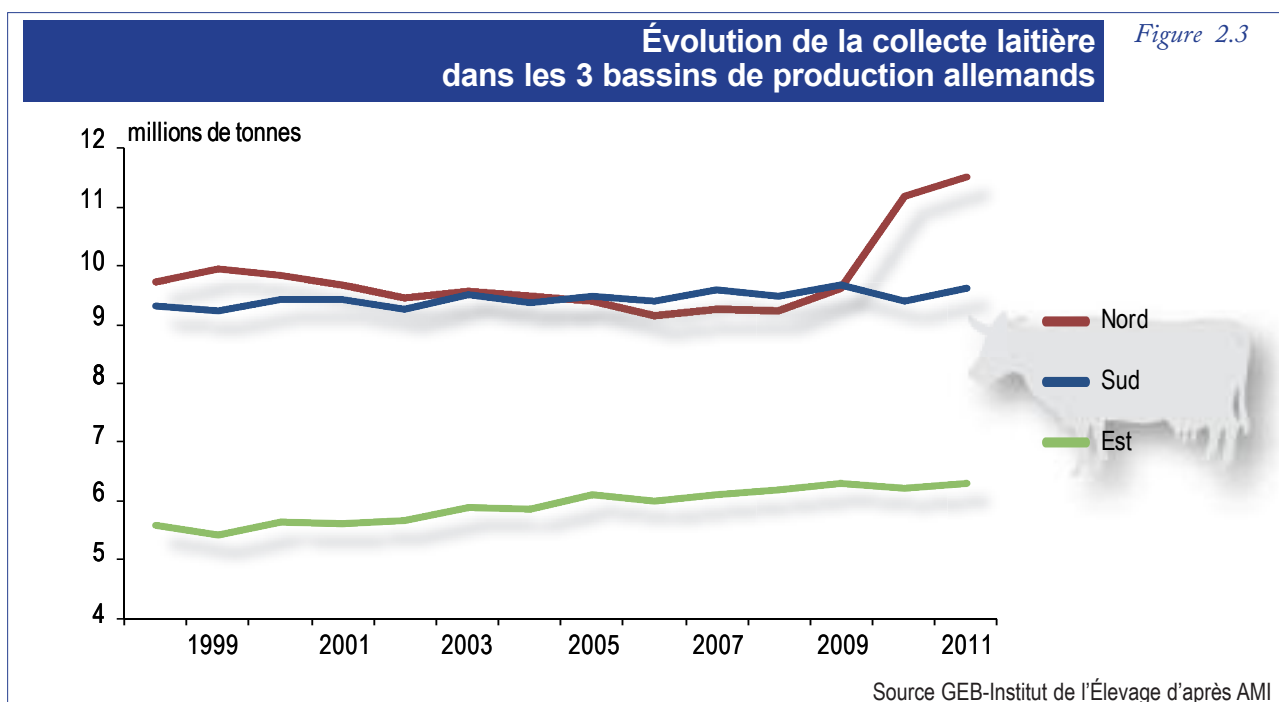
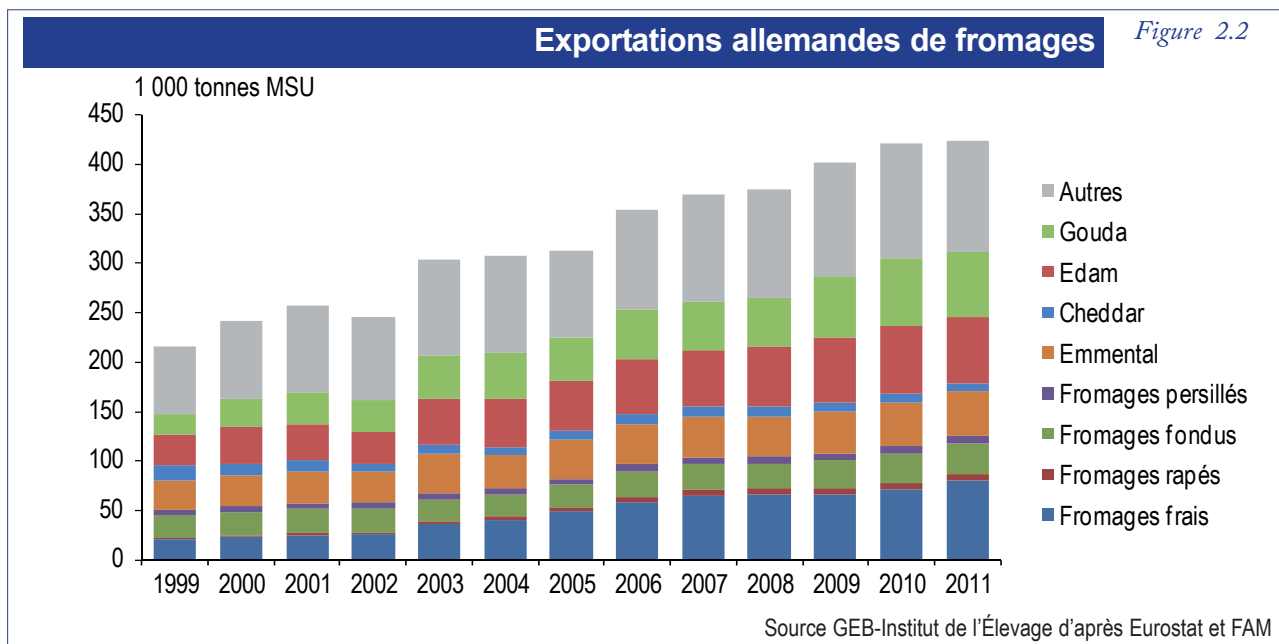
allemande. Et ce pourcentage devrait encore augmenter durant les années à venir.

La gamme de produits « facilement exportables » ne repose pas seulement sur des produits industriels mais fait la part belle aux fromages de types pâtes pressées. Globalement, les fromages n'ont cessé de peser de plus en plus lourd dans l'utilisation du lait allemand : de 39% en 2000 à 48% en 2011. La part des produits industriels dans la transformation allemande reste globalement stable à 17%, avec cependant une légère hausse en 2011.

L'UE reste le marché privilégié des transformateurs qui ont réalisé 80% (en valeur) des exportations allemandes de produits laitiers en 2011. Mais les exportations à destination des pays tiers progressent depuis 2009, et d'autant plus en 2011, avec la baisse de l'euro qui a rendu les produits allemands plus compétitifs. Les exportations allemandes de poudres et de fromages progressent à destination des pays tiers, même si sur le long terme, le ratio UE/pays tiers est globalement stable pour les fromages, autour de 90%/10%. Les principales destinations sont la Russie, la Pologne et quelques autres pays membres de la CEI.

Beaucoup d'éléments extérieurs à la filière elle-même lui confèrent de véritables opportunités. Le premier réside en le fait que, grâce à des politiques spécifiques ou régionalisées en termes de soutiens publics, de fiscalité ou de succession, l'Allemagne réussit à la fois à encourager la croissance de la production dans de grandes exploitations au Nord et à favoriser le maintien de petites exploitations au Sud.

> > >





### **Un mode de succession propice à l'agrandissement**

Au Nord, le développement des ateliers de taille moyenne (60 vaches laitières) est encouragé par les usages en termes de succession qui favorise l'héritier principal. Cet usage permet de maintenir des exploitations non morcelées et de ne pas pénaliser le jeune repreneur qui évite ainsi de devoir s'endetter pour le rachat des terres à ses parents ou à ses frères et sœurs. Cela favorise l'agrandissement des exploitations lors de la reprise. Il est fréquent dans le Nord que le repreneur double la taille du cheptel. Ce mode de succession serait un facteur supplémentaire qui encouragerait la croissance des exploitations, en particulier au Nord. Toutefois, le coût total de la succession pour le repreneur est difficilement comparable entre la France et l'Allemagne, les repreneurs allemands versant une pension aux parents sur une période, par définition, indéterminée.

### **Des aides à l'investissement ciblées sur les grands élevages**

Autre politique spécifique en Allemagne, les aides à l'investissement du second pilier de la PAC (RDR/CE n°1257/1999, PMBE, PAM et CTE en France), qui se traduisent par un programme d'aide à l'amélioration des structures agricoles et à la diversification appelé AFP depuis 2006 : *Agrarinvestitionsförderungsprogramm* ou programme d'investissements agricoles. Pour la période de programmation 2000-2006, les masses budgétaires dédiées à l'investissement agricole étaient comparables en France et en Allemagne. Mais l'utilisation des fonds s'est faite de façon très différente : une répartition sur un plus grand nombre d'exploitations côté français avec un plafond relativement bas (90 000 €) ; un encouragement aux gros investissements coté allemand avec un plafond et un taux de subventionnement plus élevé, ainsi qu'une règle implicite qui relève du « premier arrivé, premier servi ». On a pu observer, notamment en Basse-Saxe, d'importants projets de bâtiments neufs de capacité importante (plus de 100 vaches laitières), financés à 30% par cette mesure du deuxième pilier.

Enfin, une grande majorité d'exploitations agricoles allemandes (80%) choisit un régime fiscal dit au forfait

(*Pauschalierung*), qui leur permet de vendre à un taux de TVA supérieur à celui appliqué à leurs achats (hors investissements) et de conserver la différence. Il existe donc un avantage pour les exploitations laitières les plus autosuffisantes et les plus économes lorsque le prix du lait est élevé. D'après le RICA, entre 2000 et 2007, cet avantage varie de 7 à 12 € par tonne de lait hors investissement et de 0 à 4 € investissements compris. Lorsque le prix du lait est bas et le prix des intrants élevés, on se retrouve en revanche dans une situation de perte qui peut atteindre 8 €/tonne de lait d'après nos estimations sur les cas-types. Globalement, l'impact paraît modéré pour la filière si l'on considère l'ensemble des exploitations. Il est au demeurant inférieur à celui constaté par la filière porcine. Par contre, cette réglementation favorise le maintien de petites exploitations qui investissent peu, comme celle du Sud.

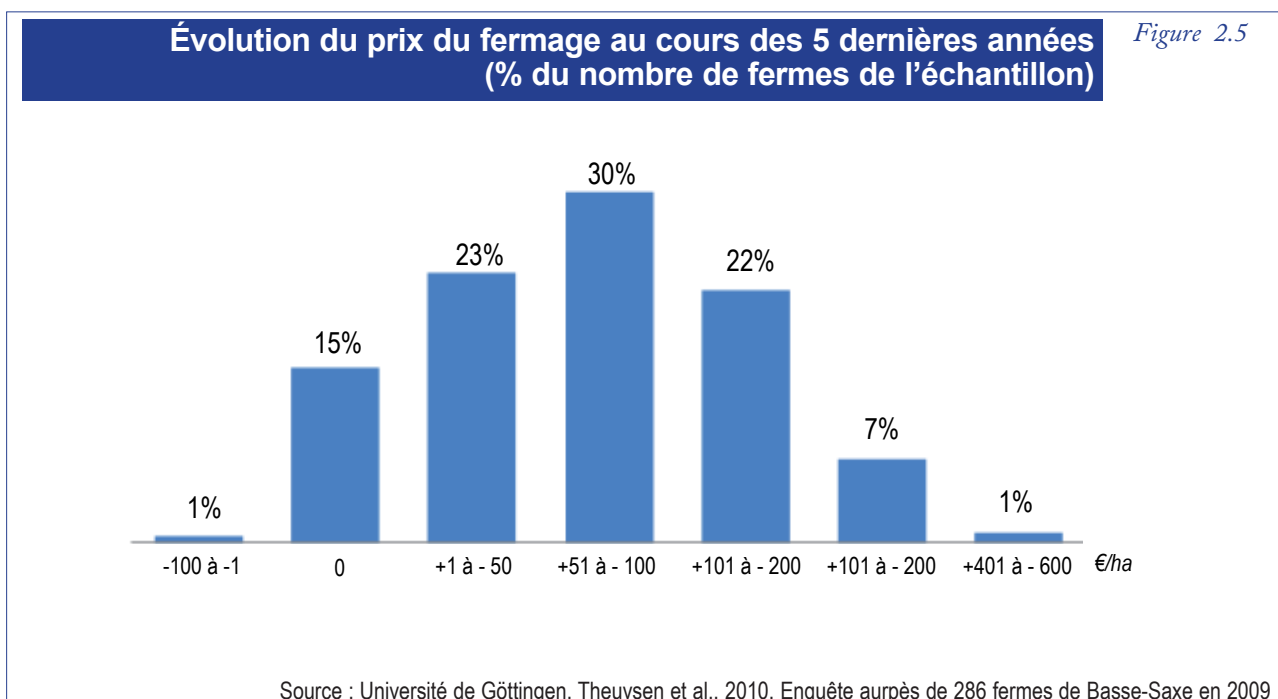
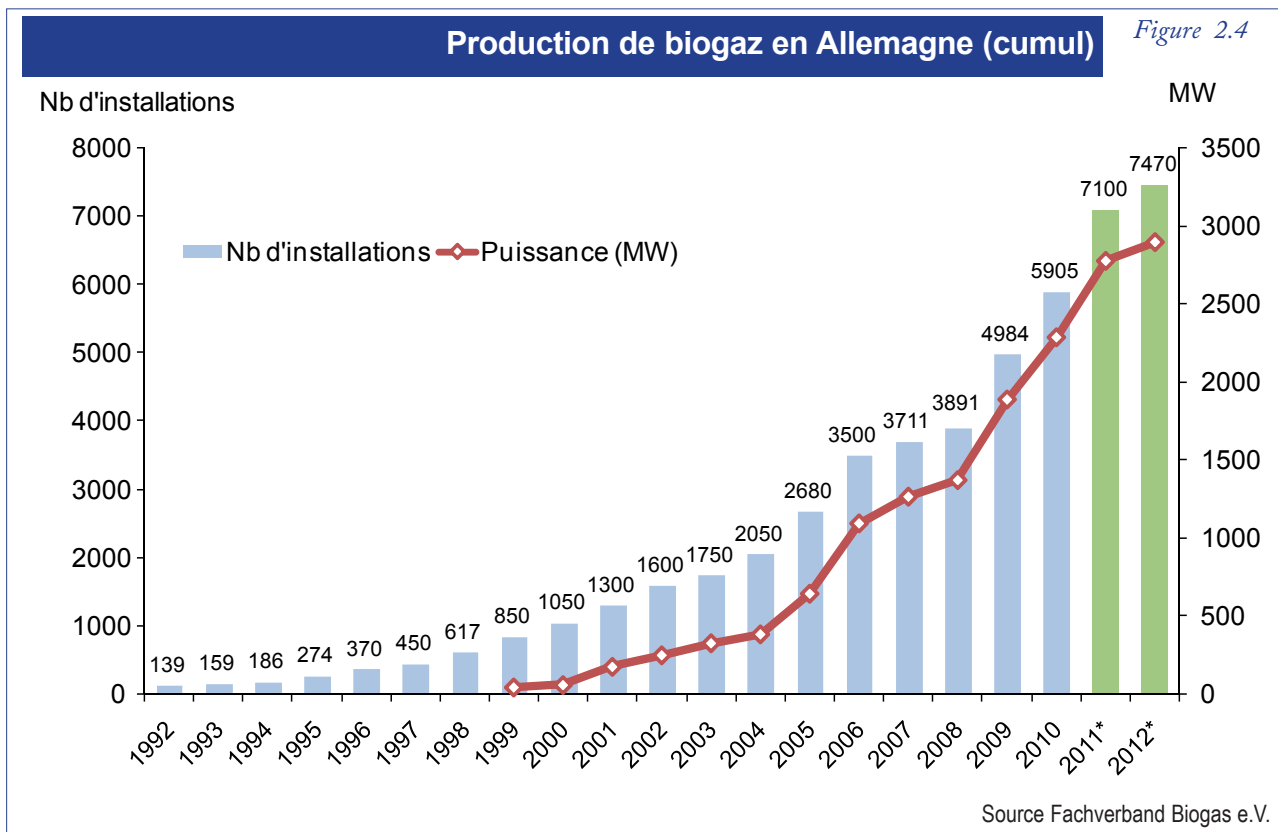
### **Le biogaz une assurance risque en cas de crise**

La production de biogaz et d'énergie photovoltaïque est très répandue dans les exploitations agricoles allemandes, du fait d'une politique énergétique incitative qui propose des prix de rachat parmi les plus élevés en Europe. Près de 60% des 7 500 digesteurs existants se situeraient dans des exploitations laitières dont la plupart possèdent aussi des installations photovoltaïques. Il est même rare qu'un toit de hangar ne soit pas recouvert de panneaux. Ce sont les consommateurs, et non les pouvoirs publics, qui paient via leur facture d'électricité la politique allemande de diversification énergétique. Les banques sont en outre très disposées à financer ces projets, parfois jusqu'à 95% des investissements totaux.

Ces formes de diversification sont une source de revenu significative et sûre pour les agriculteurs, en particulier les éleveurs qui sont davantage concernés. Cela les rend plus forts face aux investissements, aux aléas du prix du lait et à la prise de risque.

La fin des quotas est perçue en Allemagne comme une sorte de libération qui va enfin permettre aux éleveurs de produire au niveau de leurs capacités, notamment dans le Nord. L'ensemble de la filière se dit prête à absorber cette croissance.

> > >



Enfin, dernière opportunité significative, celle de la demande croissante, tant européenne que mondiale, en produits laitiers. Du fait de sa vocation exportatrice, la filière allemande se voit prête à répondre à cette croissance de la demande : les volumes de poudres et fromages exportés progressent d'année en année et la part des pays tiers dans le total des exportations progresse.

### **Renouvellement difficile des ressources humaines**

Face à ces atouts, la liste des **faiblesses** de la filière laitière allemande semble plus courte. Mais il existe bel et bien des freins significatifs à la croissance de la production. Tout d'abord, des problèmes de main-d'œuvre se posent dans chacun des trois bassins : au Sud, où les alternatives non agricoles privent les exploitations d'un renouvellement de générations pourtant nécessaire, à l'Est, où l'exode rural est toujours très fort et les besoins en main-d'œuvre importants dans des ateliers de grande taille et enfin au Nord, où la croissance de la taille des ateliers rend la main-d'œuvre jusqu'alors familiale insuffisante alors qu'il reste difficile de trouver des salariés.

### **Réduction des aides découplées pour les éleveurs laitiers**

La régionalisation des Droits à paiements uniques (DPU), dont la phase de transition progressive depuis un modèle historique se terminera en 2013, privera les exploitations laitières d'une partie de leurs aides (jusqu'à 17% pour les ateliers de 50 à 100 vaches). En 2010 et 2011, le *Sonderprogramm*, plan d'urgence d'aide au revenu, avait permis de limiter les effets de la régionalisation. En 2012, les éleveurs laitiers subiront d'importantes baisses de revenus avec l'arrêt de ces aides spéciales et la dégradation de la conjoncture laitière : baisse du prix du lait et envolée des intrants.

### **Marché intérieur mature et peu rémunérateur**

Enfin, le marché domestique est considéré comme peu rémunérateur par les industriels. Les consommateurs allemands se tournent plus facilement vers les

produits à faible valeur ajoutée. 50% des achats des ménages en produits laitiers sont réalisés en magasins hard-discount. D'après un article paru récemment dans la presse allemande, 80% des laits de consommation sont vendus au « premier prix », soit environ 45 centimes d'euro pour un litre de lait à 1,5% de matière grasse. En outre, il s'agit d'un marché mûr, avec une démographie vieillissante, sur lequel les industriels allemands n'entrevoient pas de développement. Les plus de 60 ans représentent aujourd'hui 26% de la population totale et les projections du gouvernement prévoient que cette part atteigne 40% en 2050. La population totale devrait commencer à reculer dès 2020 d'après plusieurs sources, ce qui se traduirait par un recul du marché domestique, qui absorbe encore aujourd'hui 55% de la production laitière totale. Toute croissance d'activité se fera donc sur les marchés à l'export.

Là encore, un certain nombre d'éléments extérieurs à la filière elle-même se posent en termes de **menaces**.

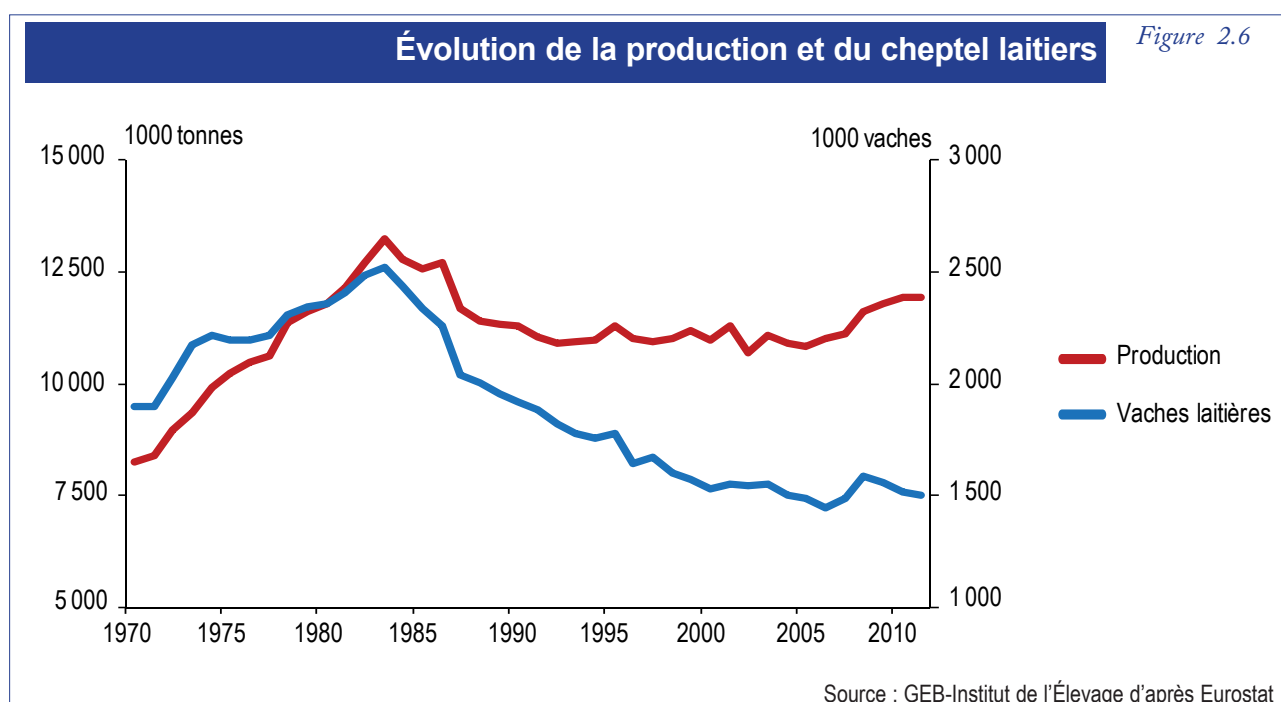
### **Le biogaz concurrent de la production laitière**

La politique énergétique allemande reste résolument programmée pour une hausse de la part des énergies renouvelables. Or, le développement de la production de biogaz commence à faire concurrence à la production laitière pour l'utilisation des terres et du maïs ensilage en particulier. À l'échelle du pays, ce sont plus de 850 000 ha de maïs ensilage qui partent désormais dans les digesteurs, soient 40% de la surface nationale, et il n'est pas rare de voir des ateliers disparaître au profit du biogaz. Cela touche également les exploitations qui n'ont pas de digesteur via l'utilisation du maïs et la hausse du prix du foncier.

La concurrence des céréales pèse aussi sur la production laitière, en particulier à l'Est dans les nouveaux Länder. Car la plupart des 4 500 exploitations laitières produisent aussi des céréales. De nombreux propriétaires se désengagent du lait au profit des seules grandes cultures devenues très rentables et bien moins exigeantes en travail. De plus, les disponibilités en main-d'œuvre salariée, notamment qualifiée, sont de plus en plus faibles dans les zones agricoles.

> > >

Analyse SWOT de la filière laitière néerlandaise		
ELEMENTS INTRINSEQUES	<b>FORCES</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Conditions agro-climatiques (sol, climat,..)</li> <li>• Niveau de formation des éleveurs</li> <li>• Image positive de la production laitière dans la société</li> <li>• Forts investissements dans la recherche et développement, notamment dans le domaine de la durabilité des exploitations</li> <li>• Elevages bien structurés et économiquement solides</li> <li>• Forte densité : faibles coûts (intrants service dont collecte et sous-traitance)</li> <li>• Secteur aval concentré</li> </ul>	<b>FAIBLESSES</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Problèmes environnementaux</li> <li>• Coût du travail, de la terre et des quotas</li> <li>• Forte densité : sensibilité aux maladies animales</li> <li>• Forte dépendance aux exportations : vulnérabilité aux restrictions commerciales et aux accords internationaux</li> </ul>
	<b>OPPORTUNITES</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Fin des quotas</li> <li>• Hausse de la demande dans les pays asiatiques</li> <li>• Attractivité du métier d'éleveur laitier</li> <li>• Les infrastructures (notamment Port de Rotterdam pour les importations d'intrants et les exportations de produits laitiers)</li> </ul>	<b>MENACES</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pressions de la société civile : bien-être, environnement</li> <li>• Concurrence des autres productions animales pour le foncier</li> <li>• Concurrence des activités non-agricoles</li> <li>• Difficulté de recruter des employés sur les fermes : apparition d'employés en provenance des pays de l'Est</li> </ul>
ELEMENTS EXTERIEURS		



## PAYS-BAS : Un modèle laitier robuste mais sous la pression environnementale

La filière laitière occupe une place majeure dans l'agroalimentaire des Pays-Bas. La production laitière est l'activité principale du tiers des exploitations néerlandaises. Elle occupe près de la moitié de la surface agricole utile (SAU), utilise l'essentiel des surfaces fourragères et emploie le quart de la main-d'œuvre agricole totale, salariés compris. Mais la filière laitière néerlandaise joue également un rôle important dans le commerce extérieur du pays. Elle exporte une partie de plus en plus importante de ses fabrications et réexporte une partie de ses importations, contribuant à hauteur de 7,5% dans les exportations agroalimentaires totales du pays.

Les acteurs économiques de la filière néerlandaise se préparent à un rebond de la production après 2015. Le laboratoire d'économie internationale de l'Université de Wageningen prévoit une croissance de 20% de la production laitière entre 2005 et 2020. Portée à 13 millions de tonnes, elle retrouverait alors le niveau record atteint en 1983 juste avant l'instauration des quotas laitiers.

Le secteur laitier néerlandais bénéficie en effet de nombreuses forces permettant d'augmenter rapidement la production. Certaines sont naturelles, comme les conditions agro-climatiques, d'autres ont été créées par les autorités néerlandaises, comme le système de formation agricole ou les infrastructures qui permettent, entre autres, l'approvisionnement en intrants à des prix inférieurs à ceux de ses voisins européens.

### **FrieslandCampina, un oligopsonne puissant**

Enfin, le fonctionnement du marché a engendré une forte concentration du maillon transformation. En 2011, le pays ne comptait plus que 20 entreprises dont 5 coopératives qui possèdent 31 usines sur les 50 recensées dans le pays selon l'interprofession *Productschap Zuivel*. À elle seule FrieslandCampina possède la moitié des sites de fabrication et collecte 80% de la production laitière nationale. Cette hyperconcentration de la transformation est un avantage pour affronter la concurrence européenne et conquérir de nouveaux marchés.

### Chiffres clés laitiers des Pays-Bas en 2011

Détenteurs de quotas livraisons	18 512
Collecte laitière (millions de tonnes)	11,6
Cheptel laitier (1000 têtes)	1 504
Part de la collecte exportée (%)	60%
Solde commercial (millions de tonnes de lait)	5,9
Solde commercial (millions d'euros)	3 200
Consommation/hab (kg de lait/hab.)	350
Part du 1 <sup>er</sup> collecteur	80%
Collecte nationale par les coopératives	90%

D'autant que la coopérative majoritaire est en très bonne santé financière. Après une baisse de 24% de ses profits en 2011, ceux-ci sont repartis à la hausse de près de 9% au 1<sup>er</sup> semestre 2012, le chiffre d'affaires augmentant de plus de 7%. La hausse de volume liée à la progression des prix expliquerait ces derniers résultats. La réussite et la renommée de FrieslandCampina lui permet d'ailleurs d'attirer des investissements d'outre-Atlantique pour financer l'acquisition de sociétés (Alaska Milk Corporation par exemple).

### **Qui oriente la recherche et la production**

La dynamique de développement impulsée par FrieslandCampina ainsi que les fonds consacrés à la Recherche et Développement par la coopérative semblent avoir un effet d'entraînement sur la filière. La Recherche/Développement sur le thème de la durabilité des exploitations agricoles est partagée avec les autres acteurs de la filière, les éleveurs et les pouvoirs publics, qui portent une dynamique collective sur ce sujet.

### **Une image positive à entretenir**

La production laitière semble également bénéficier d'une image positive auprès des consommateurs et de la société civile, mais celle-ci doit être entretenue. Les consommateurs associent la production laitière au pâturage des vaches. Or, d'après FrieslandCampina, 25% des élevages laitiers, en majorité les plus grands, ne font plus sortir leurs animaux. Cette part ne cesse de progresser avec l'accroissement de la taille des exploitations et la robotisation croissante de la traite.

> > >

Le confinement des animaux associé à une alimentation composée d'ensilage d'herbe, d'ensilage de maïs et de concentré semble gagner du terrain année après année, car jugé plus efficace économiquement. L'objectif affiché par FrieslandCampina, ainsi que par d'autres collecteurs, est de freiner voire de stopper cette évolution afin de pouvoir conserver ce qui est appelé aux Pays-Bas, la « licence de production ». Ainsi, plusieurs sociétés dont FrieslandCampina ont mis en place un système incitant les éleveurs à faire sortir leurs animaux quatre mois par an, soit 120 jours pendant au moins 6 heures/jour. Deux moyens complémentaires sont utilisés pour persuader les éleveurs : une contribution financière de la société, qui a été multipliée par 10 en 2012 et se monte à 87 centimes/100 litres de quota ; la formation, à travers des réunions et des portes ouvertes dans certaines exploitations. Des élevages de grande taille qui avaient abandonné le système du pâturage, pour des raisons économiques ou à cause de problèmes de disponibilité du parcellaire, remettent de nouveau leur troupeau au pâturage.

Un contrôle devrait être effectué chaque été lors de la visite régulière des techniciens de FrieslandCampina. Environ 74% des membres néerlandais de FrieslandCampina ont accepté d'entrer dans ce programme. Mais pour les autres existe également un programme de « pâturage partiel », qui limite à 25% la proportion de vaches à faire pâturer. Ce nouveau projet intéresserait 8% des membres néerlandais de la coopérative. L'ensemble de ces actions devrait coûter 60 millions d'euros par an à FrieslandCampina. Mais la coopérative espère, outre une image améliorée auprès des consommateurs, tirer profit du pâturage en développant la commercialisation du lait étiqueté « *pasture-fed milk* », qui a commencé en 2007, à un prix plus élevé.

### **L'export vers les pays tiers : une opportunité**

Le positionnement des produits laitiers néerlandais à l'export est une force indéniable du secteur. La filière laitière est structurellement excédentaire. La production nationale, qui fournit plus de 700 litres de lait par habitant, est bien supérieure aux besoins du marché intérieur qui sont limités par la taille de la population. Les exportations de produits laitiers représentaient donc 7,5% des exportations totales agroalimentaires néerlandaises en 2011, une proportion quasi-stable depuis le début des années 2000. Les importations de

produits laitiers ne comptaient que pour moins de 5% des importations agroalimentaires. En 2011, le secteur affichait ainsi un excédent commercial de 3 milliards d'euros composé pour près de 60% des échanges de fromages, loin devant ceux de poudres grasses et de beurre. La majorité des expéditions de fromages et de beurre s'écoule sur le marché intracommunautaire.

Les Pays-Bas sont de plus en plus dynamiques vers les pays asiatiques : si les expéditions de fromages restent faibles en volume, elles affichent parmi les plus forts taux de progression. Elles sont en revanche prédominantes en poudres maigre et grasses avec respectivement 65% et 85% des volumes exportés sur les pays tiers. Et c'est vers cette partie du monde, que les Pays-Bas comptent exporter les volumes supplémentaires qui seront produits une fois les quotas disparus.

Cette forte attente vis à vis des exportations vers l'Asie peut également se révéler une faiblesse, compte tenu des politiques commerciales changeantes des pays importateurs et des négociations parfois aléatoires des accords commerciaux.

### **La production néerlandaise sous la pression environnementale**

Une des principales faiblesses de la production laitière néerlandaise réside dans les contraintes environnementales. L'azote, les phosphates et l'ammoniac constituent toujours les plus importantes limites à la croissance future de la production.

Depuis 1998 et la transcription en droit national de la « directive nitrates », les Pays-Bas ont décidé de classer l'ensemble de leur territoire en zone vulnérable, étant donné les caractéristiques pédologiques et agricoles du pays. Les Pays-Bas ont demandé, et obtenu, une dérogation pour pouvoir épandre 250 kg d'azote organique/ha au lieu des 170 kg/ha prévus dans la « directive nitrates ». Ce volume d'épandage n'est autorisé que dans les exploitations agricoles disposant d'au moins 70% de la SFP en prairie, ces dernières ayant comme avantage des périodes de végétation longues et une forte capacité d'absorption de l'azote. Les exploitations laitières peuvent donc pratiquement toutes bénéficier de cette dérogation, ce qui n'est pas le cas des exploitations porcines et avicoles.

En 2009, près de la moitié des phosphates rejetés aux Pays-Bas provient de la production laitière, un quart de la production porcine et 15% de l'aviculture. Les



surplus d'azote au niveau des fermes laitières, bien que moins importants qu'au sein des exploitations porcines ou avicoles, restent encore élevés (environ +150 kg d'azote/ha). Elles ont certes été divisées par deux depuis 1995, mais sont encore, en moyenne, deux fois plus élevées que dans les exploitations laitières de l'Ouest de la France. Les conséquences de ces surplus d'azote paraissent cependant moins problématiques qu'en Bretagne. Grâce à la dénitrification naturelle dans les zones tourbeuses, les eaux sont moins chargées en nitrates lorsqu'elles arrivent en mer malgré une pression plus élevée sur le milieu.

### **Des quotas laitiers aux quotas « lisier » ?**

Au cours de l'été 2011, un accord a été conclu entre le gouvernement et les organisations représentatives des secteurs laitier, porcin et avicole. Cet accord a été présenté au parlement en septembre 2011. Il fixe le cadre d'une nouvelle politique de gestion du surplus de lisier et de sa réduction programmée. Ce nouveau système est destiné à remplacer les quotas laitiers et les mesures d'encadrement des effectifs de porcs et de volailles qui doivent disparaître dans les années à venir. Il doit être appliqué au 1er janvier 2013. Concrètement, les éleveurs devront livrer une partie de leur surplus en lisier à des usines spécialisées dans la séparation de phase P/N ou alors l'exporter vers les pays voisins. Les expéditions de lisiers hors des exploitations concernent environ 60% des éleveurs laitiers et la quasi-totalité des exploitations porcines et avicoles. La proportion du volume à livrer n'est pas encore fixée et devrait varier selon les provinces et le type d'animaux élevés entre 0 et 30%. Les agriculteurs devront avoir conclu en année n-1 les contrats avec les entreprises ou les éleveurs acceptant leur lisier en année n, faute de quoi leur production laitière sera limitée au prorata du volume du surplus de lisier ayant fait l'objet d'un contrat. Ces derniers sont passés par l'intermédiaire des transporteurs qui regroupent les demandes des éleveurs.

Certaines usines de traitement existent mais d'autres sont en construction. Elles exporteront la phase solide (phosphate) vers d'autres pays et pourraient revendre la phase liquide (N) comme engrais aux agriculteurs.

En outre, un accord entre les fabricants d'aliments pour animaux et les éleveurs prévoit également une réduction de la teneur en phosphate dans l'alimentation animale. L'objectif serait de diminuer le volume

de phosphate de 20 000 tonnes dans le pays sur les 170 000 tonnes produites annuellement par les élevages. Cet accord devrait aider à respecter les nouveaux seuils que les autorités nationales ont introduits dans le but d'atteindre un bilan de phosphate équilibré en 2015.

L'ammoniac fait également partie des émissions sous surveillance. Un nouveau plafond, en discussion à Bruxelles à l'horizon 2020, devrait être 10 à 20% inférieur au niveau de 2010. Les Pays-Bas ne devaient pas émettre plus de 260 000 tonnes d'oxydes d'azote et 128 000 tonnes d'ammoniac en 2010 (pour la France, ces chiffres étaient respectivement de 810 000 et 780 000 tonnes). L'objectif pour l'agriculture néerlandaise était fixé à 98 000 tonnes d'ammoniac (dont 60% d'origine bovine), auxquelles s'ajoutaient en pratique la réserve de 18 000 tonnes, soit un total de 116 000 tonnes. En 2011, les émissions totales d'ammoniac seraient légèrement inférieures à 128 000 tonnes.

### **Vers un plafonnement de la taille des sites d'élevages**

Des discussions sont également en cours pour imposer des plafonds en ce qui concerne le nombre d'animaux par site. Un texte de loi a été présenté au parlement par le Ministère de l'Agriculture et a fait l'objet de discussions animées. Le Ministère a mentionné vouloir prendre en compte les attentes de la société souhaitant des élevages durables et de taille « raisonnable ». Les chiffres évoqués mentionnent un maximum de 400-500 bovins sur une exploitation laitière, chiffre qui englobe les génisses de renouvellement.

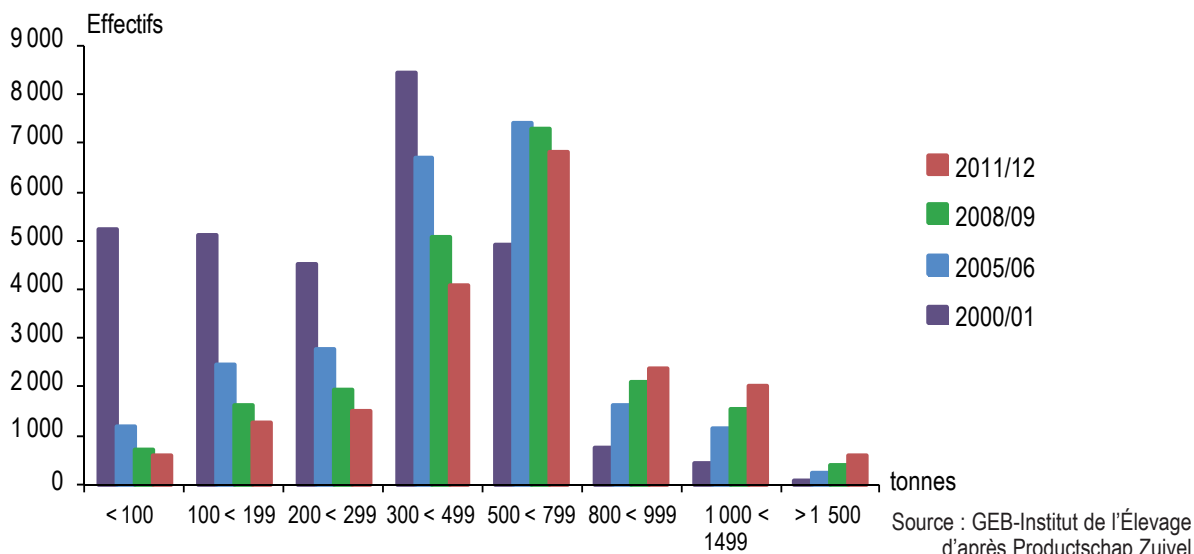
Un rapport publié par Alterra fin 2011, indique que les Pays-Bas comptaient en 2009 660 « méga-fermes » toutes productions animales confondues, soit deux fois plus qu'en 2000. Ce chiffre ne représente cependant qu'à peine plus de 1% des exploitations de production animale du pays. Une « méga-ferme » est définie comme une exploitation possédant au moins 225 vaches laitières et 150 génisses, ou 7 500 porcs ou 2 000 veaux de boucherie. Dans le secteur laitier, seuls 3% des élevages, produisant plus de 1 500 tonnes de lait par an mais détenant 10% du quota national, entraient dans cette catégorie.

Le projet semble pour l'instant bloqué au niveau du parlement national mais des initiatives pourraient voir le jour au niveau local.

> > >

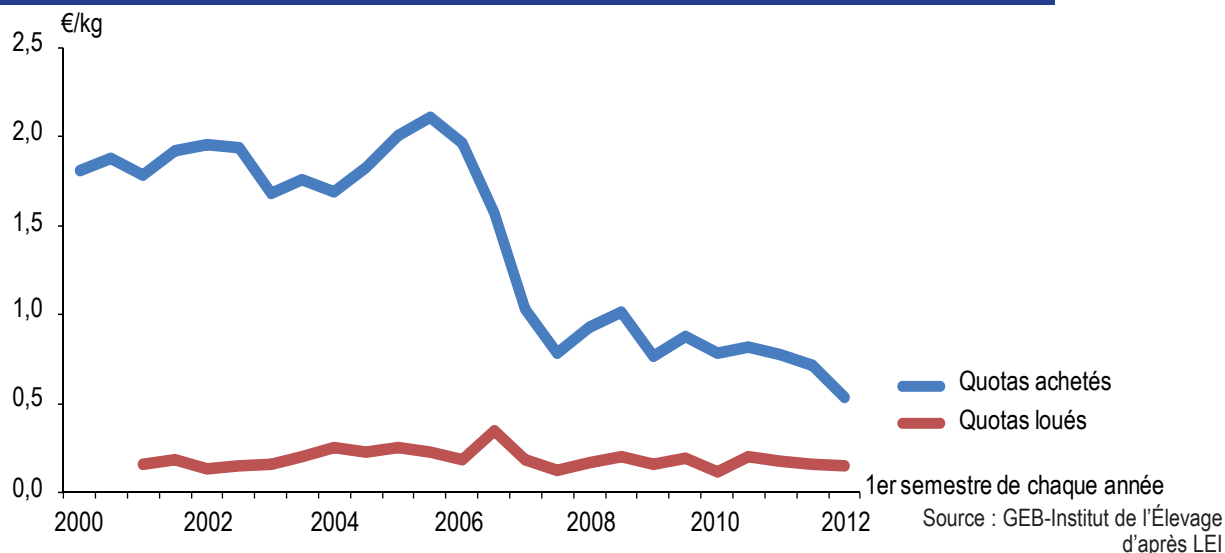
### Répartition des élevages selon les classes de quotas

Figure 2.7



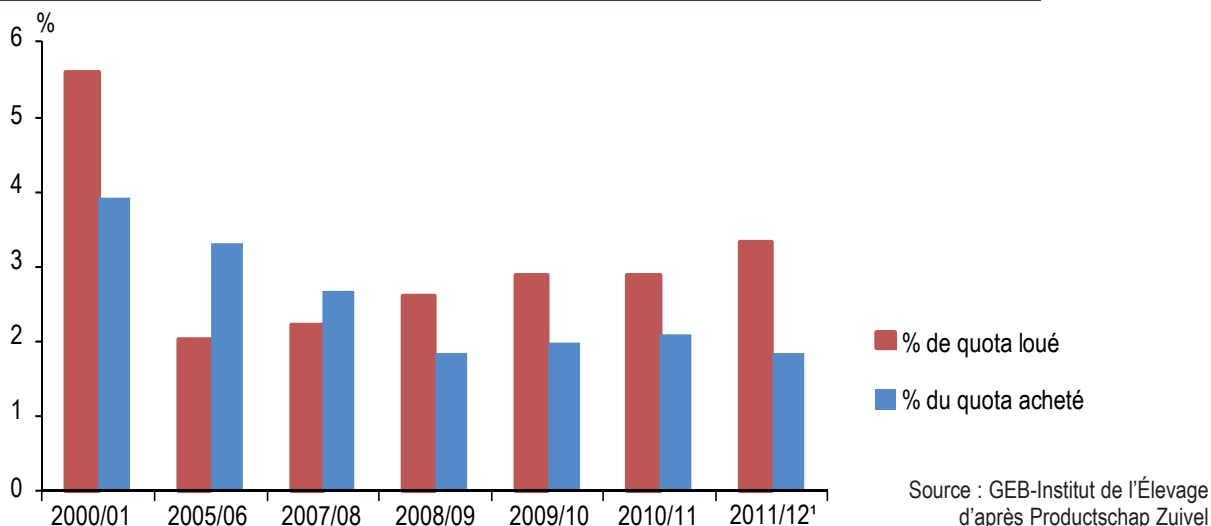
### Valeur des quotas laitiers échangés

Figure 2.8



### Proportion du volume de quota ayant fait l'objet d'une vente ou d'une location

Figure 2.9





## Des quotas toujours très chers

Le marché des quotas est libre aux Pays-Bas. Ils s'échangent par le biais de courtiers et ne sont plus obligatoirement liés au foncier depuis 2006. La valeur des quotas échangés demeure élevée. Après une chute en 2006 et 2007, le prix de vente des quotas a connu, au cours des 3 années suivantes, des hausses et des baisses sans que le prix moyen ne varie énormément. On observe cependant un recul depuis début 2011 et le prix à la fin du 1er semestre 2012 s'établit à 0,49 €/kg. Ce cours est toujours nettement plus élevé qu'en Allemagne (0,13 €/kg) et qu'au Danemark (0,15 €/kg).

Ce niveau de prix apparaît au premier abord comme une faiblesse apparente, handicapant le « *soft landing* ». Mais les autorités néerlandaises ont su la transformer en élément « neutre » à travers une politique fiscale avantageuse. Le quota acheté depuis 2005 est en effet amorti dans la comptabilité de l'entreprise agricole en fonction du nombre d'années qui restent pour atteindre 2015 (auparavant, le quota était amorti en 6 ou 8 ans), rendant ainsi moins douloureux l'investissement et permettant au dynamisme laitier néerlandais de se déployer.

La situation semble cependant évoluer. Les achats de quotas en 2011/2012 ont reculé par rapport à ceux de 2010. Un peu plus de 4 600 transactions ont eu lieu (chiffres de *Productschap Zuivel*) contre plus de 5 700 lors de la campagne précédente, soit une baisse de 19%. Par contre, le volume moyen échangé lors des transactions est en progression de 9%, à 46 000 kg.

## Des éleveurs incités à s'agrandir

Les raisons qui incitent les éleveurs néerlandais à acheter des quotas par les éleveurs sont multiples.

D'abord, le prix du lait payé aux Pays-Bas reste parmi les plus élevés, ce qui entretient une confiance aux éleveurs. Ensuite, de nombreuses étables ont été construites en 2008-2009 et les éleveurs veulent avoir un retour sur investissement rapide. Ils se voient donc contraints d'acheter des quotas pour pouvoir remplir leurs étables. Enfin, comme indiqué plus haut, l'évolution des réglementations environnementales (voire une limitation directe du nombre d'animaux) incite de nombreux éleveurs à agrandir leur exploitation le plus

rapidement possible en espérant que leurs acquis soient garantis lors de l'application des nouvelles lois. Certains exploitants cherchent ainsi en premier lieu à développer leur cheptel et ne s'intéresseront à la productivité de leurs animaux qu'une fois atteinte la taille voulue. D'autres misent sur la création d'un deuxième site de production à quelques kilomètres du premier.

Le rôle des banques, qui inciteraient les éleveurs à acheter des quotas, a été mentionné lors des rencontres avec les acteurs du secteur. Officiellement, Rabobank se défend de pousser les éleveurs à investir dans le quota mais admet que si les investissements en bâtiments d'une exploitation sont élevés, elle peut encourager les éleveurs à acheter des volumes supplémentaires, et les animaux qui vont avec, afin d'augmenter leur capacité de remboursement.

Par contre, le volume de quotas ayant fait l'objet de location a bondi de 17% sur la campagne 2011/2012. La crise de 2009 a en effet incité de nombreux éleveurs à privilégier la flexibilité et à louer du quota au lieu de l'acheter. En outre, le faible taux de cessation laitière limite les volumes disponibles à la vente. La mise en location des quotas s'expliquerait donc également par les sous-réalisations d'une partie des élevages et la sur-réalisation d'un certain nombre d'exploitations. Au final, le volume des quotas loués dépasse donc celui des quotas vendus.

Dans les années à venir, les quotas ne pourront plus être utilisés pour réguler la production. La régulation devrait se faire à travers le prix de la terre, au sein duquel une partie de la valeur des quotas devrait se retrouver, et des règles environnementales dont les premières moutures ont été décrites plus haut.

## Mais la crise de 2009 a modifié l'attitude des éleveurs néerlandais

Comme partout en Europe, la chute des cours a fortement dégradé la situation économique et financière des exploitations laitières. Contrairement aux réactions observées dans d'autres pays, les éleveurs néerlandais n'ont pas réduit leur niveau de production ni leur niveau de consommation des intrants. Face à des charges stables et des revenus en baisse, les éleveurs ont diminué leurs investissements et négocié avec leur banque l'ajournement du remboursement du capital,

> > >

### PRISE EN COMPTE DE L'AMORTISSEMENT DANS LES CALCULS DE REVENU EFFECTUÉS PAR LE LEI

L'amortissement des quotas est un enjeu important aux Pays-Bas et a fait l'objet de recherches. Le département de recherche en Economie agricole de l'Université de Wageningen (LEI) a été chargé par le ministère de l'agriculture néerlandais de calculer le revenu des éleveurs laitiers en prenant en compte l'amortissement des quotas. Le Ministère désirait savoir quel était l'impact de l'amortissement sur le revenu et pouvoir comparer le revenu des éleveurs néerlandais avec d'autres pays qui

ne pratiquent pas l'amortissement.

La méthode de calcul est la suivante :

Sur le volume de quota présent dans l'exploitation en 2009 :

- 50% du quota vient des références de 1984

-50% du quota a été acheté par l'exploitant. La moitié de ce volume (soit 25% du total) a été acheté au cours des deux années

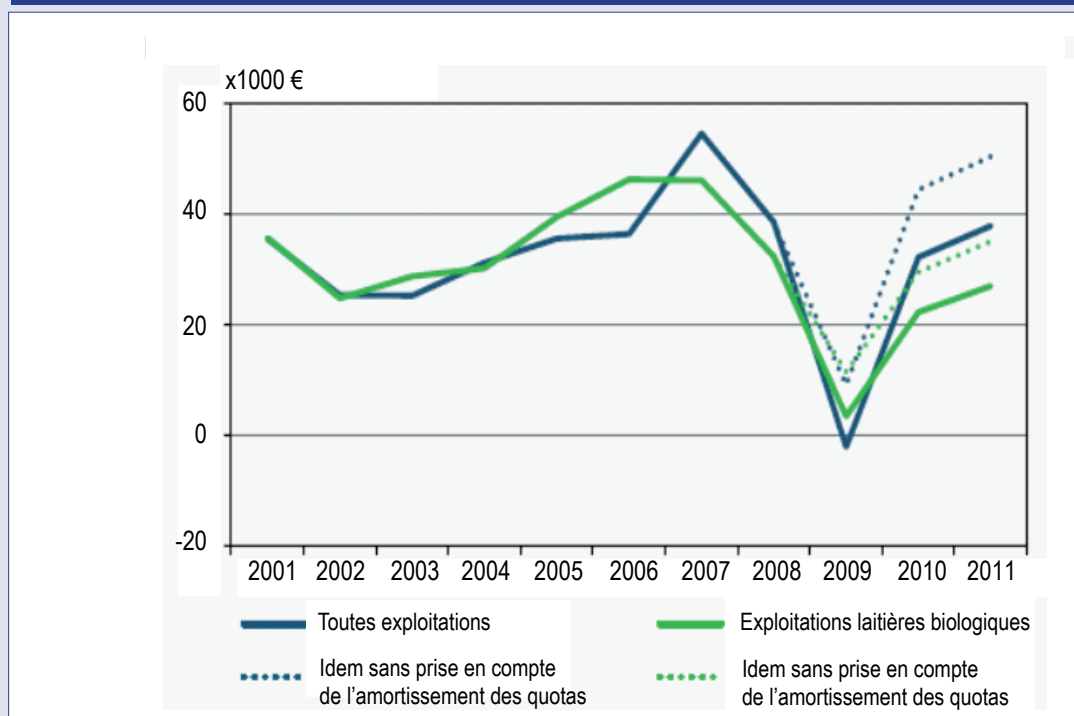
précédentes et est amorti au prix de 2009 sur 75 mois (jusqu'en 2015).

Si des achats ont lieu en 2009 et 2010, seuls 50% seront dépréciés jusqu'en 2015 car le LEI considère qu'une partie du prix du quota se retrouvera dans le prix de la terre en 2015.

Ainsi depuis 2009, le RICA néerlandais publie deux séries de revenus qui diffèrent d'environ 12 000 euros par UTAF.

### Évolution du revenu des exploitations laitières par UTAF

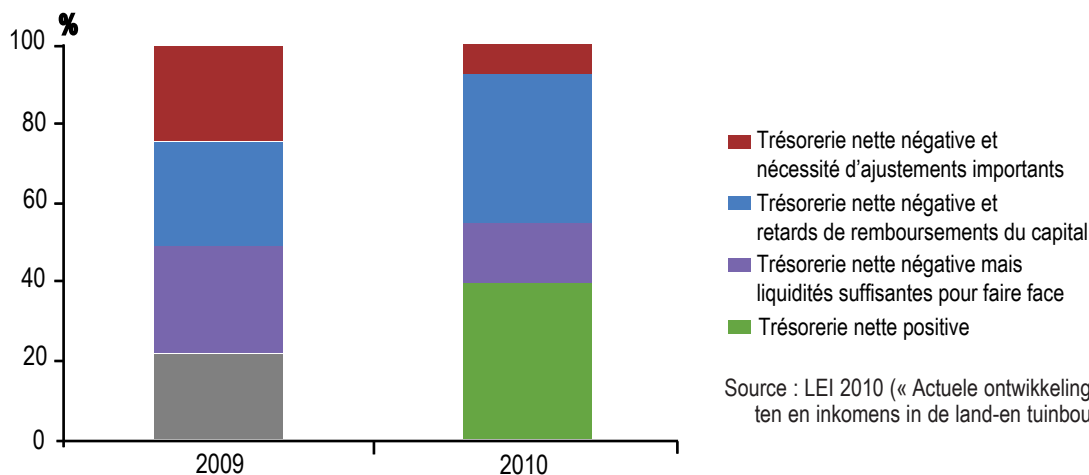
Figure 2.10



Source : LEI 2011 (« Actuele ontwikkeling van resultaten en inkomens in de land-en tuinbouw in 2011 »)

### Répartition des exploitations laitières selon leur situation sur le plan des liquidités

Figure 2.11



Source : LEI 2010 (« Actuele ontwikkeling van resultaten en inkomens in de land-en tuinbouw in 2010 »)

voire des intérêts, de leurs prêts. D'après les données du LEI, à l'issue de l'année 2009 :

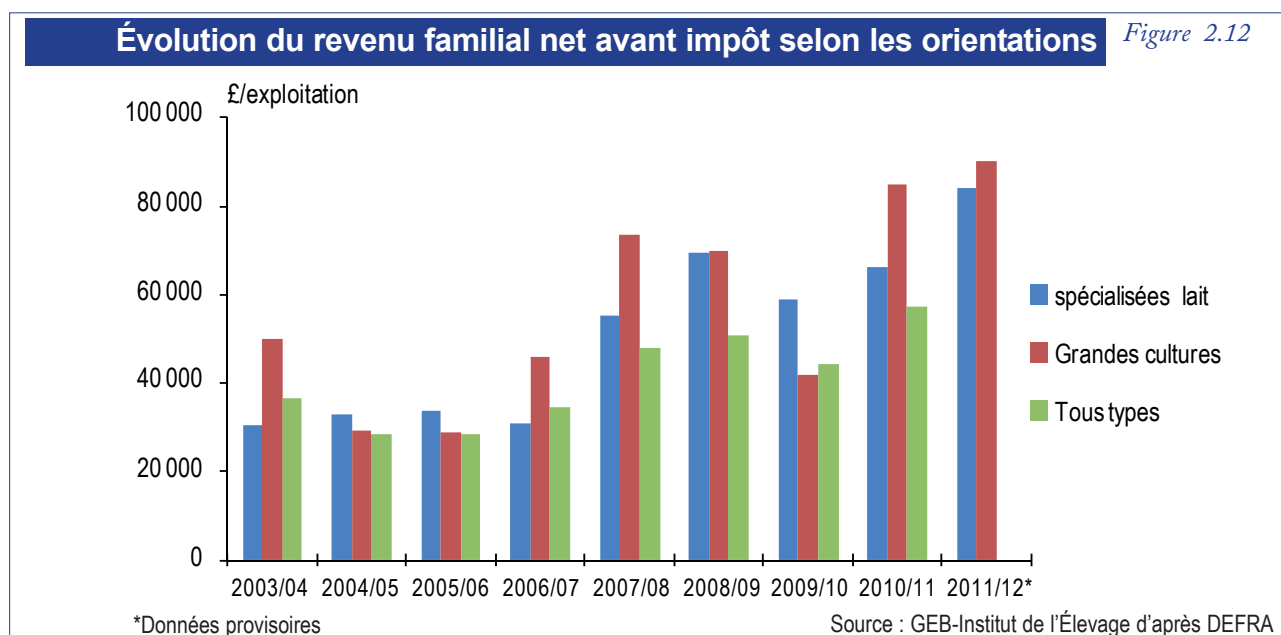
- 20% des éleveurs avaient une trésorerie positive,
- 25% avaient une trésorerie négative mais disposaient de suffisamment liquidités et ont pu faire face,
- 30% avaient une trésorerie négative et pas assez de liquidités : ils ont dû repousser le remboursement de leur capital,
- 25% étaient en sérieuses difficultés et ont sûrement dû repousser le remboursement du capital et des intérêts, peut-être vendre des terres...

En 2010, les proportions ont évolué mais plus de 60% des éleveurs laitiers affichaient encore une trésorerie négative. Ainsi, derrière une moyenne relativement rassurante, les problèmes persistaient pour une majorité des éleveurs néerlandais.

Mais la crise de 2009 a modifié l'attitude des éleveurs. Malgré des prix élevés en 2011, les investissements ont été relativement modérés. D'une part, la crise est toujours présente dans les esprits. Certains éleveurs choisissent de garder une partie de l'argent en réserve en cas de nouvelle crise. Les éleveurs ont donc intégré la volatilité des prix dans la conduite de leur exploitation, à travers la constitution d'une réserve pour affronter d'éventuelles nouvelles chutes de prix. D'après les chercheurs du LEI, une autre crise dans les mois à venir aurait des conséquences bien plus importantes que celle de 2009. D'autre part, ils anticipent les investissements à venir notamment dans les bâtiments réduisant les impacts sur l'environnement, dans le bien être animal...avec des DPU prévus en baisse, notamment car le gouvernement veut garder des fonds pour stimuler les politiques environnementales. Les investissements, lorsqu'ils ont lieu, concernent surtout le renouvellement des étables (bâties dans les années 70-80) et leur agrandissement.

> > >

Analyse SWOT de la filière laitière britannique		
<b>ELEMENTS INTRINSEQUES</b>	<b>FORCES</b>	<b>FAIBLESSES</b>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Climat propice à la production herbagère</li> <li>• De très bons résultats économiques</li> <li>• Main-d'œuvre salariée bon marché</li> <li>• Marché captif des laits liquides solide et rémunérateur</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Concurrence des grandes cultures</li> <li>• Des éleveurs âgés et peu entrepreneurs</li> <li>• Faible organisation collective des éleveurs</li> <li>• Transformation laitière duale</li> <li>• Politique agricole nationale plutôt défavorable à la production</li> </ul>
<b>ELEMENTS EXTERIEURS</b>	<b>OPPORTUNITES</b>	<b>MENACES</b>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dimension économique de l'agriculture redécouverte</li> <li>• Des transformateurs étrangers offensifs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réévaluation rampante de la livre</li> <li>• Agrandissement des élevages réduit la place du pâturage</li> <li>• Envolée du prix du foncier</li> <li>• Persistance de la tuberculose bovine</li> </ul>



## ROYAUME-UNI : Des exploitations laitières rentables dans l'expectative

Troisième pays laitier européen, avec 14 millions de tonnes de production en 2011, le Royaume-Uni demeure un pays singulier au sein de l'Europe laitière. Sa production se maintient à peine, après avoir décliné entre 2003 et 2009. Pourtant, les exploitations laitières paraissent désormais en bonne santé économique et financière. Elles dégagent de très bons revenus du fait de leur grande taille grâce à de très bonnes performances techniques et des investissements limités. Mais la production évolue géographiquement : elle se déplace du sud de l'Angleterre vers l'Ouest (Pays de Galles) et vers le Nord (Ecosse et Irlande du nord). De plus, elle n'est pas en mesure de couvrir la demande intérieure croissante en produits de grande consommation.

Seul le marché captif des laits frais pasteurisés, toujours prédominants, est autosuffisant. Les marchés des fromages, à l'exception du cheddar, des yaourts et même du beurre enregistrent des déficits structurels et croissants. En revanche, les soldes commerciaux des produits industriels (crèmes, poudres grasses et poudre maigre) sont structurellement excédentaires.

Ce pays bénéficie pourtant d'indéniables atouts, notamment au stade de la production. Mais les faiblesses de la transformation et les menaces qui pèsent sur la filière semblent l'emporter, à moins que l'offensive de deux transformateurs étrangers ne change la donne...

### **Un climat propice à la production herbagère**

Comme la République d'Irlande, le Royaume-Uni bénéficie d'un climat très océanique, propice à la production herbagère et fourragère. En revanche, le modèle laitier anglais est en de nombreux points (taille, saisonnalité, conduite d'élevage, restructuration, dynamisme des éleveurs) très différent du modèle irlandais. Cela tient à des orientations agricoles très différentes entre les deux pays, libérale au Royaume-Uni, et des débouchés très différents. La saisonnalité de la collecte est très réduite au Royaume-Uni du fait de la demande en laits de consommation et de produits frais dans un pays de 58 millions d'habitants.

### Chiffres clés laitiers du Royaume-Uni en 2011

Détenteurs de quotas livraisons	15 158
Collecte laitière (millions de tonnes)	13,8
Cheptel laitier (1000 têtes)	1 814
Part de la consommation importée (%)	27%
Part de la collecte exportée (%)	18%
Solde commercial (millions de tonnes de lait)	-1,8
Solde commercial (millions d'euros)	-1 282
Consommation/hab (kg de lait/hab.)	250
Part du 1 <sup>er</sup> collecteur	22%
Collecte nationale par les coopératives	33%

### **De très bons résultats économiques**

Les exploitations laitières britanniques, notamment anglaises, présentent sur le papier de nombreux atouts. Elles dégagent des revenus plutôt confortables, en moyenne les plus élevés par exploitation comme par UTA familiale au sein de l'Union européenne. Le ministère de l'Agriculture (DEFRA) estime à 84 000 £ (95 000 €) le revenu moyen net avant impôt des exploitations laitières anglaises spécialisées sur l'année comptable 2011/12 (le mois de clôture se situant entre décembre et avril). Soit un revenu presque aussi élevé que celui de grandes cultures (90 000 £) sur la même période. Sur longue période (2003 à 2011), le revenu des exploitations laitières est en revanche demeuré en moyenne inférieur de 10% à celui des exploitations de grande culture.

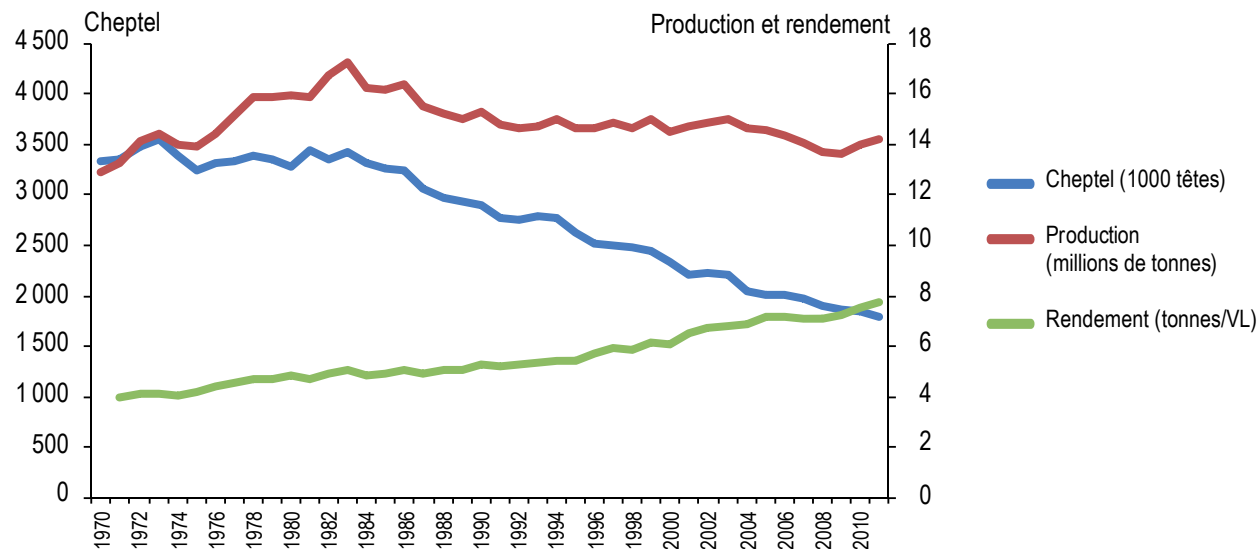
Bien entendu les disparités sont très importantes : 25% des exploitations laitières britanniques ont dégagé plus de 100 000 £ en 2010/11, et 25% moins de 20 000 £, la moyenne se situant à 66 000 £.

Ces bons résultats économiques tiennent en premier lieu à la taille des structures et des ateliers, parmi les plus grandes de l'Union européenne, en moyenne 141 ha de SAU en 2010 d'après le DEFRA. L'essentiel (85%) de la surface est dédié à l'élevage laitier, les surfaces en herbe occupent 70% de la SAU, mais la place du maïs fourrager (19 ha en moyenne) tend à progresser. La conduite intensive des surfaces fourragères comme des ateliers est la deuxième raison de la bonne performance économique des exploitations laitières. Les 12 000 élevages anglais recensés en 2011 comptent en moyenne 145 vaches laitières dont le

> > >

### Évolution du cheptel, de la production et du rendement laitiers

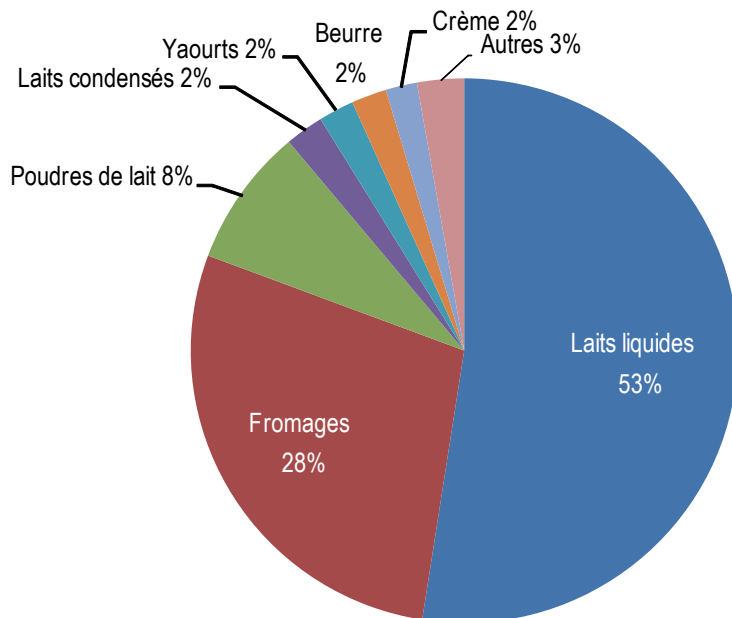
Figure 2.13



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

### Utilisation de la collecte laitière en 2011/12 selon les fabrications

Figure 2.14



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après DairyCo

rendement (7 750 kg) permet de produire 10 000 litres de lait par hectare de SFP.

### **Un modèle technique efficace et robuste**

Si l'herbe demeure au cœur de la ration, la place du pâturage recule avec la taille des élevages. La ration complète s'impose progressivement dans les très grands ateliers et la distribution d'aliments concentrés est relativement élevée, estimée à 2 000 kg par vache, du même ordre qu'aux Pays-Bas. La conduite dominante des élevages est assez proche de celle observée aux Pays-Bas, même s'il existe bien entendu une certaine diversité. Les vèlages sont étalés et la collecte peu saisonnalisée. Relativement élevé (1,9 UGB/ha de SFP en moyenne), le chargement animal ne pose pas problème dès lors que l'essentiel (80%) de la SAU est en prairie, depuis que les autorités nationales ont obtenu de Bruxelles la dérogation de 250 unités d'azote organique par hectare.

De plus en plus grandes, les exploitations laitières recourent de plus en plus à de la main-d'œuvre salariée. Fréquent mais secondaire dans les ateliers de moins de 100 vaches, le salariat est systématique dans ceux de plus de 1 million de litres de production où il devient aussi important que l'emploi familial. La main-d'œuvre familiale, en moyenne 2,0 UTA par exploitation, varie peu selon la taille de l'élevage : le chef d'exploitation, l'épouse le plus souvent à temps partiel et une troisième personne, stagiaire, ascendant ou descendant. Tous élevages confondus, la main d'œuvre salariée est presque aussi importante que la main-d'œuvre familiale. Les éleveurs anglais bénéficient d'une législation peu contraignante pour les employeurs et d'une main-d'œuvre bon marché, d'autant plus que les cotisations sociales sont relativement faibles tant pour l'employeur que pour l'employé. Malgré la crise, les éleveurs emploient toujours de nombreux travailleurs polonais dans un secteur où la main d'œuvre locale demeure rare. Le premier recrutement est souvent le plus délicat. Ensuite, le salarié, le plus souvent Polonais, se charge de recruter dans ses réseaux familiaux les employés supplémentaires ou de suppléer les emplois vacants.

Les éleveurs anglais sont avant tout des entrepreneurs qui optimisent les facteurs de production à leur disposition pour dégager le maximum de revenu. Ils investissent à minima, notamment dans les conditions de travail, dès lors qu'ils délèguent à des employés l'exé-

cution des tâches et disposent d'une main d'œuvre relativement peu onéreuse. Ils privilégient les investissements indispensables à la croissance de leur atelier ou rendus inévitables en termes de mises aux normes environnementales. Ramenés par tonne de lait, les investissements sont parmi les plus faibles. De plus, ils délèguent au maximum les travaux agronomiques à des sociétés de services afin de limiter les investissements en machinisme agricole. Le choix du salariat explique sans doute la faible substitution du travail par du capital et le plafonnement de la productivité du travail exprimée en tonne de lait par UTA totale.

### **Un marché captif et rémunérateur**

La moitié de la collecte est conditionnés en laits pasteurisés destinée à la consommation, qui est un marché captif et rémunérateur pour une bonne partie des éleveurs. Avec les pays scandinaves, la consommation de laits frais conditionnés est une des particularités de la culture britannique. La grande distribution pilote désormais le marché des laits conditionnés qui font partie des quelques produits d'appel sur lesquels elle accorde une grande attention. L'essentiel des ventes se fait sous les marques des distributeurs qui négocient des contrats d'approvisionnement avec les principaux transformateurs (Arla, Robert Wiseman Dairies, Dairy Crest, First Milk et Milk Link) et de plus en plus avec les livreurs. Les éleveurs doivent respecter un certain nombre de contraintes qui ont trait au bien être animal et au respect de l'environnement (biodiversité, paysage, etc.). Les éleveurs en contrat avec les distributeurs bénéficient d'un prix du lait plus rémunérateur et plus stable que ceux sans contrat ou que ceux dont le lait est transformé en fromages ou en produits industriels.

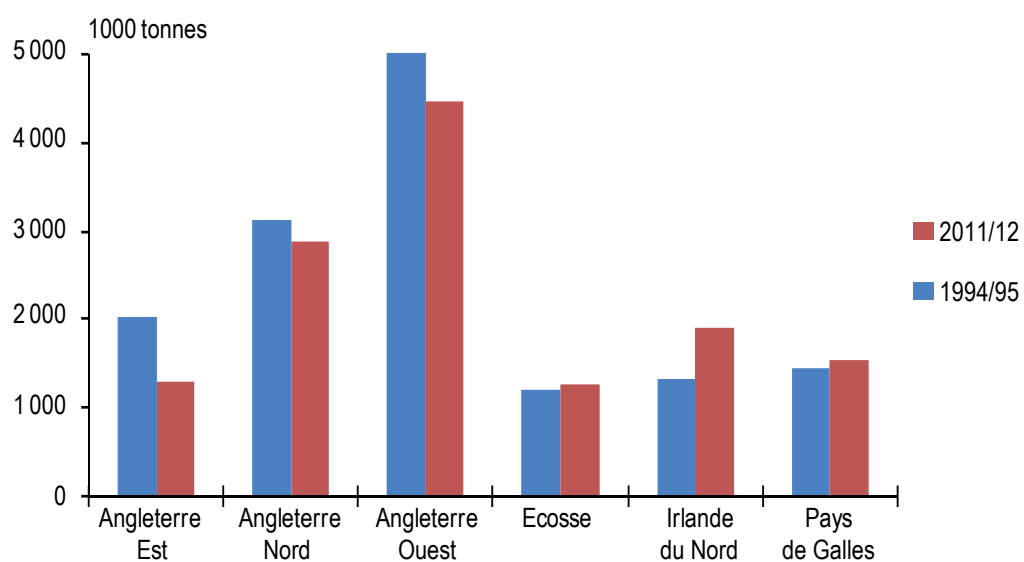
Piloté par la grande distribution, ce marché captif a permis à quelques transformateurs de tirer leur épingle du jeu, mais n'a pas résolu les faiblesses structurelles de la transformation laitière considérée dans son ensemble par beaucoup d'experts comme le maillon faible.

### **La concurrence des grandes cultures**

La production laitière résiste difficilement à la concurrence des grandes cultures, notamment dans l'est de l'Angleterre où les élevages laitiers sont plus souvent qu'ailleurs dans des exploitations agricoles diversifiées qui produisent également des cultures de vente. Dans cette région, la collecte laitière a chuté de 36% entre

> > >

**Évolution des livraisons des éleveurs selon les régions** *Figure 2.15*



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après RPA



1995 et 2012. Elle a également reflué, mais nettement moins vite à l'Ouest et au nord de l'Angleterre où les exploitations laitières sont davantage spécialisées et les conditions climatiques moins favorables aux cultures d'hiver. Sur la même période, la production a bondi (+45%) en Irlande du Nord, et a progressé plus modestement en Ecosse et aux Pays de Galles.

La gestion marchande et libérale des quotas laitiers a certes facilité le déplacement du lait de l'Est, vers l'Ouest et le Nord du pays. Mais elle n'a permis de compenser les nombreuses cessations laitières en Angleterre entre 2000 et 2007, provoquées alors par le faible prix du lait. Depuis 2008, la dévaluation de la livre et la flambée des cours des commodités laitières ont amélioré le revenu et le moral des éleveurs, ralenti les cessations laitières et stabilisé la production laitière. Toutefois, on observe un mouvement de reprise des cessations laitières, probablement sous l'effet d'une conjoncture céréalière beaucoup plus favorable. Car les exploitations céréalières dégagent un revenu net avant impôt, par exploitation comme par UTA familiale, bien supérieur à celui des exploitations laitières. Les surfaces consacrées aux céréales ont progressé, de 7% entre 2007 et 2011 au plan national, pas seulement dans l'est, mais aussi dans le sud-ouest de l'Angleterre où prédomine l'élevage d'herbivores. Ce mouvement se poursuivra, si les céréales restent chères, comme le prédit la FAO. Elles permettent de dégager des marges nettes bien supérieures par hectare à celle des surfaces dédiées à la production laitière, dès lors que les conditions agro-climatiques s'y prêtent.

### **Des éleveurs âgés et peu entrepreneurs**

L'autre grande faiblesse du secteur laitier britannique est sa démographie laitière. Les chefs d'exploitation sont bien plus âgés que ceux d'Europe du Nord : seul un tiers a moins de 50 ans, contre 36% entre 50 et 60 ans et 28% plus de 60 ans, d'après l'enquête annuelle réalisée par DairyCo. Cependant la logique des élevages diffère quelque peu. Les éleveurs anglais restent longtemps, souvent jusqu'à 70 ans à la tête de leur élevage. En fin de carrière, ils dirigent l'entreprise et encadrent du personnel salarié qui réalise les travaux et les astreintes.

Certes, le moral des éleveurs s'est amélioré depuis deux à trois ans. Certes, près de la moitié des éleveurs britanniques compte sur un successeur dans les dix ans, alors que 20% pensent au contraire arrêter le lait. Certes, davantage d'éleveurs envisagent d'investir

(36% entre 50 et 250 mille livres dans les 5 ans) : ils sont plus jeunes, à la tête de plus grands ateliers et la moitié bénéficie d'un contrat de livraison avec la transformation ou la distribution. Cependant ce noyau de motivés suffira-t-il à compenser les cessations laitières ? DairyCo prévoit une croissance limitée (+1%) entre 2012 et 2014 de la production nationale qui retrouverait ainsi son niveau de 2004/05, soit légèrement sous son niveau record de 2003/04. Elle continuerait de progresser dans les dix principaux Comtés qui concentrent à eux seuls 50% de la production nationale, tandis qu'elle se maintiendrait ou continuerait de baisser dans le reste du pays.

### **Faible organisation collective des éleveurs**

Autre handicap : la faible organisation collective des éleveurs dans un pays de culture libérale où l'initiative individuelle et l'esprit d'entreprise sont les vertus cardinales de l'économie. Certes le syndicat majoritaire, *National Farmers Union* (NFU), est reconnu et influent. Il défend ses adhérents en vue de limiter les entraves à la libre entreprise de ses adhérents. Dans le secteur laitier, il se préoccupe depuis peu des contrats afin de rééquilibrer le rapport de force au profit des éleveurs face aux transformateurs, mais surtout aux distributeurs. Mais en aucun cas, il n'intervient sur et dans la fixation du prix du lait. Dans l'ensemble, les éleveurs sont atomisés et peu organisés. Ils se vivent entre eux plus concurrents que solidaires notamment dans l'obtention de contrats d'approvisionnement. Toutefois, les esprits évoluent et les lignes bougent. Dernièrement Londres a été le théâtre, lors des Jeux olympiques, de manifestations d'éleveurs contre la baisse du prix du lait. À l'époque, la remontée des cours des ingrédients laitiers a mis un coup d'arrêt à ces baisses.

### **Transformation laitière duale**

Le caractère dual de la transformation laitière est aussi une faiblesse. La transformation laitière est jeune, peu innovante et peu offensive sur les marchés extérieurs. Elle est née sur les décombres des *Milk Marketing Board*, démantelés sous l'ère Thatcher au début des années 90. À l'époque, les repreneurs, essentiellement de jeunes coopératives, ont repris des outils vétustes, surtout dédiés aux fabrications de laits conditionnés, de cheddar et de produits industriels, qu'elles ont dû moderniser. Elles sont passées à côté du développement des marchés ultra-frais qui a bénéficié aux grands

> > >

### Principaux collecteurs et transformateurs (millions de litres sur la campagne 2010/11)

Figure 2.16

Rang	Nom	Statut	Volume collecté	Volume transformé
1	Arla Foods UK	coopérative	1 600	1 915
	Milk Link	coopérative	1 400	900
2	Dairy Crest	société privée	1 630	2 150
3	Robert Wiseman dairies (RWD)	société privée	1 200	1 915
	Müller	société privée	230	240
4	First Milk	coopérative	1 625	700
5	United Dairy Farmers	coopérative	1 200	450
6	Meadows Foods	société privée	450	225
7	Lactalis	société privée	275	335
8	Caledonian Cheese Company	société privée	285	336

En 2012 adhésion/fusion de Milk Link dans Arla Foods et acquisition de Robert Wiseman Dairies par la société bavaroise Müller.

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après DairyCo

opérateurs européens (Danone, Müller, Yoplait). Le groupe bavarois Müller a installé des sites de fabrication, Danone privilégie l'expédition en provenance de ses sites situés en France et en Belgique.

Les cinq premières entreprises laitières, qui collectent les deux tiers de la production et transforment 75% de la collecte nationale, occupent les meilleures places fortes : le marché très captif des laits conditionnés, le marché des produits frais pour Müller et celui des fromages pour DairyCrest. Leurs stratégies industrielles et commerciales visent à conforter leurs positions, le plus souvent par concentration, pour rééquilibrer le rapport de force avec la grande distribution. Prédominantes, les sociétés privées sont surtout positionnées sur les produits de grande consommation (laits conditionnés, ultra-frais et cheddar de garde). Les coopératives nationales, qui ne collectent plus que le tiers du lait national en transforment beaucoup moins : elles livrent la moitié en vrac aux industriels privés. Arla Food mise à part, elles fabriquent surtout des fromages et des produits industriels.

Malgré ces grands groupes, le paysage laitier britannique demeure émietté : 50 entreprises conditionnent entre 1 000 et 100 000 tonnes de lait par an, à côté des leaders qui vendent plus de 100 000 tonnes chacune. Le pays compte 170 entreprises fromagères parmi lesquelles seules huit fabriquent plus de 10 000 tonnes de fromages par an.

La dualité de la transformation laitière se répercute sur le prix du lait payé aux éleveurs. Moins de deux mille éleveurs bénéficient d'un prix du lait plutôt élevé et peu volatil grâce à des contrats d'approvisionnement signés avec la grande distribution. À l'inverse, ceux qui livrent à des transformateurs positionnés sur les marchés des fromages et des produits industriels ont un prix moyen moindre et plus volatil. Sur la campagne 2011/12, DairyCrest a le mieux payé ses livreurs qui bénéficient de contrats, entre 30 et 32 pence le litre selon les clients, tandis que First Milk a été la moins généreuse, avec un prix annuel moyen entre 27 et 28 pence le litre selon les fabrications.

### **Politique agricole nationale plutôt défavorable à la production**

La vision libérale des dirigeants et de la classe politique ainsi que les attentes de la société sont des handicaps pour l'agriculture en général, et pour le secteur laitier au moins au-delà de l'approvisionnement en lait frais.

Le Royaume-Uni conteste le bien-fondé de la politique agricole qui vise le développement de l'autosuffisance alimentaire. Sur la scène européenne, il prône le démantèlement des mécanismes de régulation des marchés, la suppression du premier pilier de la PAC et la réorientation des budgets en faveur de l'environnement et du développement rural. Au plan national, les crédits publics sont ciblés sur le cofinancement des mesures environnementales. Depuis l'ère Thatcher, l'Etat a considérablement réduit ses moyens d'intervention dans la recherche agricole, le développement (uniquement financé sur fonds propres des éleveurs) et dans l'enseignement. En revanche, il privilégie des actions en faveur de l'environnement (biodiversité, bien-être animal, paysages) qui visent à répondre aux demandes sociétales fortes qui s'expriment dans ce pays. Cependant, depuis la crise financière de 2008, le Royaume-Uni a redécouvert le poids et l'intérêt économique de l'agriculture dans l'économie du pays.

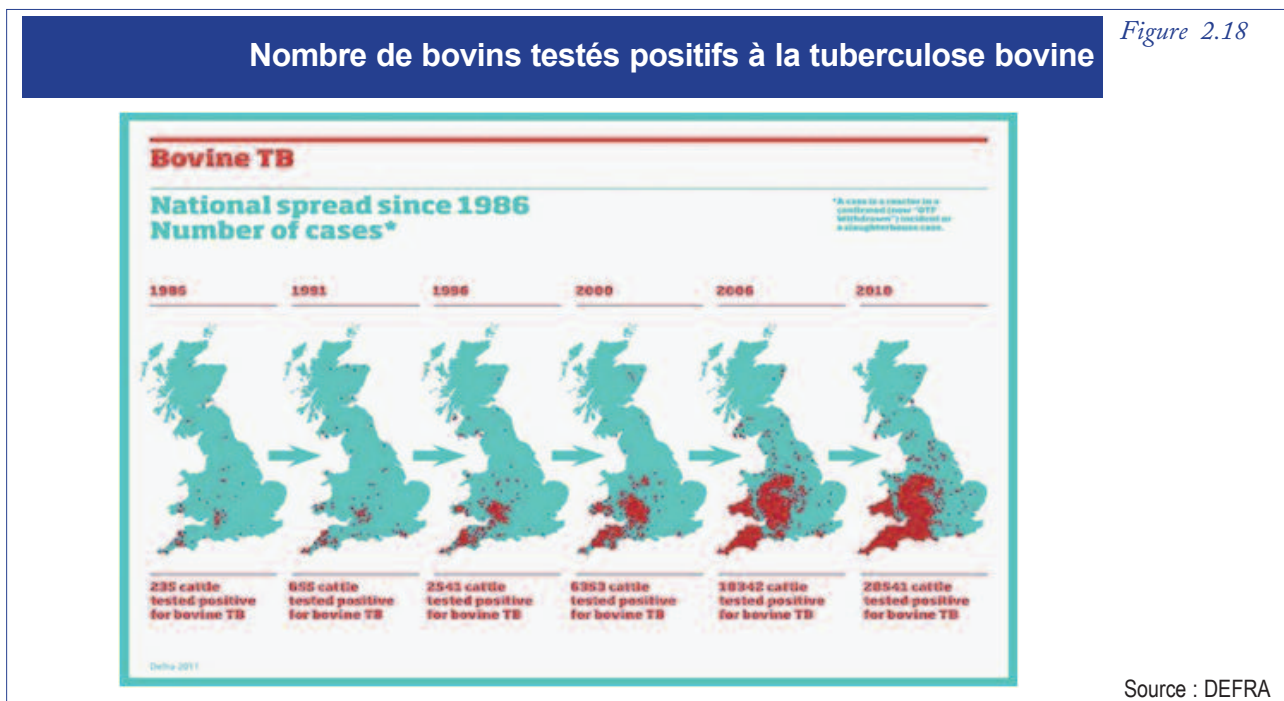
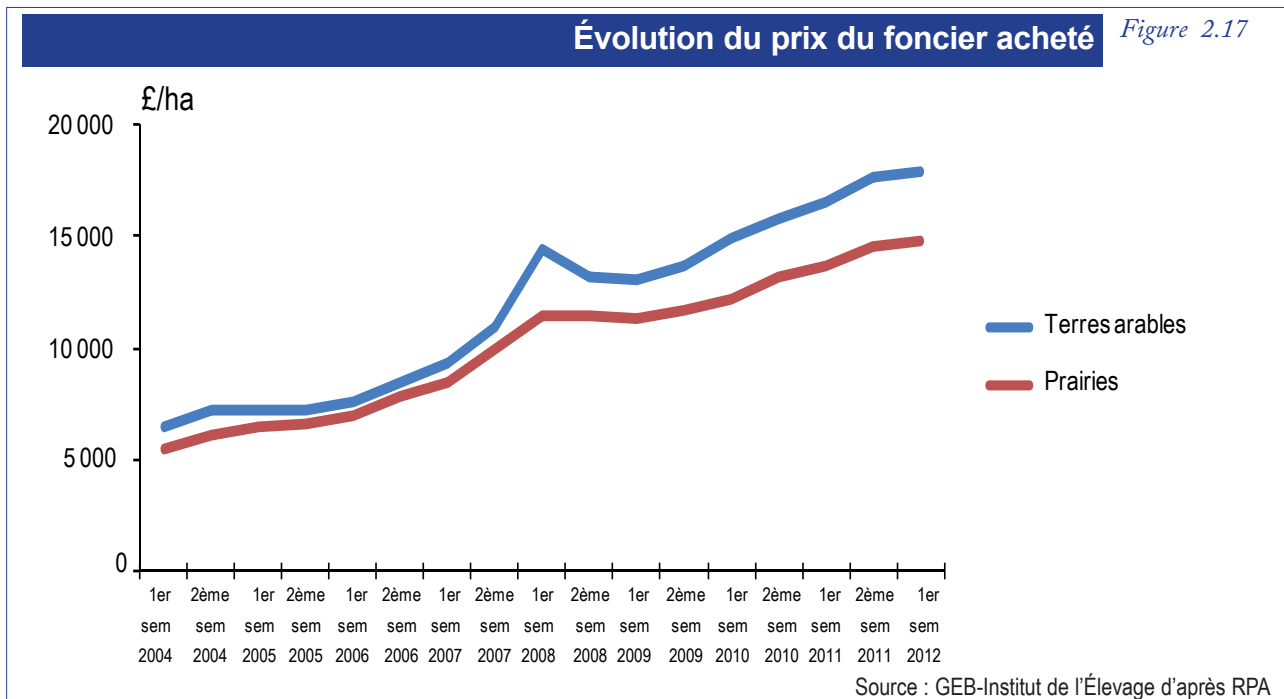
### **Deux transformateurs étrangers offensifs**

La principale opportunité pour le secteur laitier anglais est le dynamisme de deux transformateurs laitiers étrangers. En premier, la coopérative scandinave Arla Foods conforte son implantation en Angleterre. Elle vient d'absorber, après l'accord de ses adhérents, Milk Link, la deuxième coopérative laitière du pays plutôt positionnée sur les laits conditionnés et les fromages. Le nouvel ensemble est désormais leader sur le marché des laits conditionnés, devant DairyCrest. Cette nouvelle donne peut modifier les rapports de force avec la grande distribution et faire ombre aux autres fournisseurs de laits conditionnés.

Entrée au début des années 1990, Arla Foods a commencé par commercialiser du beurre sous ses marques (Lurpark, Anchor et Cravendale). Elle s'est ensuite positionnée sur le marché le plus lucratif des laits conditionnés en recrutant des livreurs et en rachetant plusieurs sociétés laitières. Avant la dernière absorption elle collectait 1 370 éleveurs et commercialisait 90% de sa collecte (1,8 milliard de litres) en laits conditionnés. Elle investit dans une énorme unité de conditionnement de lait aux portes de Londres.

De nombreux éleveurs attendent beaucoup de cet acteur majeur. Ses décisions, ses intentions sont suivies avec beaucoup d'attention. Certains éleveurs et responsables professionnels mettent beaucoup d'espoir dans son rôle dynamisant pour la filière. Des interrogations restent entières sur sa stratégie à moyen

> > >



terme : désormais leader sur le marché intérieur des marchés des laits conditionnés, va-t-elle fonctionner comme une multinationale privée ou bien fonctionner comme une coopérative attentive à l'intérêt de tous ses sociétaires, anglais comme danois ? Envisage-t-elle diversifier ses fabrications vers les fromages et les produits industriels ? Autrement dit parie-t-elle sur l'existence d'un potentiel laitier dans les îles britanniques qui ne demande qu'à s'exprimer via un prix du lait stimulant et une stratégie industrielle et commerciale claire et conquérante ?

L'allemand Müller renforce aussi ses positions sur le marché britannique. Leader sur le marché des yaourts et des ultra-frais, il a acheté la société Robert Wiseman Dairies, spécialiste des laits conditionnés. Le nouvel ensemble occupe la troisième place du podium en termes de collecte et de fabrications derrière Arla Foods et DairyCrest. La stratégie de Müller vise avant tout à renforcer ses positions sur le marché intérieur, notamment d'occuper les premiers rôles sur celui des laits conditionnés.

### **Réévaluation rampante de la livre anglaise**

Les menaces qui planent sur l'économie laitière britannique paraissent plus nombreuses que les opportunités. La première menace est le redressement possible et rampant de la monnaie nationale. La crise financière de 2008 n'a pas fait que des victimes : elle a « boosté » l'agriculture, notamment le secteur laitier. La forte dépréciation de la livre, de 25% sur l'euro entre 2007 et 2009, a revalorisé le prix du lait, en plus du renchérissement des cours des ingrédients laitiers, et des primes PAC qui sont versées en monnaie nationale aux agriculteurs. Le mouvement inverse, amorcé depuis septembre 2009, pourrait en revanche à terme de nouveau altérer la compétitivité retrouvée du secteur laitier. Remontée de 1,09 à 1,26 euro entre l'été 2009 et 2012, la livre reste encore éloignée de son haut niveau (1,48 euro) atteint lors de l'été 2007.

### **L'envolée du prix du foncier**

Autre menace, la pression foncière croissante. Le marché du foncier agricole ne connaît pas la crise. Le prix moyen des terres qui ont changé de propriétaire a été presque multiplié par trois entre 2004 et 2012. Il a été porté à 18 000 £/ha (22 700 €) pour les terres arables et 14 850 £ (18 800 €) pour les prairies Angleterre et Pays de Galles confondus. Une telle flambée tient non seulement à la demande toujours

forte dans le monde agricole, mais aussi à la venue d'investisseurs étrangers depuis la crise de 2008 qui se replie sur un placement plus sûr que les produits financiers. Une telle évolution si elle perdure peut pénaliser les éleveurs qui privilégient l'acquisition de foncier pour sécuriser leur élevage et leur système fourrager dans un pays où le statut du fermage est inexistant et le faire valoir direct nettement majoritaire. Cette flambée s'est répercutée, mais de façon moins prononcée, sur le prix des locations qui a bondi de 30 à 50% entre 2007 et 2012 selon les types de biens. En 2012, l'hectare de terres labourables se louait 440 €/ha et celui de prairie 295 €/ha.

### **La persistance de la tuberculose bovine**

Autre menace et non des moindres : la tuberculose bovine qui touche de façon endémique le cheptel bovin anglais et gallois. La maladie est contenue mais non maîtrisée. Le nombre de bovins testés positivement progresse régulièrement, 34 200 en 2011, et la zone touchée s'étend. De plus l'essentiel des cas se situe dans le Sud-ouest, région la plus laitière d'Angleterre dans laquelle le pourcentage de troupeaux infectés est passé de 4% en 1998 à 25% en 2008. Ainsi, plus de la moitié des bovins contaminés sont laitiers, ce qui ampute quelque peu les capacités de renouvellement du cheptel laitier anglais.

La lutte contre la tuberculose, qui a coûté 1 milliard de livres en 10 ans, repose sur la protection des cheptels indemnes, le dépistage et l'élimination des cheptels infectés, mais aussi l'action contre les blaireaux, principaux vecteurs dans la transmission entre les élevages. Cette dernière action provoque des tensions entre les autorités vétérinaires et des associations de protection de la nature, plus préoccupées du sort des blaireaux que de la santé du cheptel bovin.

Cette épizootie n'est pas sans risque pour l'ensemble de la filière laitière. Elle peut se transmettre à l'homme par voie aérienne (aérosols) et par voie alimentaire (consommation de lait cru infecté). Si la première voie expose les professionnels de l'élevage, la seconde peut potentiellement toucher tous les consommateurs de produits laitiers. Certes tous les laits conditionnés et transformés sont pasteurisés, mais le risque n'est pas nul. De plus, elle n'est pas neutre sur l'ambiance laitière. Elle peut s'ajouter à d'autres facteurs dans la décision de certains d'arrêter le lait au profit des grandes cultures, là où les conditions agronomiques le permettent.

> > >

Analyse SWOT de la filière laitière irlandaise		
	FORCES	FAIBLESSES
ELEMENTS INTRINSEQUES	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Climat propice à la production herbagère</li> <li>• Système de production à bas coût</li> <li>• Production agricole rentable et dynamique</li> <li>• Dispositif de recherche/développement solide</li> <li>• Gains de productivité des troupeaux et des surfaces</li> <li>• Gestion collective (et stratégique, 80% du lait) des exportations de produits laitiers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faible valorisation du lait. Positionnement produits basiques</li> <li>• Marché domestique étroit/dépendance marchés exports -&gt; forte exposition à la volatilité</li> <li>• Foncier cher et morcelé</li> <li>• Production très saisonnalisée (surcoût aval)</li> <li>• Forte sensibilité climatique</li> <li>• Transformation peu concentrée</li> </ul>
ELEMENTS EXTERIEURS	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Suppression des quotas laitiers : une opportunité stratégique pour une économie irlandaise convalescente</li> <li>• Attractivité décuplée du métier (vs émigration)</li> <li>• Demande UE et monde croissante</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Secteur bancaire timoré</li> <li>• Réglementation environnementale</li> <li>• La réforme de la PAC et la convergence des DPU</li> </ul>

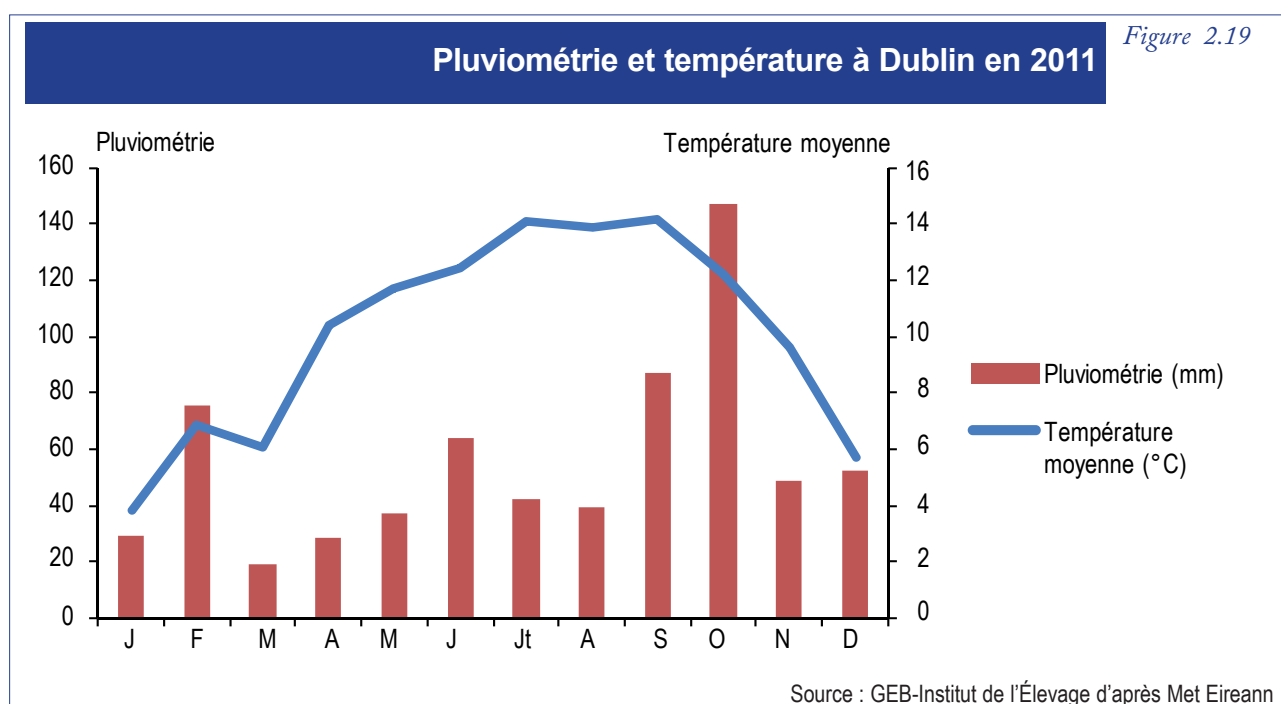


Figure 2.19

## IRLANDE : Un potentiel laitier indéniable à bas coût

Le secteur laitier irlandais attend avec impatience la fin des quotas pour accroître, de 50% à l'horizon 2020 d'après la filière, sa production et ainsi tirer partie de la forte demande mondiale en produits laitiers.

La République d'Irlande ne contribue que pour 4% à la production européenne. Mais elle est devenue, depuis son adhésion à l'UE, un intervenant notable sur les marchés européen et mondial. Elle exporte 80% de sa production : l'essentiel des fromages au Royaume-Uni, la majorité des volumes de beurre, de caséines et de poudre maigre sur le marché mondial. Malgré un haut niveau de sa consommation en laits liquides, celle de fromages étant plus modeste (7 kg/hab.), l'Irlande produit presque 4 fois l'équivalent de sa consommation intérieure.

Ce pays dispose indéniablement de solides atouts : un climat très tempéré propice à la production herbagère, un modèle de production « low cost », un dispositif de recherche/développement proactif. Mais aussi de faiblesses : une production météo-sensible et très saisonnalisée, un foncier cher et morcelé, une transformation encore peu concentrée pour affronter la concurrence de la Nouvelle-Zélande sur le marché des commodités laitières.

### **Un climat propice à la production herbagère**

En Irlande, les températures sont clémentes toute l'année et la pluviométrie plutôt abondante et bien répartie. Grâce à des hivers doux et pluvieux et des étés frais, les prairies, qui couvrent plus de 90% de la SAU du pays, produisent presque toute l'année : de février à fin novembre. Elles sont plus productives dans le Sud, en moyenne 15 tonnes de matière sèche/ha, où les conditions climatiques sont les plus favorables et où prédomine l'élevage laitier. L'élevage allaitant est plus présent dans le Nord et le Nord-Ouest du pays où les conditions agro-climatiques sont moins favorables.

### **Un système de production à bas coût**

La production laitière est calée sur la croissance de l'herbe qui est la principale ressource agricole du pays. Les vaches sont mises au pâturage généralement en

### Chiffres clés laitiers de l'Irlande en 2011

Détenteurs de quotas livraisons	19 140
Collecte laitière (millions de tonnes)	5,5
Cheptel laitier (1000 têtes)	1 055
Part de la collecte exportée (%)	85%
Solde commercial (millions de tonnes de lait)	4,0
Solde commercial (millions d'euros)	2 197
Consommation/hab (kg de lait/hab.)	340
Part du 1 <sup>er</sup> collecteur	33%
Collecte nationale par les coopératives	90%

février, plus ou moins tôt selon les régions. Les éleveurs tirent parti, grâce à des vêlages groupés à la fin de l'hiver, de la forte croissance printanière des prairies en début de lactation. Les apports d'aliments concentrés sont conséquents, 800 à 900 kg/VL/lactation en moyenne, et distribués surtout en début de lactation. La conduite des pâturages est généralement rigoureuse : les vaches pâturent 3 à 4 jours la même parcelle, jamais plus, dont la taille est adaptée aux besoins des animaux. Elles sont déplacées ainsi 6 à 7 fois dans différents paddocks avant de revenir dans la même parcelle. Elles ont une productivité modérée, en moyenne 5 340 kg par vache en 2011, malgré des apports significatifs de concentrés et la courte durée des lactations, les vaches étant tarées à l'entrée de l'hiver.

Les surfaces dédiées à la production d'herbe conservée (ensilée ou enrubannée) sont ensuite pâturées lorsque la croissance de l'herbe est moins rapide en fin d'été et durant l'automne. Très économe en intrants et en investissements, un tel système permet de produire à bas coût.

Seule une minorité (2 000 sur 19 000) d'éleveurs livre du lait toute l'année grâce à des vêlages plus étalés, avec toutefois un pic marqué à l'automne. Ils fournissent le lait nécessaire à l'approvisionnement du marché intérieur en laits conditionnés frais et en produits ultra-frais.

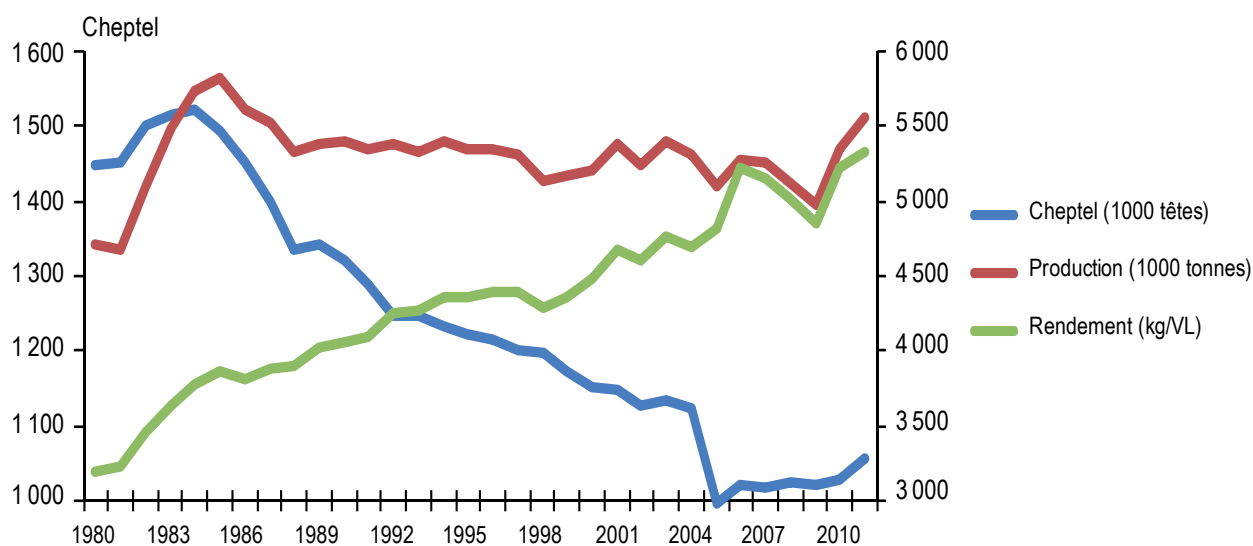
### **Un secteur agricole rentable et dynamique**

Les exploitations laitières dégagent de très bons revenus agricoles, 68 600 €/exploitation en 2011, bien supérieurs à ceux des exploitations spécialisées en

> > >

### Évolution de la production, du cheptel et du rendement laitiers

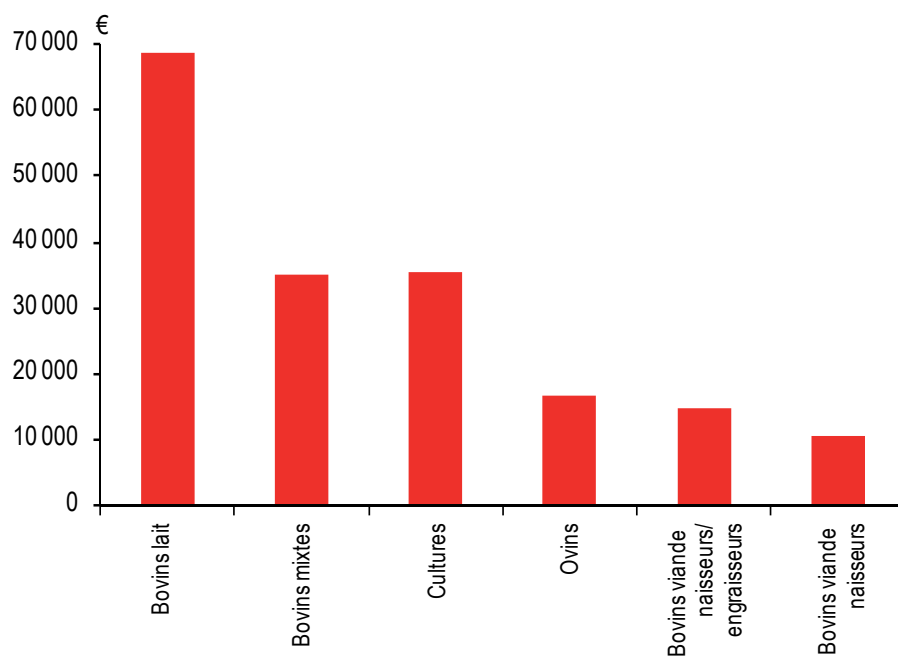
Figure 2.20



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

### Revenu agricole avant impôt des exploitations selon leur orientation en 2011

Figure 2.21



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Teagasc



grandes cultures (35 000 €). Certes, elles sont généralement bien plus grandes (55 ha de SAU) que les exploitations allaitantes (bovins et ovins viande) dont la surface moyenne est respectivement de 33 et 43 ha. Mais leur marge nette à l'hectare est aussi bien supérieure. Certes, elles emploient plus de main d'œuvre, en moyenne 1,55 UTA, contre moins de 1 UTA dans les exploitations spécialisées viande ou grandes cultures. Seules 15% des exploitations laitières sont classées à temps partiel, contre 90% des exploitations bovines viande et 82% des exploitations ovines. Cependant, le revenu agricole ramené par actif reste à l'avantage du secteur laitier.

Les exploitations laitières sont de plus dirigées par des agriculteurs plus jeunes et plus qualifiés que dans les autres secteurs agricoles. Un tiers a moins de 45 ans (25% tous secteurs) et 39% plus de 55 ans, contre la moitié dans toute l'agriculture. Plus de la moitié détient une qualification professionnelle contre un tiers pour l'ensemble des agriculteurs. Et la plupart des jeunes ont réalisé des stages à l'étranger, en premier lieu en Nouvelle-Zélande.

### **Un dispositif de recherche/développement solide**

L'Irlande consacre des moyens importants (2,5% du chiffre d'affaires agricoles) à la recherche/développement. Elle dispose d'un organisme national, Teagasc, qui assure et coordonne les fonctions de recherche, développement/conseil et de formation tant pour les agriculteurs que pour les filières. Créé par l'Etat, il est financé à 75% sur crédits publics et 25% sur contrats et prestations. Il emploie 1 200 personnes (chercheurs, techniciens, conseillers agricoles, formateurs) localisés au plus près des besoins dans 60 sites. 120 chercheurs et 120 techniciens assurent la recherche dans sept centres de recherche spécialisés. 250 « *advisors* » basés dans des bureaux décentralisés assurent le conseil individuel et l'animation collective de groupes d'agriculteurs. Et huit collèges assurent la formation et l'enseignement agricole des jeunes et futures agriculteurs, dans lesquelles interviennent chercheurs et conseillers agricoles.

Ce dispositif très intégré permet de répondre aux besoins des agriculteurs dans tous les secteurs et d'anticiper les changements qui attendent les différentes filières. Toutefois, la rigueur budgétaire, imposée par la

crise économique mondiale qui a durement frappé l'Irlande, a entraîné une réduction de la voilure. Le budget a été ramené de 210 millions à 160 millions d'euros entre 2008 et 2011.

Les axes de recherche visent à adapter le modèle d'élevage laitier néozélandais au contexte irlandais dans le but de réduire les coûts de production pour améliorer la compétitivité du secteur sur la scène internationale : gestion optimale de la croissance de l'herbe, vèlages groupés, réduction des gabarits des vaches, limitation des aliments concentrés et chargements élevés sont les orientations privilégiées.

Sur le terrain, de nombreux éleveurs participent à des groupes d'échanges ou de progrès, le plus souvent animés par un conseiller Teagasc. Le ministère de l'Agriculture encourage financièrement, grâce à des choix opérés au sein du second pilier de la PAC, les éleveurs à participer à des démarches de groupes qui visent à échanger sur leurs pratiques et leurs résultats dans le but d'améliorer leur gestion technique et financière. Le *Dairy efficiency Program* dispose d'un fonds de 18 millions d'euros sur trois ans (de 2010 à 2012).

### **Des marges de croissance de la production laitière**

Les éleveurs irlandais disposent d'indéniables marges de progrès techniques, d'après les résultats obtenus dans les fermes de démonstration. En 2011, les 15 000 élevages laitiers spécialisés, ont produit en moyenne 5 300 kg de lait par vache et 6 400 kg par hectare de surface fourragère, avec 66 vaches sur 54 ha de SAU dont 53 ha d'herbe. Ces résultats sont bien inférieurs aux performances techniques d'élevages conduits avec précision dans des fermes de démonstration. L'une d'elles, située près de Kilkenny et gérée par Teagasc avec l'aide de Glanbia, produit 14 500 litres/ha de SFP avec seulement 100 à 150 kg de concentrés distribués et une tonne de fourrages stockés par vache et par an. L'essentiel du système repose sur le pâturage des prairies, à raison de 2,75 UGB/ha de surface fourragère et d'une bonne productivité des vaches (5 000 kg/an). Les principales marges de progrès se situent d'une part dans la gestion des prairies (fertilisation, gestion du pâturage et des disponibilités fourragères) pour augmenter les chargements animaux, et de l'autre dans l'amélioration des performances techniques du troupeau (fertilité, durée de lactation...).

> > >



Les éleveurs disposent des marges importantes de progression de l'intensification animale et fourragère de leur exploitation. Le chargement moyen (1,9 UGB/ha de SFP) est éloigné du plafond (2,9 UGB/ha) permis par la dérogation à la directive nitrates. L'Irlande a classé tout le pays en zone vulnérable et obtenu le renouvellement la dérogation jusque fin 2013 qui permet aux éleveurs d'épandre 250 kg/ha d'azote organique contre 170 kg au motif que l'essentiel des surfaces sont herbagères. Ils doivent en faire la demande tous les ans et peuvent en bénéficier dès que 80% de leur SAU est en herbe et qu'ils disposent de capacités de stockage : 16 à 22 semaines selon les régions. En 2011, 4 100 élevages, presque tous laitiers et situés dans le Sud, ont demandé et bénéficié de la dérogation.

Par ailleurs, la surface agricole dédiée à la production laitière peut progresser à l'avenir. En premier lieu dans les exploitations laitières où 15 à 20% de la surface est utilisée par l'élevage de bovins viande (vaches allaitantes et mâles destinés à la boucherie). Car les deux tiers des élevages laitiers détiennent des vaches allaitantes (en moyenne 9) et les trois quarts élèvent en moyenne 15 mâles de un à deux ans selon le recensement réalisé en 2010. Estimé à 350 000 UGB, ce cheptel bovin orienté viande équivaut à un réservoir de 200 000 vaches laitières, génisses de renouvellement comprises. Bien entendu, tous les effectifs de bovins viande ne disparaîtront pas du jour au lendemain.

En second lieu, la production laitière peut aussi progresser par la conversion d'élevages allaitants, ou d'exploitations orientées vers les cultures de vente dans la région Sud-Est qui bénéficie d'un fort potentiel agronomique mais de conditions climatiques souvent défavorables pour réaliser des moissons dans de bonnes conditions. Hier inexistant, ce mouvement, encore limité, est encouragé grâce au *New Entrants Scheme* : 73 nouveaux éleveurs ont obtenu gratuitement un quota compris entre 180 000 et 200 000 litres sur la campagne 2011/12. L'Etat a en effet réservé le quart du 1% de quota national supplémentaire, accordé chaque année de 2009 à 2014, à de nouveaux élevages laitiers. Les nouveaux éleveurs sont ensuite prioritaires dans l'acquisition de quotas supplémentaires afin de conforter leur outil de production. Ce dispositif a ainsi

contribué à l'inversion de la courbe des livreurs pour la première fois orienté à la hausse entre 2011 et 2012. Il a été renouvelé pour la campagne 2012/13.

Après 2015, il est possible que le mouvement de conversion s'amplifie si la conjoncture laitière demeure favorable. Toutefois, le foncier morcelé, la production saisonnalisée et le paysage industriel peu concentré sont des facteurs qui peuvent freiner le dynamisme laitier.

### **Le foncier cher et morcelé**

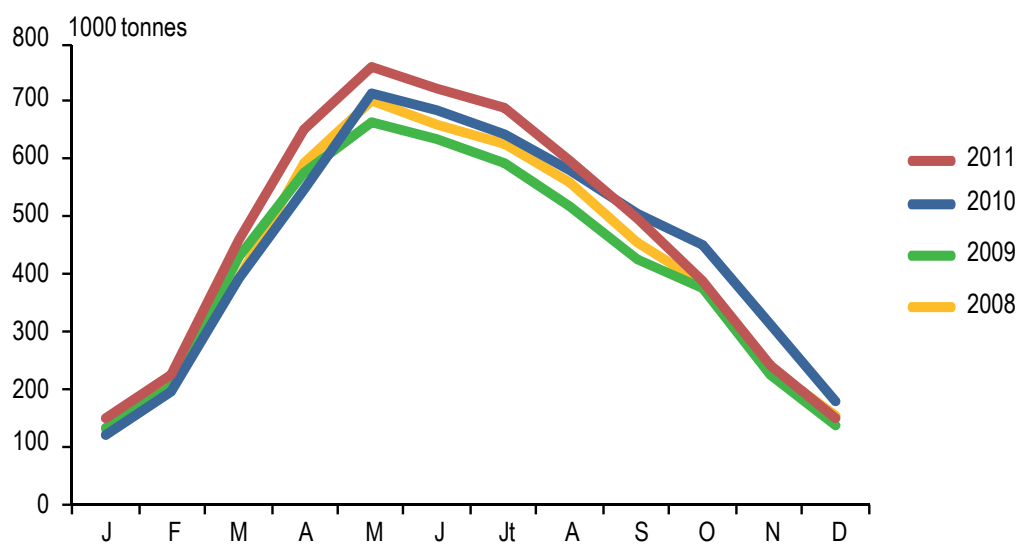
Les exploitations laitières irlandaises peuvent difficilement grandir. La restructuration agricole est quasi nulle. Entre 2000 et 2010, le nombre d'exploitations agricoles (140 000 recensées en 2010) n'a pratiquement pas baissé, si bien que leur taille moyenne (32,7 ha) n'a sensiblement progressé (+1,3 ha) que du fait de la hausse de la surface agricole utilisée. L'évolution très lente de la taille des structures tient à l'attachement des Irlandais au foncier (seule 15% de la SAU est en location) et au développement de l'agriculture à temps partiel, phénomène accentué depuis la crise de 2008. Ainsi la plupart des exploitations agricoles qui ont arrêté le lait, généralement de petite taille, ont reconverti leur cheptel en troupeau allaitant.

Les agrandissements des structures agricoles, essentiellement par acquisition, sont donc limités. Le marché du foncier est très étroit. Les mises en vente sont faibles, moins de 1% de la SAU, et les transactions encore plus. Elles se font le plus souvent sous forme de lots ou de fermes de 20 ha en moyenne. 1 500 transactions ont été réalisées en 2011 au prix moyen de 21 500 €/ha. À l'échelle du pays seuls 20 000 ha de terres agricoles ont changé de main ; 0,4% de la SAU nationale. La plupart des achats de terres permettent à des éleveurs de s'agrandir, mais les nouvelles parcelles sont rarement attenantes au corps principal des exploitations. Ainsi le parcellaire est rarement regroupé. De plus ce pays n'a pas organisé d'opérations de remembrements à grand échelle. Les exploitations irlandaises comptent en moyenne entre 3 et 4 îlots différents. Dans les exploitations laitières, les parcelles éloignées du corps de ferme (salle de traite et bâtiment d'élevage) sont généralement allouées aux génisses et aux

> > >

### Évolution de la collecte laitière en Irlande

Figure 2.22



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

bovins viande. Cette configuration, relativement fréquente, peut être un frein à la spécialisation de nombreux élevages laitiers.

L'agrandissement par la location est tout aussi rare et cher que l'acquisition de foncier. Seules 15 à 20% de la SAU des exploitations sont louées le plus souvent sur la base de contrats généralement reconduits d'une année sur l'autre. D'un côté, les petits propriétaires préfèrent exploiter leur surface, même à temps partiel, et l'absence de sécurité juridique incite les éleveurs à privilégier l'acquisition à la location. Ainsi, l'étroitesse du marché du foncier, tant dans l'acquisition que dans la location peut freiner la croissance attendue après 2015. Les éleveurs qui voudront accroître leur production, pourront déléguer tout ou partie de l'élevage de leurs génisses à des éleveurs allaitants, pratique déjà répandue dans la région de Cork (très fortes densités de vaches laitières) et dominante en Nouvelle-Zélande.

### **La production très saisonnalisée**

La collecte irlandaise varie de un à cinq entre le creux de lactation, qui dure deux mois (décembre et janvier) et le pic qui intervient en mai. À l'étiage, seuls 10% des élevages livrent du lait qui entre dans la fabrication de laits conditionnés et de produits ultra-frais destinés au marché intérieur.

Si elle permet de produire du lait à bas coût à la production, cette forte saisonnalité oblige les transformateurs à investir dans des outils surdimensionnés dont la taille est calibrée en fonction du pic de lactation. Ramené à l'année le taux moyen d'utilisation des équipements est médiocre et pénalise les coûts de fabrications, même si la gestion du personnel est généralement annualisée ce qui permet de fermer la plupart des usines de transformation (hors lais conditionnés) l'hiver et de travailler en 3 fois 8 heures au printemps. De plus, la forte saisonnalité oblige aussi les industriels à disposer de surcapacités de stockage. Teagasc a cependant calculé que ce surcoût induit en aval était plus que compensé par l'adoption d'un modèle low cost mais très saisonnier en amont. Cependant, la transformation irlandaise est probablement plus onéreuse que la néozélandaise qui est le principal leader et concurrente sur le marché mondial des commodités laitières.

D'autre part, le système irlandais présente une certaine sensibilité aux aléas climatiques. Les stocks fourragers qui dépassent rarement les besoins hivernaux ne permettent pas aux éleveurs de satisfaire totalement les besoins alimentaires de leurs animaux lorsque la production herbagère est exceptionnellement insuffisante. De même, des étés exceptionnellement pluvieux affectent la qualité du pâturage qui devient comme en 2012 temporairement impraticable et perturbent la récolte des fourrages enrubannés. De tels incidents climatiques pénalisent fortement la production comme durant l'été 2012.

### **Un paysage industriel laitier peu concentré**

La stratégie de croissance de la filière laitière repose sur la transformation de la collecte en ingrédients laitiers exportés sur le marché mondial, copiant ainsi le modèle néozélandais et se plaçant ainsi en situation de concurrence. Si l'élevage laitier présente de nombreux atouts pour affronter l'élevage néo-zélandais, la situation est fort différente au stade de la transformation.

Comme en Nouvelle-Zélande, la coopération assure presque la totalité de la collecte et l'essentiel de la transformation. Mais à la différence de la Nouvelle-Zélande qui produit trois fois la production irlandaise, le paysage est encore fragmenté. Il demeure une trentaine de coopératives dont la plupart n'assure que la collecte. Une dizaine de coopératives, plutôt de taille moyenne et d'implantation régionale, transforment leur collecte en produits basiques qui sont surtout commercialisés par l'*Irish Dairy Board*, coopérative de deuxième niveau spécialisée à l'export.

À côté prédominent quatre transformateurs, Glanbia en tête, Kerry Group, Golden Vale et DairyGold, qui collectent ensemble près des deux tiers de la production nationale. À l'exception de DairyGold, ces entreprises ne sont plus la propriété des seuls éleveurs. Elles ont créé des holdings ou des filiales afin d'obtenir des fonds extérieurs et de se développer à l'international. La gouvernance de ces sociétés s'en trouve modifiée et le pouvoir des éleveurs coopérateurs dilué. Implantées dans d'autres grands pays laitiers, elles ont probablement les ressources financières pour investir en Irlande dans des capacités de transformation supplémentaires.

> > >

Par exemple, le groupe Glanbia projette d'investir 180 millions d'euros d'ici 2020 pour accroître de 60% les capacités de transformation de sa filiale irlandaise, repassée sous le contrôle majoritaire de *Glanbia Co-operative Society* (la coopérative à l'origine du groupe international du même nom). En Irlande, *Glanbia Ingredients Ireland* transforme 1,6 milliard de litres en 180 000 tonnes de produits dont la moitié est exportée vers 50 destinations. Le dynamisme de Glanbia ne doit pas occulter les efforts de modernisation et de restructuration que les autres transformateurs doivent réaliser pour affronter la concurrence de Fonterra et des grandes coopératives nord-européennes sur les marchés des commodities laitières.

### **La suppression tant espérée des quotas laitiers**

La fin des quotas laitiers (en 2015) est bien entendu perçue comme une opportunité à saisir pour exprimer le potentiel laitier et contribue ainsi à satisfaire la croissance de la demande laitière mondiale. Tous les acteurs de la filière attendent avec impatience cette échéance. Par exemple, l'*Irish Cooperative Organisation Society* (ICOS), Fédération des coopératives, a installé en première page de son site web un chronomètre à rebours. Plus sérieusement, l'ensemble des acteurs de la filière se sont accordés sur un message commun : accroître de 50% (en volume) la production entre 2008 et 2020. Cet objectif chiffré résulte d'une action de concertation/mobilisation conduite à l'initiative du ministère de l'Agriculture avec toutes les filières agricoles du pays. Dans le secteur laitier, il traduit l'ambition forte de croissance qui est partagée par l'ensemble des acteurs (éleveurs, transformateurs, recherche), même si en aparté certains doutent de la capacité du pays à accroître de 40% la production en cinq ans.

### **Un secteur devenu très attractif**

La crise économique et financière de 2008 a fortement ébranlé l'économie irlandaise : chute du produit intérieur brut de près de 10%, envolée des déficits publics et du chômage dont le taux a bondi à 15%.

L'Irlande est l'un des pays d'Europe qui a connu la plus forte émigration ces dernières années, d'après *The Guardian*. En 2011, quelque 50 000 personnes ont quitté le pays, notamment pour l'Australie et les Etats-Unis, dont près de la moitié d'immigrés et l'au-

tre moitié d'Irlandais (17 000 installations en Australie, 1/3 de plus qu'en 2010). Les départs s'accroissent, il est question de 75 000 départs en 2012, en raison des mesures d'austérité successives prises par le gouvernement.

Après 20 années d'essor, les Irlandais ont découvert les limites de leur modèle économique qui grâce à un dumping fiscal et social a attiré de nombreuses multinationales mais aussi généré une véritable bulle immobilière qui a fini par éclater. Elles ont aussi redécouvert la place et la solidité de l'agriculture et de l'agroalimentaire qui ensemble contribuent pour 7% au Produit intérieur brut du pays, au moins autant dans l'emploi (7,7%) et représentent 11% des exportations totales du pays. L'image de l'agriculture a profondément changé dans l'opinion comme aux yeux des décideurs. Elle est désormais considérée comme un secteur central de l'économie irlandaise.

Elle est devenue un secteur refuge pour de nombreux pluriactifs qui ont perdu leur emploi de salarié dans le bâtiment, mais aussi un secteur attractif et prometteur, en particulier dans le lait. Davantage d'enfants d'éleveurs envisagent « d'épouser » le métier et de prendre la relève de leurs parents. Conséquence : les écoles d'agriculture sont désormais pleines à craquer, les projets d'installation parents/enfants se multiplient et les cessations laitières sont très ralenties. Si elle se prolonge, une telle évolution entrainera un fort rajeunissement des éleveurs, limitera les possibilités d'agrandissement des élevages dans les bassins laitiers denses, accentuera la pression sur les autres productions (bovins et ovins viande) voisines, et incitera les éleveurs à privilégier la voie de l'intensification animale et fourragère.

### **Un secteur bancaire timoré**

La filière laitière doit compter sur elle-même pour investir et préparer l'avenir. Le secteur bancaire irlandais, qui a subi d'importantes dépréciations d'actifs lors de la crise financière, demeure convalescent. Il dispose de faibles capacités de prêts. Cette situation affecte l'économie irlandaise et constitue un handicap majeur pour les transformateurs laitiers qui veulent ou doivent investir dans des capacités nouvelles ou supplémentaires de transformation du lait, mais qui ne disposent pas des fonds propres suffisants.

> > >

En revanche, le secteur bancaire s'intéresse de plus en plus à l'agriculture, en premier lieu à l'élevage laitier, redevenue depuis la crise financière un des piliers de l'économie irlandaise. Des observateurs notent une reprise de la distribution de prêts. Car non seulement, ce pan de l'économie se porte plutôt bien depuis 2010 et présente de solides garanties bancaires, grâce à un foncier toujours cher et des exploitations agricoles faiblement endettées.

Si cette action différenciée des banques perdure, elle permettra sans doute aux éleveurs de moderniser/agrandir leur élevage et en somme d'accroître le potentiel laitier du pays. Mais, elle obligera aussi les éleveurs à financer par eux-mêmes l'essentiel des investissements nouveaux et supplémentaires que devront effectuer les coopératives pour absorber le lait supplémentaire. D'ici l'horizon 2020, ces investissements sont estimés à 800 millions d'euros, dont une moitié pour financer les équipements et l'autre moitié les fonds de roulement supplémentaires, d'après l'*Irish Farmer's Association* (IFA). Dans le même temps, les éleveurs devront investir au moins le double, entre 1,5 et 2 milliards d'euros dans leur atelier (équipements de traite, bâtiment d'élevage, aménagements de chemins pour le pâturage ...). Pour relever un tel défi, les organisations professionnelles réfléchissent à un dispositif, type exonération fiscale, qui incite les éleveurs à investir dans les outils de transformation de leur coopérative.

### **L'élevage laitier sous la pression des gaz à effet de serre ?**

Les engagements européens de réduction des gaz à effet de serre (GES) et de réduction d'ammoniac peuvent aussi être des freins à la croissance de l'élevage laitier. L'agriculture contribue à hauteur de 30% dans les émissions de GES du pays. Même si l'objectif, de réduire de 20% les émissions nationales en 2020, n'est pas encore ventilé entre les secteurs de l'économie, l'élevage d'herbivores se retrouve en première ligne.

D'un côté, il bénéficie d'une très bonne image environnementale, notamment auprès de la distribution et

des consommateurs. De plus, il a contribué avant l'heure à la réduction de ses émissions grâce à une baisse de ses effectifs. De l'autre, il dispose de marges limitées de réduction des émissions de GES par unité de production, d'autant plus que les systèmes herbagers s'avèrent plutôt efficaces. C'est pourquoi, les experts du ministère de l'Agriculture en charge du dossier avancent comme solution l'acquisition de droits d'émission supplémentaires sur le marché international si la réglementation sur les GES devenait très contraignante sur l'agriculture irlandaise et bloquaient les perspectives de croissance du secteur laitier.

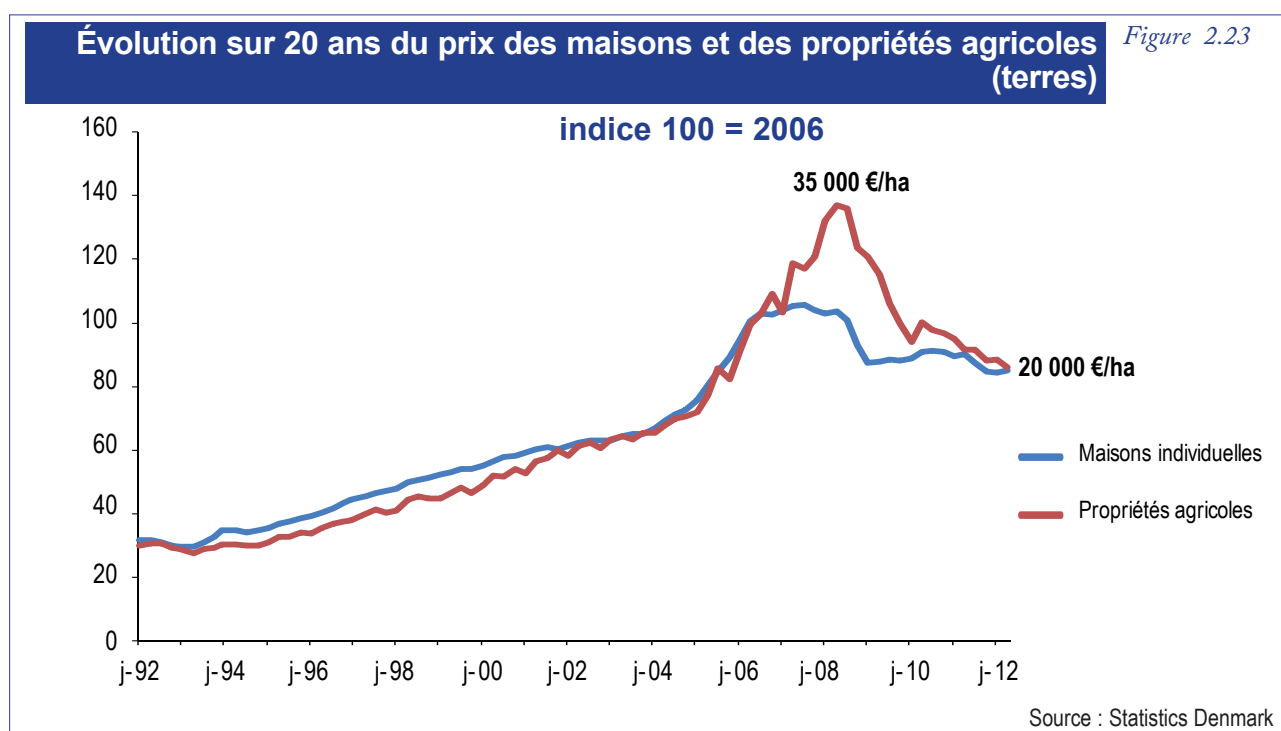
La nouvelle réduction du plafond d'émissions d'ammoniac à l'horizon 2020 (109 000 tonnes/an en 2020) peut-être encore plus contraignante pour l'élevage laitier dans un pays où l'agriculture produit 98% des émissions d'ammoniac et d'oxydes d'azote. En revanche, la réglementation sur les « nitrates » n'est pas un obstacle à la croissance du secteur laitier. La teneur en nitrates des eaux de surfaces est globalement bonne et le pays a obtenu une dérogation (le droit d'épandre 250 kg/ha d'azote organique au lieu des 170 kg/ha dans les exploitations dont la surface en herbe dépasse 80% de la SAU).

### **La convergence des aides PAC pénaliserait l'élevage laitier**

Si elle était adoptée en l'état, la réforme de la PAC proposée par la commission européenne pénaliserait le secteur laitier. La convergence avantagerait les exploitations les moins productives aux dépens des plus productives et provoquerait un transfert budgétaire du secteur laitier, vers les exploitations allaitantes, bovins et ovins viande, en corollaire des régions agricoles intensives de L'Est et du Sud, vers les régions défavorisées du pays (Ouest et Nord-Ouest). Un tel scénario suscite l'opposition des pouvoirs publics, du syndicalisme et des filières qui redoutent la perte de compétitivité des exploitations les plus productives orientées sur les marchés et le signal fort et positif envoyé aux petites exploitations qui prédominent dans le secteur allaitant.

> > >

Analyse SWOT de la filière laitière danoise		
	FORCES	FAIBLESSES
ELEMENTS INTRINSEQUES	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Chaîne de valeur contrôlée par les éleveurs coopérateurs (DLG à ARLA)</li> <li>• R&amp;D dotée d'un système d'information intégré</li> <li>• Eleveurs bien formés, progressistes</li> <li>• Process de production et installations les plus modernes</li> <li>• Accès facile aux capitaux danois</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Point mort élevé : résultat si prix du lait élevé et taux intérêt bas</li> <li>• Coût du travail élevé</li> <li>• Dettes très importantes</li> <li>• Eleveurs= plus des producteurs agricoles que des business men</li> <li>• R&amp;D trop technique /pas assez sur le management</li> </ul>
ELEMENTS EXTERIEURS	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Valoriser la gestion de l'information en avantages comparatifs : durabilité (législation environnementale et bien-être) et traçabilité</li> <li>• Produire un peu plus de lait (plus de lait/VL, pas plus de VL)</li> <li>• Baisse de l'exigence de terres en propriété</li> <li>• 50% déjections animales en biogaz en 2020</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faillite du système financier</li> <li>• Dilution du pouvoir des danois au sein d'ARLA</li> <li>• Coûts et taxes encore plus élevés</li> <li>• Durcissement de la législation environnementale (évolutive et politique)</li> <li>• Distorsion si bioénergies très aidées</li> </ul>





## DANEMARK : Les limites de la substitution capital-travail ?

### Un petit pays tourné vers l'exportation

Petit pays par le nombre d'habitants (5,5 millions), le Danemark est un pays riche, dont le PIB/habitant figure parmi les plus élevés du monde. Bien que son poids soit limité dans l'emploi (2,7%) et le PIB (1,7%), l'agriculture tient une place très importante (17% des exportations) dans un commerce extérieur excédentaire et essentiel à l'activité économique du pays (l'équivalent de la moitié du PIB est exporté contre un peu plus du quart en France). Les exportations agricoles concernent essentiellement les productions animales (porc 42%, produits laitiers 22%) puisque les productions végétales sont pour l'essentiel transformées sur place.

Au niveau laitier, le Danemark a une production comparable à celle de la Bretagne avec 3 fois moins d'exploitations (les Pays-Bas ont eux une production comparable à l'Ouest de la France, Bretagne, Pays-de-la-Loire, Basse-Normandie avec deux fois moins d'exploitations). Plus des deux tiers de la production laitière du pays sont exportés. Les fromages sont essentiellement exportés vers l'UE27 (82%) et les poudres de lait vers les pays tiers.

### Une restructuration de l'amont de la filière décidée, financée et accompagnée

Les 3 794 exploitations laitières du pays (2012) sont les plus grandes d'Europe en moyenne (142 vaches, 1 267 000 kg de lait). Le nombre d'exploitations porcines est à peu près comparable, mais les productions sont désormais réalisées dans des exploitations séparées et très spécialisées. La mixité était fréquente dans le système traditionnel mais le secteur laitier danois a connu une véritable révolution à la fin des années 1990 - début des années 2000. L'ensemble de la filière, soutenue par les pouvoirs publics, a fait un choix stratégique et un pari sur l'avenir pour remodeler complètement l'amont afin d'améliorer la compétitivité de ce secteur phare de l'économie danoise. Environ 2 000 étables neuves de grande dimension (100, puis 200, puis 300, voire 400 à 500 places) ont été construites. Y sont logées des vaches

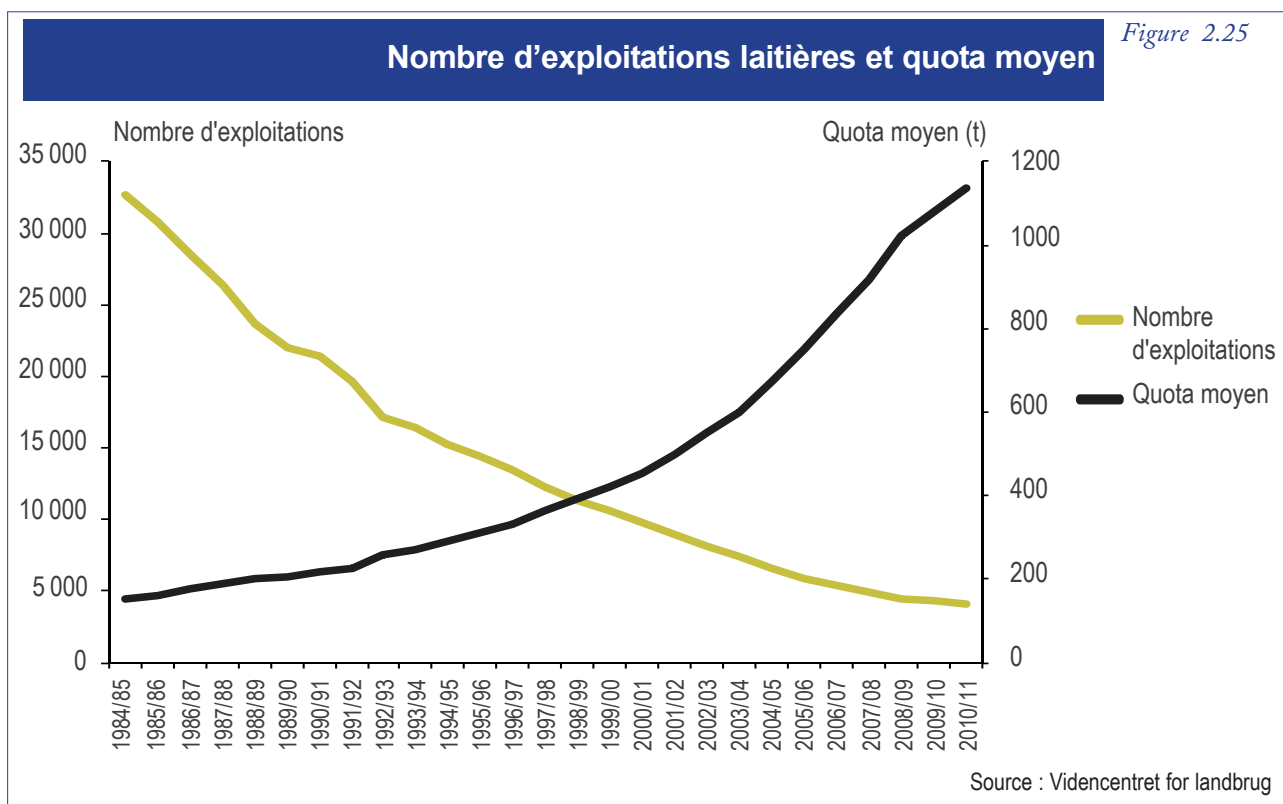
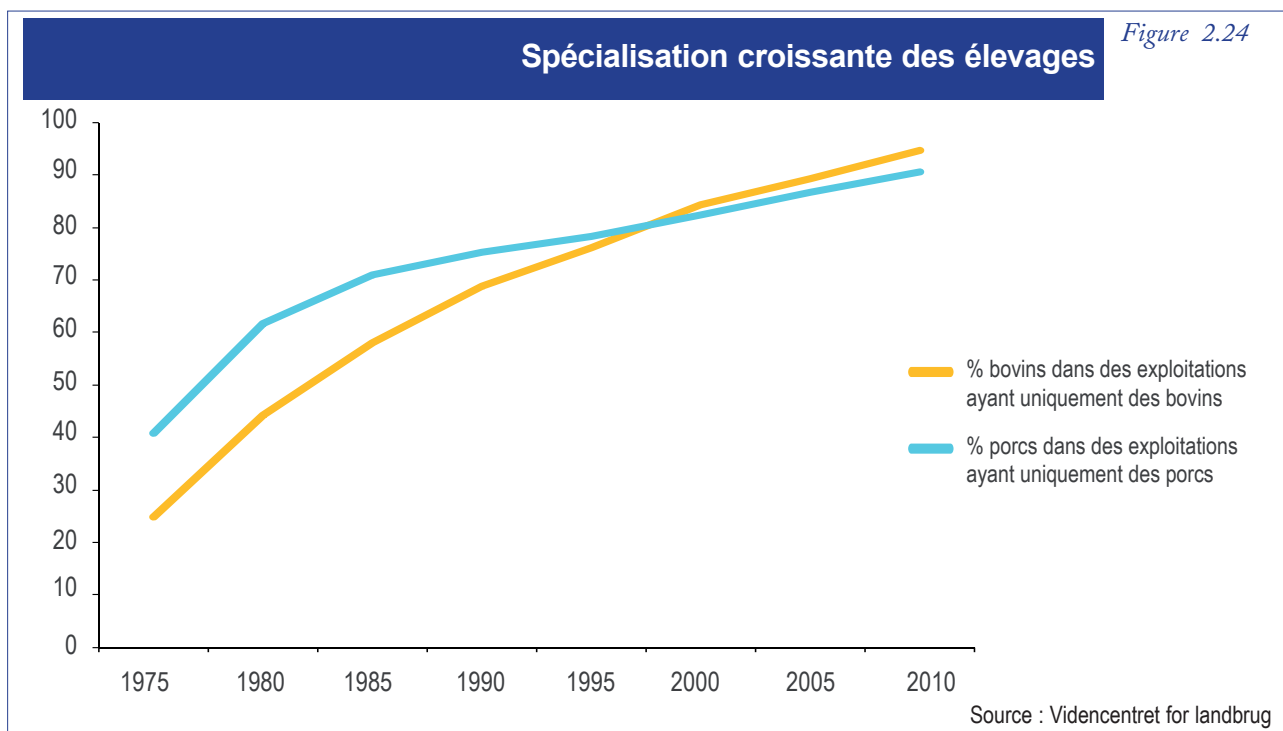
### Chiffres clés laitiers du Danemark en 2011

Détenteurs de quotas livraisons	3 955
Collecte laitière (millions de tonnes)	4,8
Cheptel laitier (1000 têtes)	579
Part de la collecte exportée (%)	70%
Solde commercial (millions de tonnes de lait)	2,0
Solde commercial (millions d'euros)	1 489
Consommation/hab (kg de lait/hab.)	400
Part du 1 <sup>er</sup> collecteur	80%
Collecte nationale par les coopératives	95%

Prim'Holstein à fort niveau de productivité (9 000 kg/VL, le plus fort d'Europe) alimentées en ration complète mélangée, souvent toute l'année. Le pâturage des vaches laitières n'est pratiqué que par 25% des exploitations au-delà de 100 VL, en dehors de l'agriculture biologique qui pèse 10% de la production. Un quart des fermes est équipé de robots en 2010, ce qui placerait une fois de plus le pays à la 1<sup>ère</sup> place mondiale.

La réglementation quota a été modifiée (lien au foncier, bourse) pour organiser une restructuration à marche forcée du secteur (-9% d'exploitations par an pendant 10 ans). N'importe où ailleurs, le financement d'une transformation de cette ampleur aurait été inconcevable ou très difficile à imaginer (des montants d'investissement de 7 à 8 000 €/place de vache laitière étaient assez courants). De même que les conséquences sociales sur l'emploi local. Cette évolution n'a cependant soulevé pratiquement aucune question grâce à deux particularités de ce modèle socio-économique « nordique ». La plus connue est celle de la « flexisécurité », alliant souplesse du marché du travail et système efficace d'insertion et de formation des demandeurs d'emploi dans la société de plein emploi (3,2% de chômage avant 2008) qui caractérisait le Danemark avant la crise économique et financière mondiale. De plus, 50% des transmissions d'exploitations laitières ne sont pas des successions familiales mais des transactions par achat-vente. Il y avait donc moins d'emplois agricoles (et laitiers) mais d'autres emplois ailleurs.

> > >



## **Le crédit hypothécaire : un mode de financement historique et original**

L'autre caractéristique moins connue est le mode de financement très particulier des investissements des ménages (immobilier) et PME danoises : le crédit hypothécaire rechargeable. Ce système vieux de plus de 200 ans est géré par 8 organismes spécialisés qui servent d'intermédiaires entre des emprunteurs qui peuvent obtenir le financement de 80% du bien qu'ils souhaitent acquérir (immobilier privé) ou 70% (foncier et biens agricoles) et des prêteurs, essentiellement danois. 50% de ces actifs financiers très particuliers sont détenus par des établissements financiers danois, 27% par leurs sociétés d'assurance et caisses de retraite, 13% par des non-résidents.

Au Danemark l'hypothèque est dite « rechargeable » c'est-à-dire qu'elle permet à un débiteur de ne pas avoir à constituer une nouvelle hypothèque pour garantir des crédits successifs. Avec possibilité de réévaluation, ce qui fait que la hausse des prix de l'immobilier ou du foncier peut se traduire par un accroissement des dépenses de consommation ou d'investissement. Le débiteur peut réutiliser l'hypothèque en garantie de nouveaux emprunts auprès du même créancier ou d'un autre.

## **Un assouplissement imprudent, une bulle foncière et immobilière**

Les types de crédit hypothécaire (historiquement à taux fixe sur 30 ans) ont été diversifiés et complexifiés au cours des années 90 et 2000 avec l'introduction de deux modalités qui sont devenues dominantes en 2008 : les prêts à taux variables et surtout les prêts avec différé d'amortissement de 10 ans, période pendant laquelle on ne rembourse que les intérêts. Ces modifications, combinées avec une évolution fiscale favorable à l'immobilier ou au foncier, ont créé une véritable bulle foncière et immobilière (rien que sur l'année 2005, la valeur des biens a augmenté de 25%). Bulle qui a éclaté en même temps que la crise des *subprimes*, à partir des Etats-Unis, suite au défaut de remboursements de nombreux ménages pauvres qui avaient contracté... un crédit hypothécaire pour acheter leur maison. Dans les deux cas c'est le même type d'instrument qui a permis une trop grande facilité d'accès au crédit. Mais les analystes danois soulignent les différences : le

sérieux des 8 caisses danoises qui octroient les crédits par rapport aux courtiers américains, la limitation du prêt à 70-80% du prêt contre 110% aux Etats-Unis..., et surtout l'interdiction faite au prêteur de revendre l'obligation de même durée et même taux émise par la caisse en même temps que le crédit, et donc l'obligation pour lui de conserver le risque. Alors que les conséquences dramatiques et l'internationalisation de la crise des *subprimes* sont dues à la titrisation et à la dissémination du risque de façon masquée à l'ensemble de la planète financière, ici rien de tel. Le risque est bien réel mais il est localisé au Danemark.

## **Une crise financière à l'ombre de l'euro**

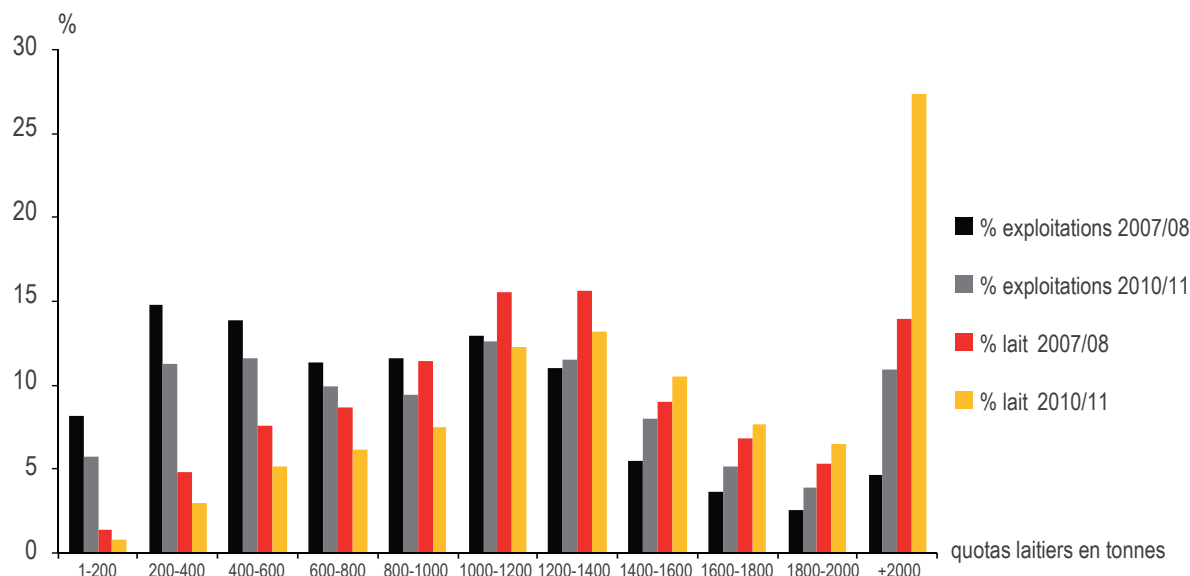
Les conséquences ont été lourdes tant pour les exploitations (surtout laitières et porcines) que pour les banques (surtout les petites banques surexposées au risque agricole). Entre les fusions et une quinzaine de faillites retentissantes, 28% des banques danoises ont disparu. De l'aveu général, le processus est loin d'être achevé puisqu'il en reste 106. Le risque agricole peut être particulièrement fort, puisque un jeune éleveur avait la possibilité de compléter le prêt hypothécaire à 70% par divers prêts bancaires pour monter jusqu'à 95% du capital d'exploitation. Nous avons rencontré ce cas de figure lors de la dernière étude en 2006 avec un jeune agriculteur qui avait « acheté » et constitué une exploitation de 2,8 millions d'euros avec 5% d'autofinancement. Les risques agricoles ont été accrus parce que les acteurs financiers ont conseillé aux agriculteurs d'opérer des gestions dynamiques de ces dettes privées en jouant sur les différences de taux au niveau mondial (fixes/variables et entre monnaies). Certains choix se sont révélés être de véritables « emprunts toxiques » (notamment des emprunts en francs suisses compte-tenu de l'évolution des taux de change) entraînant de lourdes pertes financières (comptabilisées en frais financiers dans les comptes d'exploitation, qui sont loin d'être seulement des intérêts).

La bataille fait rage aujourd'hui entre les établissements financiers danois d'une part, les agences de notation financière et la Commission européenne d'autre part qui tentent d'isoler les obligations adossées à ces crédits hypothécaires en raison d'une solidité et d'une liquidité qui font débat.

> > >

Répartition des exploitations et de la production par classe de quota

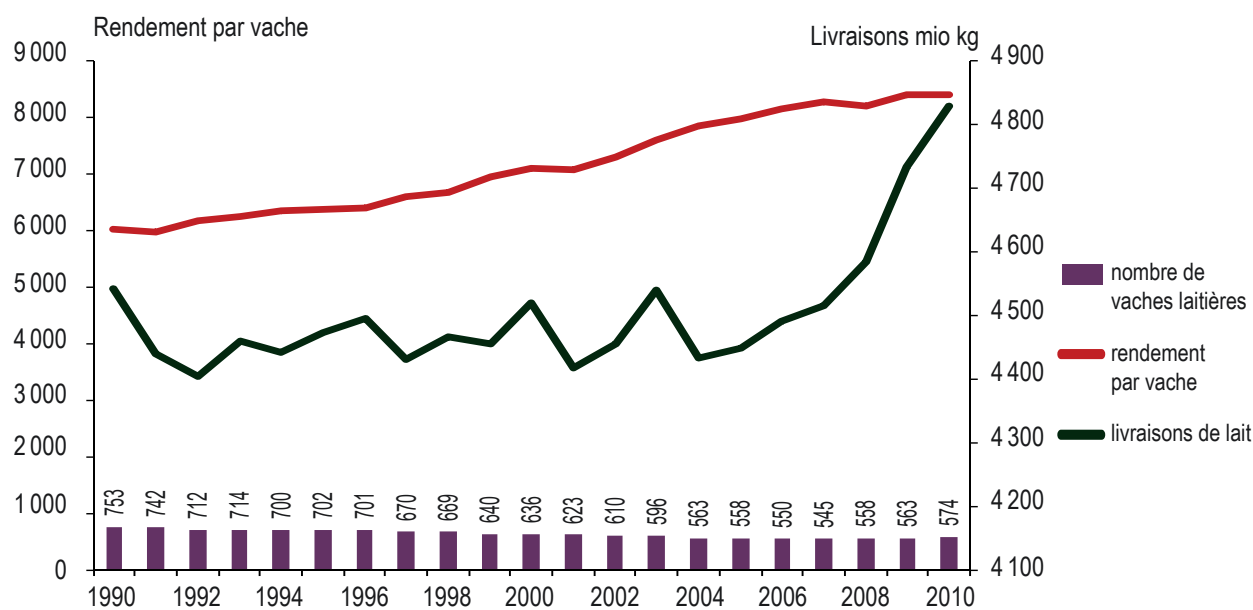
Figure 2.26



Source : Videncentret for landbrug

Évolution du nombre de vaches, du rendement par vache et du lait livré aux transformateurs laitiers

Figure 2.27



Source : Videncentret for landbrug

En s'appuyant sur le principe de solidarité typique du modèle nordique, les pouvoirs publics danois tentent d'imposer des recherches de solutions partagées entre les établissements financiers restant. Et en leur faisant subir des pertes conséquentes sur les deux dernières faillites bancaires (de 26 et 41%). L'apurement des comptes est loin d'être achevé. Le dernier contrôle de l'autorité régulatrice danoise a pris en faute et mis en faillite une petite banque très engagée dans l'agriculture parce qu'elle n'avait pas fait état de créances douteuses et litigieuses égales à 10 fois ses fonds propres. Mais cette même autorité vient d'annoncer qu'elle donnait trois ans aux autres établissements pour se mettre en règle.

### **Une nouvelle restructuration sous l'égide des banques**

Pour les agriculteurs eux-mêmes les conséquences sont variables mais la page ne semble pas pouvoir être tournée facilement. Les situations les plus dégradées à reprendre lors des faillites bancaires ont été placées dans ce qu'il est convenu d'appeler une « bad bank » gérée par les pouvoirs publics. Fin 2011, ces exploitations, aujourd'hui 160, n'avaient même plus accès à des prêts court terme pour acheter des engrais. Plus largement, 7% des exploitations (surtout laitières et porcines) étaient dans une situation qualifiée « d'insolvabilité technique » (passif supérieur à l'actif, notamment foncier, évalué au cours du jour)... Et enfin, d'après les analyses locales, pour le tiers des exploitations (surtout parmi les plus grandes), la situation purement financière semble gréver de façon durable la rentabilité future tandis que le tiers supérieur présente de très bonnes perspectives. Compte-tenu de l'évolution des cours du foncier, les situations peuvent être très différentes en fonction de la date à laquelle ont été faits les montages financiers.

Les relations entre agriculteurs et banquiers ont changé du tout au tout depuis la crise. L'encours global des emprunts à long et moyen termes pour l'agriculture danoise a été stoppé net. Les investissements ont été divisés par 10 dans le secteur laitier. Des mesures ont été prises pour juguler la baisse du marché foncier (-25% sur une base annuelle, -40% par rapport à un pic irrationnel), potentiellement très dangereuse pour la solvabilité des banques.

Ce point était théoriquement déjà pris en compte, mais l'OCDE (2012) recommande au Danemark de

*« suivre de près les nouveaux prêts hypothécaires afin d'assurer qu'ils ne seront octroyés qu'à ceux qui peuvent les rembourser, éventuellement en plafonnant plus rigoureusement les quotités de financement et rapports prêts-revenu ».* De fait les banques passent désormais tous les mois dans les exploitations endettées pour vérifier que le cash-flow dégagé est en ligne avec le prévisionnel demandé à chaque exploitant en début d'année. Si ce n'est pas le cas, plutôt que de provoquer des ventes forcées qui ont un peu augmenté mais reste inférieures au début des années 1990 (ce retournement n'est pas le premier), les banques organisent des transactions à l'amiable pour faire passer le contrôle de « leurs » exploitations (compte-tenu des taux d'endettement) à d'autres agriculteurs.

La capacité professionnelle des éleveurs laitiers danois est le plus souvent très bonne (le parcours de formation est long et pratique). Même dans les plus grandes fermes l'efficacité productive, pour produire quelques millions de tonnes de lait, est presque toujours au rendez-vous. Mais les compétences de gestionnaire n'ont pas toujours progressé au même rythme que les exploitations. Le nouveau contexte est devenu très sélectif à cet égard. L'opportunité pour certains de devenir des chefs d'entreprise multi-sites gérant la production dans plusieurs bâtiments (le plus souvent en bon état) en gardant les anciens exploitants comme salariés existe déjà.

### **La flexisécurité à l'épreuve**

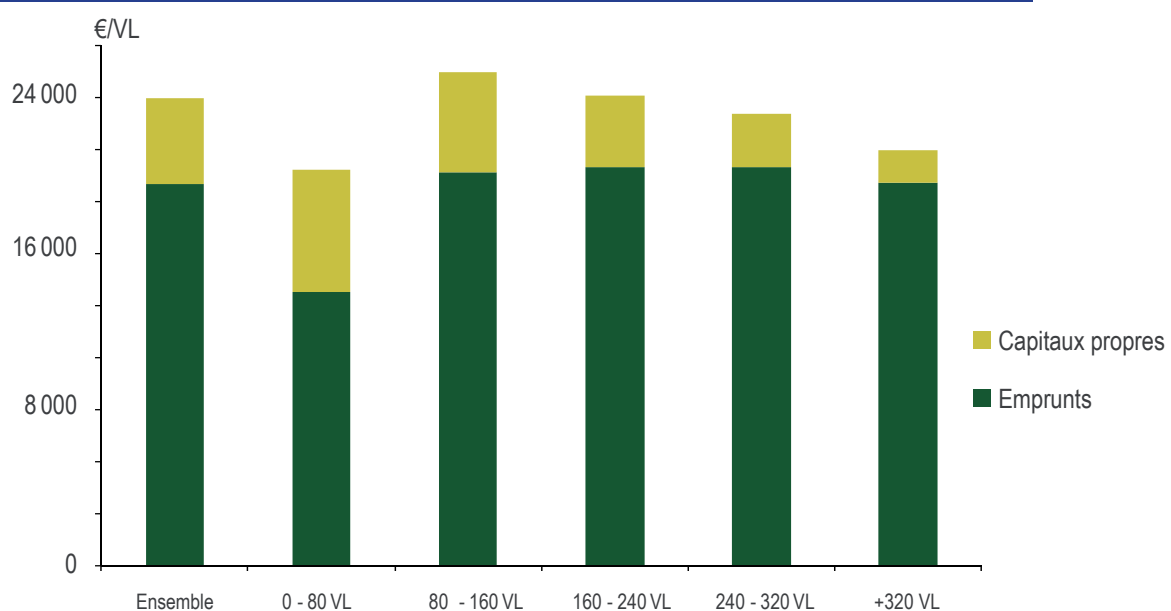
Par ailleurs, au niveau social, la « flexisécurité » n'a pu être maintenu au niveau antérieur car le taux de chômage de ce pays fortement tourné vers l'exportation a fortement grimpé suite à la crise mondiale : de 3,2 à 7,9% en se maintenant depuis à un niveau inhabituel. La vigueur des débats entourant l'allocation chômage, dont la durée de perception a été réduite de 4 à 2 ans au 1er juillet 2010, pour être exceptionnellement prolongée de six mois au 1er juillet 2012, est la conséquence directe de la forte montée du chômage depuis le début de la crise et de l'affaiblissement parallèle du volet sécurité du modèle de flexisécurité.

Les possibilités de reconversion sont donc bien moindres que dans la période de plein emploi et le marché du travail bien moins fluide. Ceci peut expliquer la situation d'attente dans laquelle sont tenus un certain nombre d'exploitations. Mi-2012, un traitement social spécifique (travailleurs sociaux dédiés, groupes de

> > >

**Emprunts par vache et taux d'endettement par classe de troupeau**

*Figure 2.28*



Source : Videncentret for landbrug

parole,...) a été mis en place par l'organisme de développement agricole pour aider les agriculteurs en difficulté à gérer cette crise qui s'éternise et envisager diverses solutions (dont des reconversions). C'est une réaction caractéristique. Les Danois sont très attachés à l'Etat providence en matière de santé et d'éducation. Cette fonction est toujours largement assurée ce qui peut expliquer que, dans les enquêtes, le Danemark est généralement le pays où les habitants se déclarent le plus heureux au monde. Le pays combine également (OCDE, chiffres 2010) un des taux de pauvreté les plus bas, le taux d'inégalité salariale le plus bas, la pression fiscale et le taux de dépenses publiques dans le PIB les plus forts au monde.

Pour autant il ne serait absolument pas dans la culture scandinave de tenter de résoudre le problème en laissant filer l'endettement public, très bas à l'échelle européenne malgré la crise, 45% du PIB grâce à des budgets classiquement en excédent et en déficit modéré pendant la crise. La logique de responsabilité fait partie du modèle scandinave ainsi que l'endettement des ménages, nouveau critère en tête du palmarès mondial avec 158% du PIB (trois fois plus qu'en France). Bien que les racines de cet endettement soient historiques, son développement récent (+60% de 1998 à 2008) semble maintenant être vu comme un des principaux facteurs limitants de la reprise économique au Danemark (par le biais de la consommation). L'envolée de la dette dans le secteur agricole est également une limite à la rentabilité d'un grand nombre d'exploitations qui ne peuvent l'être qu'avec des prix du lait élevés et des prix de charges modérés y compris pour les charges financières (taux d'intérêt). Ces conditions étaient réunies en 2007. Si elles avaient perduré, le pari réalisé pour transformer le secteur à marche forcée aurait été réussi.

### **Un modèle technique hyper-productif...**

Si l'on met de côté ce gros problème de financement du « modèle agricole » qui a été choisi, les acteurs de la filière laitière danoise sont souvent unanimes pour mettre en avant les points forts de leur modèle.

L'efficacité productive de ce modèle est incontestable. Collectivement et individuellement, les droits à produire du lait sont remplis de façon très régulière, avec d'ailleurs une faible saisonnalité liée aux vêlages étalés plus faciles à conduire dans ces troupeaux de désormais 150 vaches de moyenne, alimentées toute

l'année avec des rations complètes mélangées (à base d'ensilage d'herbe et de maïs) qui permettent aux vaches d'exprimer leur potentiel.

Cette efficacité productive résulte de la mise en œuvre, par des éleveurs bien formés et progressistes disposant des installations les plus modernes, de processus de production du lait performants, mis au point par un appareil de recherche-développement intégré et contrôlé par les producteurs.

C'est ainsi que la situation est présentée par les acteurs locaux et cela semble largement indiscutable. Le parcours de formation des jeunes éleveurs est réputé (relativement long et combinant des phases d'études et d'apprentissage en fermes). Les installations modernes, mais coûteuses, sont parfaitement visibles sur le terrain ou dans les statistiques. Les exploitations produisent avec un système de production relativement standardisé 1, 2, 3 ou 5 millions de kg de lait par an.

### **... dont les difficultés de gestion ont été sous-estimées**

Suite à la crise financière qui a frappé les exploitations, ces constats favorables sont tempérés par une dose non négligeable d'autocritique. Tant au niveau des organismes de R&D agricoles que des éleveurs, la priorité donnée à la « technique », tout à fait nécessaire pour faire doubler la productivité du travail entre 2000 et 2010, a conduit à négliger les difficultés liées à la gestion et au management des capitaux, importants, et des salariés, nombreux, dans ces moyennes entreprises. L'importance du taux d'endettement, qui dépasse 85% à partir de 160 vaches, a cependant probablement laissé planer une ambiguïté générale. Avec des prêts à amortissement différé, on est pratiquement dans la situation où l'éleveur loue ses moyens de production à son banquier qui en est le véritable propriétaire. Les réactions, l'implication des banques dans la nouvelle période, confirment d'une certaine façon cette interprétation. Les engagements dans le secteur agricole sont considérables et même vitaux pour les banques régionales. « *Too big to fail* », les grandes exploitations laitières hyper-endettées ont des encours trop importants et se ressemblent trop (risque systémique) pour que les banques trouvent une solution rapide au problème. Et au-delà des banques ce sont tous les actifs financiers des fonds de pension, assurances, etc, danois qui sont concernés.

## **Le contrôle de la chaîne de valeur par les éleveurs coopérateurs**

Le contrôle de la chaîne de valeur par les éleveurs coopérateurs, une revendication stratégique, est attesté par la position hégémonique des coopératives (coopérative d'approvisionnement DLG) ou quasi monopolistique (ARLA Foods transforme plus de 90% du lait danois). Avec le crédit hypothécaire, cette organisation en coopératives est un autre trait distinctif très fort de l'agriculture ou même de l'économie danoise : ces coopératives représentent près de 10% du PIB du pays et leur rôle à l'exportation est considérable.

Mais ces coopératives qui ont désormais fait le tour du Danemark pourraient bien échapper un jour, au moins en partie, aux éleveurs danois. Danish Crown (coopérative pour la viande porcine et bovine), qui se présente désormais comme une *International Food Company* possédée par une coopérative, a filialisé récemment ses activités liées aux exportations et au développement international. Les éleveurs sociétaires d'Arla Foods l'ont refusé pour garder une maîtrise plus importante de ces activités et de la valeur ajoutée qui peut y être associée. Ceci n'a pas empêché Arla de développer sa stratégie d'expansion européenne (en Allemagne où elle a très rapidement atteint son objectif d'être le n°3, au Royaume-Uni), et mondiale (notamment en direction de l'Asie, parfois en partenariat avec Fonterra). Mais ce nouveau concept de « coopérative européenne » inquiète de nombreux administrateurs d'Arla qui craignent de perdre du pouvoir au sein du conseil d'administration.

## **Un positionnement plus qualitatif que quantitatif sur les futurs marchés laitiers**

Outre la sortie de crise gérée par les banques pour tenter de dégonfler doucement la bulle spéculative sur le foncier et confier la gestion des fermes aux managers les plus expérimentés, quelques opportunités ou menaces sont présentées pour explorer le champ des possibles pour les exploitations laitières danoises.

Quantitativement, en termes de production laitière, les perspectives d'augmentation semblent très limitées. Essentiellement pour des raisons liées aux politiques environnementales. Même si les exigences de terres en propriété sont réduites en raison de leurs effets inflationnistes, la réglementation environnementale qui pèse sur les exploitations d'élevage est lourde. Les réglementations européennes sont appliquées rapide-

ment (la couverture des fosses à lisier a coûté fort cher aux yeux des éleveurs), la gestion des minéraux (P et N) encadrée, les densités animales contrôlées (ce qui explique que l'on trouve 1 ha de SAU par vache laitière), de nombreuses surfaces (zones humides ou à intérêt environnemental,...) soumises à de fortes contraintes d'utilisation, etc.

Donc en l'absence d'une baisse de la production porcine, qui n'est pas du tout envisagée bien que les difficultés financières des exploitations porcines semblent parfois encore supérieures, la hausse de la production laitière ne devrait être que très limitée. Elle est liée aux gains de productivité par vache laitière. Le rendement laitier, déjà très élevé (environ 9 000 kg/VL) stagne depuis près de 5 ans.

Les acteurs de la filière laitière redoutent même un durcissement de la réglementation nationale en matière d'environnement. Seul pays autosuffisant en énergie de l'UE (grâce au gaz et au pétrole), et dont les « exportations vertes » (éoliennes, isolation, pompes, thermostat...) représentent 11% des exportations totales, le Danemark voit néanmoins s'épuiser ses réserves énergétiques. Pour le monde politique, il s'agit donc désormais d'accélérer le passage à « l'ère de la croissance verte ». Ce thème est décliné dans tous les domaines économiques. Les fermes laitières de plus de 75 UGB seront peut-être obligées d'apporter la preuve tous les 8 ans qu'elles utilisent la « meilleure technologie disponible » afin de renouveler leur autorisation d'exploiter délivrée par les autorités locales...

Dans le domaine énergétique, les ambitions en matière d'énergies renouvelables sont importantes. L'objectif est de valoriser 50% des déjections animales en biogaz d'ici 2020. C'est d'abord vu comme une opportunité de diversifier (et d'augmenter) les ressources des exploitations laitières, mais aussi comme une menace si le biogaz devenait une activité plus lucrative que la production laitière. D'ores et déjà des surfaces de maïs ensilage ont traversé la frontière au sud du pays pour alimenter des digesteurs allemands...

C'est dans le domaine qualitatif que les acteurs danois mettent le plus d'espoir. Ils escomptent tirer profit du « meilleur système d'information au monde » sur les vaches et les exploitations laitières (toutes les informations techniques, sanitaires et souvent économiques sont centralisées), pour gagner des parts sur des marchés exigeants en matière de durabilité et traçabilité.



## Remerciements

Ce Dossier Économie de l'Élevage s'appuie notamment sur une série d'entretiens réalisés dans les cinq pays du Nord et de l'Ouest de l'Europe. Nous tenons à remercier les personnes ci-dessous qui ont accepté de nous recevoir et de répondre à nos questions.

### ALLEMAGNE

**Dr Deerberg**, de la Landwirtschaft Kammer du Schleswig-Holstein.

**Alois Heissenhuber, Helmut Hoffmann**, professeurs à la Technische Universität München

**Torsten Hemme, Mareike Meimann**, de l'International Farm Comparison Network (Université de Kiel)

**Eckhard Heuser**, directeur de la fédération des laiteries privées (Milchindustrie-Verband e.V)

**Werner Kleinhanss, Birthe Lassen, Thomas de Witte, Heiko Hansen, Steffi Wille**, économistes au von Thünen Institute (Institut de Recherche, Braunschweig)

**Rudolf Schmidt**, DBV puis Milchkontrollverband de Rhenanie du Nord Westphalie

**Werner Rüter** (directeur), **Harry Fritsch** – Interprofession laitière de Basse-Saxe (Landesvereinigung des Milchwirtschaft)

Merci également à **Benoît Rouyer et Philippe Jachnik** du CNIEL pour les informations concernant les entreprises laitières allemandes, **Jean-Noël**

**Depeyrot** (FranceAgrimer) pour son analyse comparée du commerce extérieur des produits laitiers,

Et aux éleveurs de Basse-Saxe et du Schleswig-Holstein qui nous ont recus

### DANEMARK

**Susanne Clausen**, économiste élevage laitier,

et **Ulrik Toftegaard Jensen**, spécialiste en organisation du travail en élevage,

au sein de l'organisme de recherche/développement agricole - Knowledge Centre for Agriculture (Videncentret for landbrug).

**Johnny M. Andersen** (production agricole, économie),

**Henning Otte Hansen** (analyse des industries agro-alimentaires),

**Jens Hansen** (marché foncier et financement)

au Fødevareøkonomisk Institut, Institute of Food and Resource Economics – Université de Copenhague.

**Mikael Strandbygaard**, économiste au Danish Agriculture & Food Council (Landbrug & Fødevarer)

**M. et Mme Christensen, MM. Gunnar et Poulsen**, éleveurs laitiers

### IRLANDE

**Trevor Donnellan**, économiste élevage laitier au sein de l'organisme de recherche/développement agricole Teagasc,

**Rowena Dwyer**, économiste à l'IFA (Irish Farmers Association),

**Brendan Gleeson**, chef de la division politique élevage et lait au ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation,

**Liam Kinsella**, inspecteur au sein de la division environnement au ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation,

**Paul Mc Kiernan**, spécialiste du changement climatique au sein de la division environnement au ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation,

**Catherine Lascurettes**, responsable de la section lait à l'IFA,

**John Muldowney**, spécialiste nitrates au sein de la division environnement au ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation,

**Thomas Ryan**, responsable de l'environnement à l'IFA.

### PAYS-BAS

**P.W. (Pieter Willem) Blokland**, économiste agricole, LEI, Wageningen UR.

**C.J.A.M. (Cees) de Bont**, économiste agricole senior, LEI, Wageningen UR.

**Jaring Hiemstra**, éleveur laitier.

**J.H. (Jakob) Jager**, économiste agricole, LEI, Wageningen, UR

**J.P.M. Klitsie**, expert agricole au Ministère de l'Habitat, de l'Environnement et de la Production Durable.

**Marina Rebello**, associée Senior en charge du secteur laitier, Rabobank.

**Ben (A.J.) Scholman**, manager des services aux membres de la Coopérative Friesland Campina.

### ROYAUME-UNI

**Alex Bowness**, responsable environnement au DEFRA, ministère de l'environnement de l'alimentation et de l'espace rural,

**Peter Dawson**, Directeur de Dairy UK (fédération des industries laitières),

**Tom Hind**, Directeur des questions internationales, NFU (National Farmers Union),

**Richard Jones**, responsable service lait au DEFRA,

**Julie MacLeod**, analyste du secteur lait, Agriculture & horticulture Development Board (AHDB),

**Martin Nesbit**, Directeur des affaires européennes et de la PAC au DEFRA,

**Robert Newbery**, directeur du secteur lait, NFU,

**Artur Reeves**, Directeur des affaires extérieures de Dairy Crest,

**Alex Stevens**, conseiller agricole dans le Devon, NFU,

**David Swales**, chef du service des marchés, Agriculture & horticulture Development Board (AHDB),

**Simon Waterfield**, responsable du bien-être animal au DEFRA.

**Paul Wilson**, universitaire responsable du RICA anglais, Université de Nottingham,



# Les dossiers Économie de l'Élevage

résumé des principales études conduites par le GEB  
(Département Économie de l'Institut de l'Élevage)  
en collaboration avec les services de la CNE  
Ils sont consultables sur le site : <http://www.idele.fr>

## Liste des derniers Dossiers Économie de l'Élevage

- La production de viande bovine au Brésil. Le zébu est-il toujours conquérant ? n°427 - Septembre 2012
- Les Allemagnes laitières. Voies divergentes et avenir contrastés. n°426 - Juillet-Août 2012
- La filière viande au Canada. Toujours très dépendante des USA.. n°425 - Juin 2012
- 2011 : L'année économique ovine. Perspectives 2012. n°424 - Mai 2012
- 2011 : L'année économique laitière. Perspectives 2012. n°423 - Avril 2012
- 2011 : L'année économique caprine. n°422 - Mars 2012
- Marchés mondiaux des produits laitiers en 2011. Anticyclone prolongé. n°421 - Février 2012
- 2011 : L'année économique viande bovine. Perspectives 2012. n° 420 - janvier 2012
- Le marché mondial de la viande bovine en 2011. L'Europe dans le sillage des hauts prix mondiaux. N°419 - décembre 2011
- Le lait après 2015. Comment les transformateurs comptent gérer l'offre. n° 418 - novembre 2011
- Où va le bœuf ? Quel produit pour quel marché ? n° 417 - octobre 2011
- L'élevage bovin allaitant français à l'horizon 2015 et perspectives 2035. Forces et faiblesses face au changement de contexte agricole. n° 416 - septembre 2011
- La production de viande bovine en France. Qui produit quoi, comment et où ? n°415 - juillet 2011
- Le marché de la viande bovine en Italie. n°414 - juin 2011
- 2010 : L'année économique ovine. Perspectives 2011. n°413 - mai 2011
- 2010 : L'année économique caprine. n°412 - avril 2011

**Ces documents sont à commander à TECHNIPEL -**

149 rue de Bercy - 75595 PARIS Cédex 12, au prix de 27 euros l'exemplaire (+ frais de port)  
Tél. : 01 40 04 51 71 - Fax : 01 40 04 49 44 - [technipel@idele.fr](mailto:technipel@idele.fr)

Rédaction : Département Économie (GEB)

Le GEB (Groupe Économie du Bétail), Département Économie de l'Institut de l'Élevage, bénéficie du financement du Ministère de l'Agriculture et sur contrats, du Fonds de l'Élevage, de l'Interprofession lait et viande, et de FranceAgriMer

> Équipe de rédaction : G. Barbin - F. Bouyssière - M. Carlier - F. Champion - JM. Chaumet - P. Chotteau - B. Lelyon - C. Monniot -- C. Perrot - M. Richard - G. You

> Mise en page : L. Assmann > Email : [leila.assmann@idele.fr](mailto:leila.assmann@idele.fr) > Directeur de la publication : M. Marguet

Document publié en collaboration avec les services de la Confédération Nationale de l'Élevage par l'Institut de l'Élevage

> 149, rue de Bercy - 75595 PARIS CEDEX 12 > Tél. : 01 40 04 52 62 > <http://www.id.fr>

> CCP 3811-79 Paris > Imprimé à Imprimerie de la Centrale Lens > N° ISSN 1273-8638 > N° IE 001260048

> Abonnement : 160 € TTC par an & Vente au numéro : 27 € : A. Cano > Email : [technipel@idele.fr](mailto:technipel@idele.fr) > Tél. : 01 40 04 51 71